

Coordination du numéro : Alexandre Elsig, Marianne Enckell, Magali Pittet

Relecture : Patrick Auderset, Hadrien Buclin, Margaux Lang, Françoise Pitteloud

Graphisme : Pierre Lipschutz, promenade.ch

Impression : Yenoa, 13649 La Roque d'Anthéron (France)



En couverture :

Affiche de la FOBB, Syndicat du bâtiment et du bois, *Dangers d'amiante sur les chantiers* (détail), années 1980, graphisme Paul Stämpfli. Archives AÉHMO, fonds FOBB, 2017/1401.

ISSN 1424-0475

© 2019, Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier
AÉHMO, case postale 5278, CH-1002 Lausanne
www.aehmo.org

ISBN 978-2-8290-0601-2

Diffusion en librairie :

Éditions d'en bas, rue des Côtes-de-Montbenon 30, CH-1003 Lausanne

**CAHIERS D'HISTOIRE
DU MOUVEMENT
OUVRIER**

35 / 2019

**POUR UNE HISTOIRE
OUVRIÈRE
DE L'ENVIRONNEMENT**

Dossier
POUR UNE HISTOIRE OUVRIÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ALEXANDRE ELSIG, MARIANNE ENCKELL, MAGALI PITTET

Introduction 7

MILO PROBST *Une politisation des rapports à l'environnement : la critique écologique de Jean Wintsch au début du XX^e siècle* 15

RENAUD BÉCOT *L'environnementalisme ouvrier ou le syndicalisme émancipé du fordisme. Une approche transnationale dans les années 1968* 28

ALEXANDRE ELSIG *Pour les ouvriers valaisans, la « guerre du fluor » n'a pas eu lieu* 44

FLORIAN EITEL *Éveiller les consciences avec une guitare et des cassettes. Le traitement musical de la catastrophe de Seveso par le chansonnier Aernschd Born* 61

JULIEN GRESSOT *L'affaire CISA ou les limites du traitement juridique et technique d'un cas de pollution industrielle à La Chaux-de-Fonds* 77

HANS BAUMANN *Il y a 35 ans, le « programme vert de l'emploi » de la FOBB* 95

ENTRETIEN AVEC JACQUES ROBERT 99

Document – Une lettre de Max Nettleau à James Guillaume présentée par MARC VUILLEUMIER 104

Chroniques

*L'ennemi de mon ennemi? Il y a cent ans, le procès
des bombes de Zurich* par Marianne Enckell 113

Après le centenaire de la Grève générale de 1918
par Charles Heimberg 128

Archives de l'AÉHMO: les fonds du MDE et de la FOBB 138

Hommage à Roland Gretler par Stefan Länzlinger 142

Le « Maitron » pour tous par Marianne Enckell 144

*L'imposition directe sur les fortunes et les ressources
dans le canton de Neuchâtel (1848-1917)*
par Apolline Anor 146

Comptes rendus

par Alain Clavien, Marianne Enckell, Charles Heimberg,
Pierre Jeanneret, Pauline Milani, Niels Rebetez 150

AÉHMO 165

DOSSIER

**POUR UNE HISTOIRE
OUVRIÈRE
DE L'ENVIRONNEMENT**

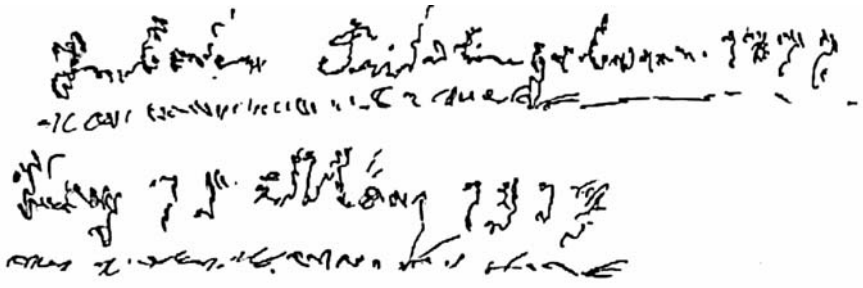
INTRODUCTION

ALEXANDRE ELSIG, MARIANNE ENCKELL, MAGALI PITTET



L'usine de la Lonza à Viège, en 1963.
Photographie Max-Francis Chiffelle, Médiathèque Valais, Martigny.

En 2014, la population valaisanne est informée d'une contamination massive des sols par du mercure déversé par l'usine de la Lonza à Viège. Le scandale qui éclate alors est lié au fait que ces rejets ont débuté il y a presque cent ans et que les différentes alertes lancées depuis pour dénoncer cette contamination n'ont pas été entendues par les autorités. Les regards se braquent alors sur la contamination étendue des sols, les travaux d'assainissement et la répartition des coûts de la dépollution. Il faut cependant attendre quatre ans pour que la question ouvrière s'insère dans le débat et qu'apparaisse l'idée que les émanations de mercure ont aussi touché les travailleurs à l'intérieur



L'écriture tremblotante d'ouvriers intoxiqués par le mercure, illustrant l'article de Paul Burgener.

des murs de l'important complexe électrochimique. Environ 250 ouvriers intoxiqués par le « vif-argent » entre les années 1920 et les années 1950 sont alors sortis d'un long oubli par le travail d'un collectif de journalistes¹. Un article qu'un médecin de Viège, Paul Burgener, avait publié en 1952 détaille les diverses affections neurologiques et psychologiques subies par les ouvriers soumis aux vapeurs de mercure : irritabilité extrême, tremblements, pertes de dents...²

Cette anecdote est révélatrice du long cloisonnement existant entre deux mondes apparemment clos, celui de l'environnement d'un côté et celui du travail de l'autre. S'appuyant sur une production historiographique récente³, ces *Cahiers* proposent de dépasser cette division pour retrouver les multiples ponts lancés entre la défense de la « nature » et la protection de la santé des travailleuses et travailleurs. Ces derniers, sentinelles oubliées de nombreux scandales environnementaux, restent les premiers touchés par les émanations toxiques des usines, avant que celles-ci n'atteignent l'eau, l'air ou les sols alentour. Les victimes du travail le sont alors doublement : déjà atteintes dans leur chair, elles doivent très souvent se battre pour faire reconnaître

¹ Voir notamment Xavier Lambiel, « En Valais, l'histoire secrète des damnés du mercure », *Le Temps*, 23 février 2018 ; Julien Robyr, « Ce mercure que le Valais n'a pas voulu voir », *Le Nouvelliste*, 24 février 2018. Ces articles se fondent sur différents rapports historiques d'expertise mandatés par l'État. Il a fallu une décision du Tribunal cantonal pour que les journalistes les obtiennent.

² Paul et Andreas Burgener, « Erfahrungen über chronische Quecksilbervergiftungen », *Schweizerische Medizinische Wochenschrift*, n° 8, 1952, pp. 204-210.

³ Voir par exemple : Serge Audier, *La société écologique et ses ennemis. Pour une histoire alternative de l'émancipation*, Paris, La Découverte, 2017 ; François Jarrige et Thomas Le Roux, *La contamination du monde : une histoire des pollutions de l'âge industriel*, Paris, Seuil, 2017 ; Lars Bluma et Judith Rainhorn (éd.), *A History of the Workplace: Environment and Health at Stake*, London, Routledge, 2015 ; Renaud Bécot, *Syndicalisme et environnement en France de 1944 aux années quatre-vingt*, Paris, Thèse de l'EHESS, 2015.

l'origine professionnelle de leur maladie⁴. « Alors que les êtres humains ont industrialisé la terre, la terre les a, en retour, industrialisés »⁵, souligne à juste titre Linda Nash au sujet des interactions et des rétroactions des sociétés et de leurs milieux. Les développements récents de l'histoire environnementale permettent ainsi de penser les corps ouvriers comme parties intégrantes des écosystèmes et les contaminations environnementales ne peuvent être dissociées de leurs impacts sanitaires.

Ce numéro questionne dès lors la diversité des relations entre lutte syndicale et lutte environnementale. La contamination généralisée des corps et des écosystèmes ne s'est pas faite de façon inconsciente et sans résistance. Dès le lancement du puissant mouvement d'industrialisation, les populations ouvrières riveraines des usines n'ont eu de cesse de défendre leur droit à vivre dans un milieu salubre. Mais ces luttes ont peu laissé de traces, car l'asymétrie de pouvoir était souvent bien trop grande entre pollueurs et pollués, notamment dans le cadre des procédures judiciaires. Les travailleuses et travailleurs se sont alors retrouvés captifs des rendements des usines qui les intoxiquaient. Quelques luttes d'hygiène industrielle ont toutefois marqué les esprits, comme celle pour l'interdiction de l'utilisation du phosphore dans la fabrication des allumettes ou celle contre la céruse dans les peintures au tournant du vingtième siècle⁶. Mais il a fallu attendre le second après-guerre pour qu'une partie des milieux syndicaux intègre explicitement la lutte environnementale à leur répertoire d'action, alors que l'intensification des contaminations amenait à une prise en compte globale du coût écologique des prétendues « Trente Glorieuses »⁷.

Il n'empêche que la défense de l'environnement s'est souvent heurtée aux discours plaidant pour le maintien de l'emploi et de la production sous le paradigme de la « croissance ». Le dilemme entre chômage ou pollution a ainsi tenu en respect de nombreuses forces de gauche accrochées à des valeurs productivistes. Dans les années 1930

⁴ Voir notre précédent dossier « Victimes du travail », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 20, 2004.

⁵ Linda Lorraine Nash, *Inescapable ecologies: a history of environment, disease, and knowledge*, Berkeley, University of California Press, 2006.

⁶ Judith Rainhorn, *Blanc de plomb: histoire d'un poison légal*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019.

⁷ Céline Pessis, Sezin Topçu et Christophe Bonneuil (éd.), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses » : modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La Découverte, 2016.



Alois Carigiet, affiche électorale pour le PSS, 1935. Bibliothèque de Genève.

par exemple, une affiche électorale du Parti socialiste suisse pouvait représenter de façon positive une cheminée crachant une épaisse fumée noire sur un épi de blé⁸. Dans son article à la focale transnationale, Renaud Bécot montre bien quelles ont été les brèches ouvertes dans les années 68 et dans différents pays contre ce productivisme à tout crin. L'Italie et les États-Unis ont joué un rôle pionnier dans la mise en action de cet « environnementalisme ouvrier »⁹, qui se construit en opposition à l'environnementalisme technocratique mis alors en œuvre dans la plupart des pays membres de l'OCDE.

Qu'en est-il dans le contexte helvétique? Les liens entre écologie et monde du travail restent peu documentés, hormis ceux concernant certaines maladies professionnelles liées à la silicose, à l'amiante

ou encore au radium¹⁰. Ce numéro des *Cahiers* offre dès lors un nouveau jalon pour penser la superposition entre injustices sociales et inégalités environnementales¹¹.

Dans la première moitié du vingtième siècle, les premiers mouvements élitaires de défense de la « nature » restent avant tout marqués

⁸ Cette affiche avait été publiée dans notre dossier « Emblèmes et iconographie du mouvement ouvrier », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, 2015, p. 113.

⁹ Stefania Barca, « Sur l'écologie de la classe ouvrière : un aperçu historique et transnational », *Écologie & politique*, n° 50, 2015, pp. 23-40.

¹⁰ Voir respectivement Martin Lengwiler, *Risikopolitik im Sozialstaat: die schweizerische Unfallversicherung, 1870-1970*, Köln, Böhlau, 2006 ; François Iselin, « Le mouvement ouvrier lémanique face à l'amiante », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 20, 2004, pp. 121-134 ; Lukas Emmenegger, *Die Verwendung von Radiumleuchtfarbe in der Schweizer Uhrenindustrie (1907-1963). Historischer Bericht im Auftrag des Bundesamtes für Gesundheit*, Masterarbeit, Bern, 2018.

¹¹ Razmig Keucheyan, « La lutte des classes dans la nature », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 130, 2016, pp. 91-104.

par des positions conservatrices, esthétiques et identitaires, à l'instar du Heimatschutz ou de la Ligue suisse pour la protection de la nature. Cette dynamique explique la longue indécision des forces de gauche à s'emparer de la question écologique, suspectée d'être réactionnaire. Pourtant, la protection des milieux n'a pas été l'apanage des mouvements bourgeois et de nombreux penseurs socialistes, tel le géographe anarchiste Élisée Reclus, ont dénoncé l'exploitation capitaliste des ressources naturelles. L'article de Milo Probst permet de situer la position d'un autre militant libertaire, le pédagogue et médecin Jean Wintsch, promoteur d'une école centrée sur l'expérience de la nature mais aussi hygiéniste attentif aux inégalités sociales d'exposition aux maladies, notamment dans le milieu du travail. Marc Vuilleumier s'intéresse de son côté à Max Nettlau, historien de l'anarchisme, et à une lettre de 1911 qu'il n'envoya jamais à James Guillaume. S'y lit une volonté d'élargir la solidarité humaine à d'autres formes de vie, animale ou végétale. « Si nous sauvons la nature, nous nous sauvons nous-mêmes », écrit Nettlau, qui déplore l'indifférence des organisations ouvrières à cet égard.

Cette indifférence ne s'est dissipée que tardivement et partiellement. Le passage de ces discours à la constitution de véritables mouvements sociaux intervient dans le second après-guerre, une période qui est considérée comme celle de la « grande accélération » de la crise environnementale : utilisation massive d'hydrocarbures comme sources d'énergie, développement de la chimie de synthèse et de l'agrochimie, arrivée de la filière nucléaire, motorisation et suburbanisation des sociétés occidentales, etc.¹² Les articles d'Alexandre Elsig, Florian Eitel et Julien Gressot portent tous trois leur regard sur les dynamiques sociales engagées autour de grandes catastrophes et scandales de pollution industrielle. La contribution d'Alexandre Elsig analyse du point de vue ouvrier la « guerre du fluor » dans le Valais des années 1970. Bien que les syndicats se soient activés en coulisses pour obtenir une meilleure épuration des gaz, ils sont restés très discrets et la contestation est venue à la fois de paysans adeptes de l'action directe et d'étudiants membres de la Ligue marxiste révolutionnaire. Une fois la menace de la fermeture des sites brandie par les directions, les

¹² John Robert McNeill et Peter Engelke, *The Great Acceleration: an Environmental History of the Anthropocene since 1945*, Cambridge, Harvard University Press, 2016.

représentants des ouvriers ont de leur côté défendu ouvertement les intérêts des producteurs d'aluminium.

Florian Eitel propose de son côté de resituer la catastrophe de Seveso de 1976 dans son contexte transfrontalier, avec une usine italienne défectueuse dépendante des logiques de la multinationale suisse F. Hoffmann-La Roche. C'est depuis Bâle que se décide ainsi le maintien du secret sur la contamination de la région lombarde par de la dioxine. L'analyse de la chanson contestataire qu'Aernschd Born a consacrée à Seveso permet d'illustrer les hybridations alors en cours à gauche entre le mouvement ouvrier et les mouvements de la jeunesse contestataire issue de la lutte antinucléaire. Enfin, Julien Gressot relate le procès d'une entreprise chaux-de-fonnière coupable d'avoir grandement pollué les eaux, les sols et l'air de la ville horlogère, avec le dégagement d'un nuage toxique en 1985. Son article souligne bien les faux espoirs placés dans la technique de traitement des solvants industriels usagés au début des années 1970, ainsi que l'incapacité de la justice à tenir compte, par la suite, des décisions initiales qui ont amené à ces choix technologiques. Seuls les exécutants sont condamnés par le Tribunal de police, ce qui n'est pas sans rappeler d'autres issues judiciaires dans des affaires similaires, comme celle de la contamination de Seveso. Seuls le responsable de l'usine italienne et le directeur technique de Givaudan sont condamnés – par contumace – à des peines de prison, sans que la direction de la multinationale ne soit inquiétée.

La dernière contribution remet en question l'image de « bétonneur » du syndicat de la FOBB. En effet, celui-ci adopte, en 1983, un « programme vert » qui a pour objectif de concilier sécurité de l'emploi et protection de l'environnement – deux autres textes suivront en 1991 et 1995. L'article de Hans Baumann, qui fut une cheville ouvrière de l'élaboration de ces programmes, en retrace les grandes lignes. En complément à cet article, Jacques Robert apporte, à travers une entrevue menée par Magali Pittet, son témoignage de responsable syndical ayant notamment œuvré à l'application des mesures préconisées.

Cette histoire ouvrière de l'environnement a besoin d'être mieux explorée en Suisse et les chantiers d'investigation ne manquent pas. Qu'en est-il d'une approche sensible des maladies professionnelles attentive au vécu des ouvrières et ouvriers intoxiqués, à la difficulté à vivre avec cette « violence sourde »¹³ constituée par une contamination

¹³ Rob Nixon, *Slow violence and the environmentalism of the poor*, Cambridge, Harvard University Press, 2011.

souvent chronique, à bas bruit et dont les effets entre le moment d'exposition et celui d'apparition de la maladie sont différés dans le temps, parfois sur des décennies? Les fonds de la Caisse nationale d'assurances (SUVA), dont l'inventaire est désormais en ligne¹⁴, ceux de l'Inspectorat fédéral des fabriques ou encore les archives de l'Organisation internationale du travail à Genève méritent d'être explorés dans cette perspective par en bas.

Qu'en est-il aussi du rôle de lanceur d'alerte joué par les médecins, et notamment celles et ceux qui se spécialisent en médecine du travail? Le fonds de Jean-Pierre Dubois, déposé à la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds, est par exemple à disposition pour comprendre l'engagement d'un médecin contre l'utilisation mortelle du benzène dans l'industrie horlogère à la fin des années 1950. La position de ce membre du Parti ouvrier populaire, notamment son opposition à la construction de la raffinerie de Cressier, illustre également le fait que le mouvement communiste ne s'est pas rangé unanimement derrière le projet stalinien et prométhéen de transformation de la nature¹⁵. Dans une approche d'histoire politique, il reste d'ailleurs à mieux saisir les multiples facettes de la nébuleuse écologiste – trotskystes, progressistes (POCH)... – qui se met en place dans les années 1970, même si les Verts «pastèques» sont surpassés par leurs camarades «concombres» sur le plan national dans la décennie suivante¹⁶.

Qu'en est-il enfin du rapport des syndicats, notamment de ceux du bâtiment, à l'égard de la construction de grandes infrastructures, comme les autoroutes, les barrages ou encore les centrales nucléaires? La question nucléaire offre en outre un bon point d'observation des coalitions d'opposition qui se mettent en place autour d'enjeux environnementaux en dehors du monde syndical, mais qui n'excluent pas sa participation. Dans la seconde moitié des années 1970, le blocage du chantier argovien de Kaiseraugst¹⁷ ou le mouvement contre l'enfouissement de déchets nucléaires à Bex en sont deux exemples.

¹⁴ <https://archiv.suva.ch/webclients/suva/#/>

¹⁵ Pierre Jeanneret, *Popistes : histoire du Parti ouvrier et populaire vaudois, 1943-2001*, Lausanne, Éditions d'en bas, 2002, p. 515 sq.

¹⁶ Werner Seitz, « Concombres et pastèques. L'histoire des Verts en Suisse », in *Les Verts en Suisse : leur politique, leur histoire, leur base*, Zurich, Rüegger, 2009, pp. 19-41.

¹⁷ David Häni, *Kaiseraugst besetzt! Die Bewegung gegen das Atomkraftwerk*, Basel, Schwabe Basel, 2018.

Ces coalitions, souvent ténues, n'ont pas perdu de leur actualité ni de leur acuité. À l'heure où les écoliers, étudiants et apprentis empruntent l'arme de la grève face à l'urgence climatique, quelle est l'implication des milieux syndicaux dans ce combat ? Ce dernier les concerne : d'abord parce que les différentes classes ne subissent et ne subiront pas de la même façon les aléas de la crise écologique ; ensuite parce que les sources anthropiques du réchauffement global proviennent aussi et en bonne partie du secteur industriel et énergétique. Face à l'aporie des « petits gestes » des consommatrices et consommateurs ou des « petits pas » des politiques environnementales monte un appel de plus en plus structuré à la politisation des débats et à la mise sous pression des rapports économiques de production. « Tuer le capitalisme, le petit geste qui compte », pouvait-on lire sur une manchette du *Courrier* au moment de la première grève du climat de décembre 2018. Dans ce sens, l'approfondissement des recherches historiques pourrait aider à mieux comprendre les obstacles à l'engagement plein et entier des organisations des travailleuses et travailleurs dans la protection de l'environnement, et ainsi apporter des pistes pour y remédier.

UNE POLITISATION DES RAPPORTS À L'ENVIRONNEMENT : LA CRITIQUE ÉCOLOGIQUE DE JEAN WINTSCH AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE

MILO PROBST

En janvier 1913, le fondateur de l'École Ferrer de Lausanne, le médecin Jean Wintsch (1880-1948), se voit une fois de plus obligé de trouver un nouvel enseignant. L'instituteur précédent, Théodore Alfred Matthey-Claudet, a provoqué selon Wintsch un scandale public en raison de ses «dérèglements sexuels»¹ et il a fallu le licencier. Voilà pourquoi Wintsch s'adresse à son ami Théodore Rochat (1885-1919), qui vit alors avec sa compagne Valentina Ermakoff à Kazan, où il est précepteur.

Dans sa lettre du 13 janvier 1913, le directeur de l'École Ferrer cherche à rendre son offre d'emploi attrayante. Le salaire ne fait assurément pas partie des avantages, Wintsch le concède volontiers. Mais il en appelle aux convictions politiques du jeune émigré, qui devrait se sentir proche du projet pédagogique de l'École. La lettre contient une liste des sept conditions que devrait remplir l'enseignant : des qualités comme la douceur, le respect de la personnalité des enfants, l'esprit d'ordre, la tenue et le dévouement, jusqu'à la conviction de rompre avec les formes autoritaires d'enseignement et d'éducation. Le point 6 de la liste est plus étonnant : «retour en tout à la nature et à la vie»².

Que signifie cette condition ? Comment Wintsch conçoit-il les relations entre les humains et l'environnement ? Ce «retour à la nature» est-il un retour au primitivisme, comme le voulaient certains de ses contemporains libertaires ?³

¹ Lettre de Jean Wintsch à Théodore Rochat, 13 janvier 1913, coll. privée Jermakin.

² *Ibid.*

³ Voir Arnaud Baubérot, *Histoire du naturisme : le mythe du retour à la nature*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004.

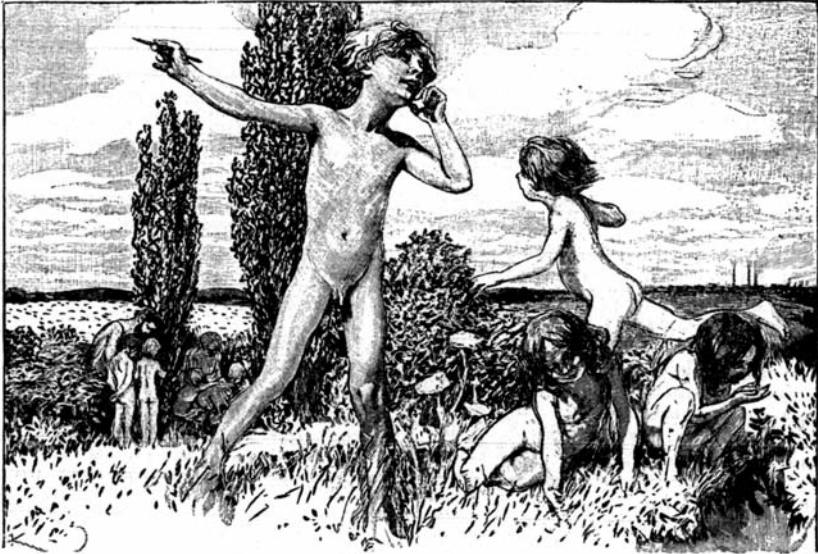
Pour donner une réponse à ces interrogations, je vais situer les textes de Wintsch dans un contexte plus large. Je voudrais montrer comment il a toujours tenu compte de la question des relations homme-nature, qui est au centre de ses activités politiques et scientifiques. On peut ainsi le voir comme un représentant de la «réflexivité environnementale», définie par Pierre Charbonnier comme la «politisation de la nature, [l']incorporation par les acteurs sociaux et par les sciences sociales d'une attention aux milieux et à la nature»⁴. Je me concentrerai sur la période durant laquelle Wintsch était proche du mouvement anarchiste en Suisse romande, soit les deux premières décennies du XX^e siècle.

Après une brève notice biographique, je me focaliserai sur deux activités centrales de Wintsch. Sur la base de ses travaux pédagogiques, j'expliquerai comment l'éducation doit, selon lui, créer une relation sensée et pratique entre les humains et leur environnement. Dans un deuxième temps, on verra que le médecin hygiéniste qu'est Wintsch compte parmi les facteurs de maladies non seulement des éléments sociaux et moraux, mais aussi environnementaux. Il en déduit une analyse critique du capitalisme qui met en lien les inégalités sociales et écologiques.

Biographie

La vie de Jean Wintsch et celle de l'École Ferrer sont bien documentées. Né à Varsovie, étudiant en médecine à Lausanne, il entre en contact très vite avec le mouvement anarchiste et syndicaliste de Suisse romande. Il se lie avec Louis Bertoni et Georges Herzig, les rédacteurs du *Réveil anarchiste*, auquel il collabore régulièrement dès 1901 ; il écrira aussi dans la *Voix du peuple*, l'organe de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande, depuis 1906. Le soutien de certains anarchistes à l'Entente, lors de la Première Guerre mondiale, provoque un conflit : le *Réveil* reste fidèle aux positions antimilitaristes, Wintsch et ses amis publient de 1915 à 1919 *La Libre Fédération*. En 1922, Wintsch est nommé membre de la Commission scolaire lausannoise et préside l'association des médecins de la ville. Il poursuit ses activités institutionnelles en devenant médecin des écoles en 1931, ce qui lui permet de développer sa politique hygiéniste. Grâce à ses publications sur la psychologie des enfants et l'hygiène, il obtient

⁴ Pierre Charbonnier, «Généalogie de l'Anthropocène», *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 72 (2), 2017, pp. 301-328, p. 302.



L'école vraiment libérée de l'antique servitude ne peut avoir de franc développement que dans la nature.

Dessin de František Kupka pour *L'Homme et la Terre* d'Élisée Reclus, repris dans le *Bulletin de l'École Ferrer* de Lausanne.

un poste d'enseignant à l'École supérieure de jeunes filles puis de psychologie appliquée à l'École de science sociale de l'Université⁵.

Mais Jean Wintsch est surtout connu pour avoir créé l'École Ferrer, qui de 1910 à 1919 accueillit chaque année vingt-cinq à vingt-huit éco-lières et écoliers, la plupart provenant de familles ouvrières⁶. Comme son nom l'indique, l'école se situait dans un courant transnational de pédagogie nouvelle inspiré par la Escuela Moderna du Catalan Francisco Ferrer y Guardia, courant qui se développa après son exécution en octobre 1909. Le projet était surtout lié à des expériences libertaires – l'orphelinat de Cempuis dirigé par Paul Robin, un ancien compagnon de Bakounine, ou la colonie scolaire La Ruche à

⁵ Voir Hans-Ulrich Grunder, *Theorie und Praxis anarchistischer Erziehung*. Robin. Faure. Ferrer. Wintsch, Grafenau-Döffingen, Trotzdem, 1986, pp. 111-112; Notice biographique du *Dictionnaire des anarchistes* par Gianpiero Bottinelli et Marianne Enckell, 2016, <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article154015>.

⁶ Selon Jean Wintsch, *L'École Ferrer. Un essai d'institution ouvrière. Notice*, Genève, Imprimerie des Unions ouvrières, 1919, p. 5. Voir aussi la réédition, *L'École Ferrer de Lausanne*, Entremonde, 2009, avec des textes de Marianne Enckell et Charles Heimberg.

Rambouillet, créée par l'anarchiste Sébastien Faure – mais il doit aussi être situé dans le contexte de débats qui ne se limitaient pas au mouvement anarchiste. L'École Ferrer de Lausanne fut soutenue par une alliance de syndicalistes, de libres-penseurs et de libertaires qui voulaient créer une école conforme à leurs idéaux de liberté et d'émancipation⁷. Wintsch rappelle qu'il s'agissait de pratiquer une pédagogie tenant compte des besoins de la classe ouvrière : « La constitution de l'École Ferrer en a fait un organisme ouvrier, ralliant principalement des enfants prolétariens, restant en relation constante avec le monde de la production. »⁸ Dans le *Bulletin*, il énumère ses principes pédagogiques : « un enseignement concret, pratique, vivant ; la coéducation des sexes ; pas de devoirs à la maison ; ni punitions ni récompenses ; consultation des parents, collaboration des gens de métier », auxquels on peut ajouter l'appel à l'autonomie et à l'acquisition autonome de connaissances par les enfants, et l'absence d'instruction doctrinaire⁹.

Au-delà de la protection de la nature

Contrairement à une opinion répandue, Serge Audier a démontré que la protection de la nature était une question prise en compte par le mouvement ouvrier déjà au XIX^e siècle et au début du XX^e. Les théoriciens et les militants ne s'occupaient pas exclusivement de la « question sociale »¹⁰. Jean Wintsch lui aussi observait avec une certaine bienveillance le mouvement de protection de la nature, comme le montre cette citation :

De même, le capitalisme envahissant toutes les beautés naturelles, transformant les paysages champêtres et alpestres en grotesques boulevards, par les hôtels, les tennis, les golfs, les funiculaires, il a fallu que des groupes spéciaux se constituent pour garder enfin à l'humanité quelques coins où les caravansérails n'aient pas seuls accès. Ce qu'il peut y avoir d'amour de la nature dans la population sera ainsi sauvé – bien insuffisamment, hélas – par des associations de nouveaux libres, de personnes désintéressées, ayant à s'attaquer souvent à l'État autant qu'à la Bourse.

Des groupes encore existent pour protéger les oiseaux, toujours si utiles à l'agriculture, et que, par ignorance, comme par lucre, les gouvernants, les industriels laissaient et faisaient massacrer bêtement.

⁷ Grunder, *op. cit.*, p. 100.

⁸ Wintsch, *L'École Ferrer, op. cit.*, p. 4.

⁹ Voir Charles Heimberg, « L'expérience de l'École Ferrer : déboires pratiques et modernité pédagogique », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* 16, 2000, pp. 27-42.

¹⁰ Serge Audier, *La société écologique et ses ennemis*, Paris, La Découverte, 2017.

Des groupes, toujours, se sont fondés pour protéger jusqu'à des plantes, stupidement menacées de disparaître par toutes sortes de commerçants qui, à la longue, ont provoqué des déboisements, des éboulements, des inondations, des catastrophes. Ce que l'État était incapable de prévoir, ce que l'argent précipitait, a été aperçu et corrigé par des gens associés en dehors de l'officiel et des préoccupations pécuniaires¹¹.

Le capitalisme a détruit les « beautés naturelles » et provoqué « des déboisements, des éboulements, des inondations, des catastrophes », écrit Wintsch. Il se fait aussi l'écho de discussions publiques sur des inondations : peu après les fameuses inondations à Paris, au début de 1910, il se lança dans une analyse de leurs causes¹². Combinées à l'incapacité des institutions d'État d'empêcher ces destructions, ce sont avant tout les « préoccupations pécuniaires », comme le dit la citation ci-dessus, qui sont à l'origine de la défiguration et de la destruction de l'environnement naturel. Wintsch voit dans les associations de protection des oiseaux et de la nature un correctif possible aux actions destructrices de l'État et de la « Bourse ».

Ces associations ont une longue histoire. Depuis le début de la révolution industrielle, les critiques et les résistances ont été nombreuses contre le déboisement, la pollution de l'air, l'extermination d'espèces animales, etc.¹³ On ne s'étonnera pas de voir Wintsch connaître ces mouvements et les estimer : cette posture était déjà adoptée par des penseurs anarchistes des générations précédentes¹⁴. Ce ne sont d'ailleurs pas les seuls passages où apparaît son intérêt pour ces mouvements¹⁵.

¹¹ Wintsch, « Mirs, artels, groupes et syndicats », *Le Réveil socialiste-anarchiste*, 15.05.1913, p. 4.

¹² Wintsch, « Méfaits capitalistes », *Le Réveil socialiste-anarchiste*, Genève, 26.02.1910.

¹³ Voir Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, *L'événement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Seuil, 2013, en particulier le chap. 9 ; François Jarrige et Thomas Le Roux, *La Contamination du monde. Une histoire des pollutions à l'âge industriel*, Paris, Le Seuil, 2017.

¹⁴ Un des principaux fut Élisée Reclus. Voir par ex. José Luis Oyón, *La ciudad en el joven Reclus, 1830-1871. Hacia la fusión naturaleza-cultura*, Barcelona, Ed. del Viaducto, 2017 ; Milo Probst, « Freiheit im Einklang mit der Natur. Fortschritt und Naturbeziehungen bei Élisée Reclus (1830-1905) », *Historische Anthropologie* 27 (1), 2019 (à paraître) ; John Clark, *Comment un anarchiste a découvert la Terre*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2019.

¹⁵ Il signale par exemple le *Bulletin de la Société romande pour l'étude et la protection des oiseaux* dans son article « L'École et l'Agriculture », *Bulletin de l'École Ferrer* 20, juin 1918, pp. 7-8.

Ce qui est plus étonnant, c'est le fait qu'il en parle tout comme d'autres collectifs qui, selon lui, préfigurent les associations libres de l'avenir. Il évoque les associations de protection des oiseaux et de la nature dans le même souffle que les associations éducatives ou sportives, ou encore les « sociétés de sauvetage » qui préfigurent la future société libertaire. Ce passage doit ainsi être vu dans le contexte d'une analyse fréquente de l'anarchisme de cette époque, qui voyait dans le développement de collectifs et d'associations l'annonce et la condition de la transformation sociale à venir¹⁶.

Mais les intérêts de Wintsch dépassaient ces mouvements classiques. Ceux-ci sont généralement centrés sur un seul thème, et leurs relations avec le mouvement ouvrier sont loin d'être évidentes compte tenu du caractère majoritairement élitaire, conservateur et à visée nationaliste des mouvements de protection de la nature. Alors qu'au sein de ces mouvements le lien entre enjeux naturels et questions sociales n'a que rarement été réalisé, je voudrais ici me pencher sur d'autres aspects des activités politiques de Wintsch et montrer comment la question des relations entre les humains et la nature se traduit dans deux préoccupations centrales de Jean Wintsch, l'éducation et l'hygiène.

Pour une interaction pratique avec l'environnement

Pour Wintsch et pour ses collaborateurs, en particulier sa femme Nathalie Wintsch Maléef, médecin elle aussi, un point est central : l'École Ferrer doit être à la hauteur des connaissances scientifiques contemporaines et les transmettre de manière compréhensible aux enfants. Avant la création de l'école, déjà, ses promoteurs défendent les principes suivants que doivent observer les enseignants en sciences naturelles :

Les infiniment grands et les infiniment petits (avec démonstration au microscope). Les moyens de défense de l'homme contre la nature. Cohésion, affinité, solidarité (exemples pris dans les règnes minéral, végétal, animal), en appuyant bien sur l'importance de l'association pour la lutte chez les animaux, chez les sauvages, dans les cités médiévales et dans les sociétés civilisées – en opposition à la lutte pour l'existence tant prônée par les darwinistes incomplets¹⁷.

¹⁶ En particulier Pierre Kropotkine, notamment dans *La Conquête du pain*, Paris, 1902 (rééd. 2013), chap. 11 : La libre entente.

¹⁷ Wintsch, « L'école libre de Lausanne », *Le Réveil socialiste-anarchiste*, Genève, 30.12.1905.

Cette citation montre clairement que, pour Wintsch, la théorie de l'évolution compte parmi les domaines les plus importants et les plus innovateurs des sciences de la vie. Mais ce n'est pas n'importe quelle théorie, du moins pas celle des « darwinistes incomplets », comme il les appelle. Le médecin libertaire se fonde bien plus sur les débats et les textes théoriques auxquels son compagnon Kropotkine a donné un tour décisif. La deuxième partie du passage cité est en effet un résumé des idées de Kropotkine énoncées dans *L'entraide*, un ouvrage publié en anglais en 1902 et en traduction française en 1906¹⁸.

Cette théorie innovatrice met au centre des mécanismes biologiques de l'évolution la coopération entre les individus d'une même espèce et lui donne la préséance sur la « lutte pour la vie », sans toutefois rejeter ce principe. Brian Morris voit là un tournant fondamental dans la conception des êtres humains et de leur relation à la nature. Un « holisme évolutionnaire », qui considère que les humains font partie de la nature ; une nature qui n'est plus considérée comme mécanique et statique mais comme un système ouvert ayant sa propre histoire¹⁹. Kropotkine a formulé une critique radicale de l'anthropocentrisme, du mécanicisme et du dualisme de la philosophie cartésienne de la nature²⁰. Chez Wintsch aussi on trouve pareille rupture avec l'anthropocentrisme, lorsqu'il écrit à la suite du passage cité ci-dessus : « Les animaux utiles et nuisibles nous donnèrent l'occasion de montrer la relativité des points de vue moraux et notre égoïsme humain auquel nous rapportons tout [...] »²¹

Mais comment transmettre ces nouvelles connaissances sur la place de l'homme dans le monde ? La réponse de Wintsch à cette question témoigne de la manière dont il comprenait la relation entre l'être humain et l'environnement. Pour lui comme pour d'autres anarchistes²²,

¹⁸ Pierre Kropotkine, *L'entr'aide, un facteur de l'évolution*, Paris, Librairie Hachette, 1906 (rééd. Bruxelles, Aden, 2009) ; pour une histoire de cette théorie, voir Ruth Kinna, « Kropotkin's Theory of Mutual Aid in Historical Context », *International Review of Social History* 40 (2), 1995, pp. 259-283 ; Renaud Garcia, *La nature de l'entraide : Pierre Kropotkine et les fondements biologiques de l'anarchisme*, Lyon, ENS, 2015.

¹⁹ Brian Morris, *Kropotkin. The Politics of Community*, Oakland, CA, PM Press, 2018, 2^e éd., p. 133.

²⁰ *Ibid.*, p. 117.

²¹ Wintsch, « L'école libre de Lausanne », *art. cit.*, 1905.

²² Ici aussi on évoquera Kropotkine et Reclus. Voir par ex. Peter Kropotkin, « What Geography Ought to Be », *The Nineteenth Century* 18 (106), décembre 1885, pp. 940-956 ; Élisée Reclus, *L'Homme et la Terre*, vol. 6, Paris, Librairie Universelle, 1908, chapitre 11 : Éducation.

le savoir ne repose pas sur un processus mental abstrait, mais aussi sur l'interaction pratique des humains avec leur environnement. Ce n'est qu'avec tous les sens en action, et en ayant l'occasion de « [m]anipuler, tâtonner, expérimenter, observer, vérifier, collectionner »²³, que l'enfant peut s'enthousiasmer pour son milieu et le comprendre. Réclamer que les enfants se familiarisent dès l'école avec le travail manuel n'a pas seulement pour objectif politique de valoriser ce travail, cela repose aussi sur un postulat épistémologique : la connaissance provient entre autres d'une interaction pratique avec le milieu, les activités manuelles et intellectuelles vont de pair²⁴.

L'éducation doit donc se libérer de ses barrières institutionnelles et se rapprocher des autres domaines de la vie. Quand on demandait aux élèves de l'orphelinat de Cempuis de décrire des phénomènes comme l'« époque du premier bourgeonnement, [la] floraison d'une plante, [la] chute des feuilles, [l'] apparition d'un oiseau, [la] fuite des étoiles », il s'agissait de changer leur relation à la nature non humaine, pour laquelle tant de gens n'avaient que dédain :

Les élèves inscrivaient ce qu'ils voyaient, ils s'occupaient ainsi de notre terre, du monde réel que tant de gens préoccupés de quelque monde frivole ou éthéré dédaignent. Ne pas vivre en étranger au sein de la nature semblera peut-être bien bas aux rhéteurs, aux cancaniers, aux métaphysiciens, aux snobs²⁵.

Ainsi s'explique la condition posée aux enseignants futurs de l'École Ferrer, citée dans l'introduction : le « retour en tout à la nature ». À la lumière des postulats épistémologiques que nous venons de discuter, cette expression ne signifie en rien un retour à un « état de nature » primitif. Il s'agit bien plus d'une ouverture au monde, d'une interaction avec l'environnement pour mieux le comprendre, et pour pouvoir ainsi transmettre une conscience du rôle des humains dans le cosmos, proche de la réalité et fondée sur la science²⁶. Le *Bulletin de*

²³ Wintsch, *L'École Ferrer*, *op. cit.*, p. 34.

²⁴ Un exemple : « C'est en somme dans ce domaine essentiellement scolaire que les enfants ont exercé leurs yeux, leurs mains, leurs sens musculaire, leur dextérité. [...] Par là, l'enfant est mis en relation directe avec la matière, il la voit sous ses divers aspects, l'éprouve, la pénètre, la transforme, l'arrange, l'asservit, la comprend, tout en restant écolier. » *Ibid.*, p. 35.

²⁵ Wintsch, « L'Éducation intégrale à Cempuis », *Le Réveil socialiste-anarchiste*, Genève, 31.01.1903.

²⁶ Audier a bien signalé l'importance de l'éducation pour la compréhension de la nature chez nombre d'anarchistes. Audier, *Société*, *op. cit.*, pp. 540-545.

l'École Ferrer concrétise ce principe philosophique par des éléments didactiques. Wintsch explique par exemple comment l'enseignant peut motiver les élèves à décrire concrètement les phénomènes naturels²⁷ ou comment la construction d'un aquarium peut faire prendre conscience d'une nature qui « dans un de ses recoins, d'habitude cachés, se révèle à l'enfant »²⁸.

Inégalité devant l'hygiène

Dans son ouvrage sur l'histoire de l'environnement, Joachim Radkau constate que le principal facteur des discussions sur les dégâts environnementaux au XIX^e siècle et au début du XX^e, en Allemagne comme dans le reste de l'Europe occidentale, fut le mouvement hygiéniste²⁹. Au fur et à mesure de l'industrialisation et de l'urbanisation, et de l'apparition des problèmes qui leur étaient liés comme le bruit, la pollution de l'air et de l'eau, les discussions et débats furent nombreux sur l'aménagement de l'espace urbain, l'utilisation des ressources naturelles et l'élimination des déchets³⁰. Ils lièrent nettement les questions de l'environnement et de la santé, ce qui entraîna une politisation de la relation entre les hommes et leur environnement. L'apparition de maladies ne fut plus seulement attribuée à des facteurs sociaux, comme la pauvreté ou l'alcoolisme, mais aussi à des éléments naturels, comme la qualité de l'air et de l'eau. Une théorie néo-hippocratique des « miasmes » influença ainsi le discours hygiéniste jusqu'au tournant du siècle³¹. Ce n'est qu'au début du XX^e siècle, avec le développement de la bactériologie moderne, que les questions de la santé et de l'environnement se séparèrent lentement ; elles ne furent liées à nouveau qu'avec les mouvements de protection de l'environnement après la Deuxième Guerre mondiale³².

²⁷ Wintsch, « Étude de la végétation », *Bulletin de l'École Ferrer* 9, juin 1917, pp. 4-5.

²⁸ Wintsch, « Aquarium de classe », *Bulletin de l'École Ferrer* 8, mai 1917, pp. 3-5.

²⁹ Joachim Radkau, *Natur und Macht. Eine Weltgeschichte der Umwelt*, 2^e éd., Munich, C.H. Beck, 2012, p. 280.

³⁰ Voir Carolyn Merchant, *The Columbia Guide to American Environmental History*, New York, Columbia University Press, 2012 (Columbia Guides to American History and Cultures), chap. 6 ; Jean-Baptiste Fressoz, « Circonvenir les circumfusa. La chimie, l'hygiénisme et la libéralisation des "choses environnantes" ». France, 1750-1850 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 56 (4), 2009, pp. 39-76.

³¹ Jarrige et Le Roux, *Contamination, op. cit.*, p. 144.

³² Voir Virginia Berridge et Martin Gorsky, « Introduction: Environment, Health and History », in *Environment, Health and History*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2012, pp. 1-22.

Le mouvement ouvrier montra lui aussi un intérêt croissant pour les questions de santé et d'hygiène depuis le début du XX^e siècle. Les politiques de l'époque ne sont donc pas seulement des mesures biopolitiques dictées d'en haut. En France par exemple, cinq congrès d'hygiène eurent lieu entre 1904 et 1911, lors desquels syndicalistes, médecins et représentants des autorités discutèrent des questions d'hygiène au travail et des mesures légales à prendre³³. Lors de plusieurs grèves, des questions d'hygiène furent soulevées, même si elles restaient moins importantes que les revendications salariales classiques³⁴.

Jean Wintch a publié dans la presse anarchiste et syndicaliste nombre d'articles sur l'hygiène qui s'inscrivent dans ce contexte³⁵. Ils témoignent d'une vision politique des relations entre les humains et leur environnement, en ville ou au travail³⁶. Il est frappant de voir combien il tient compte de l'influence des facteurs sociaux sur le rapport à l'environnement. Dans ses articles sur le logement ouvrier, il ne remonte pas seulement aux causes des nombreuses maladies provoquées fréquemment par la mauvaise aération ou le manque de lumière. Il montre aussi comment les situations diffèrent selon les classes sociales. Ainsi un article du *Réveil socialiste-anarchiste* de juin 1909 propose un tour imaginaire des villes européennes, où l'auteur dénonce les terribles conditions de logement des quartiers ouvriers. L'air et la lumière sont indispensables, or les statistiques démontrent que ces ressources sont inégalement réparties. Il en arrive à conclure : « Le bourgeois qui ne produit rien a le droit de respirer trois et quatre fois plus que le travailleur qui produit tout. » Puis ajoute, sur un ton ironique : « C'est l'égalité démocratique devant l'hygiène. »³⁷ Wintch

³³ Voir Michel Bouillé, « Les congrès d'hygiène des travailleurs au début du siècle, 1904-1911 », *Le Mouvement social* 161, 1992, pp. 43-65.

³⁴ Voir François Jarrige, « Une invention de Jaurès ? La grève de Graulhet entre hygiénisme et machinisme au début du XX^e siècle », *Cahiers Jaurès* 199 (1), 2011, pp. 9-26.

³⁵ Wintch, « À travers les livres. Recherches sur l'hygiène du travail industriel », *La Vie Ouvrière* 68, 20.07.1912, pp. 548-550 ; « À travers les livres. L'hygiène du logement », *La Vie Ouvrière* 2, 20.10.1909, pp. 119-121.

³⁶ Ici aussi se dessine une continuité avec des anarchistes de générations antérieures. Voir Federico Ferretti, « Globes, savoir situé et éducation à la beauté : Patrick Geddes géographe et sa relation avec les Reclus », *Annales de Géographie* 706 (6), 2015, pp. 681-715 ; Oyón, *La ciudad*, *op. cit.*

³⁷ Wintch, « Comment est logé le peuple », *Le Réveil socialiste-anarchiste*, Genève, 16.06.1909. Ce passage est aussi réimprimé dans un article de 1915 : « Comment le peuple est logé dans la démocratique ville de Lausanne », *La Libre Fédération*, Lausanne, 09.12.1915.

considère que l'environnement agit sur le corps des hommes et des femmes, et que les rapports avec la nature sont différents selon les classes sociales ; il peut ainsi formuler une critique du capitalisme qui est autant « sociale » qu'« écologique ».

Il donne régulièrement à ses lecteurs des conseils de santé et d'hygiène – il tient même une chronique dans *La Voix du Peuple*, « Propos d'un médecin » – mais il est bien conscient des limites de ses recommandations médicales. Certes les ouvrières et ouvriers peuvent déjà veiller au logement qu'ils louent³⁸, à ce qu'ils mangent³⁹, à la manière dont ils soignent leurs plaies ou comment éviter des maladies⁴⁰ ; mais les meilleurs conseils du médecin se heurtent aux limites posées par les structures sociales. La médecine admet par exemple que la tuberculose peut être évitée par le bon air, mais l'accès aux lieux de cure en Suisse est réservé aux riches et aux privilégiés, comme le formule Wintsch : « les endroits où l'on est censé se soigner [...] sont envahis par une bande de gens dodus et gras, roses, resplendissants de bonne santé, sentant les bons parfums et la paresse [...] »⁴¹. » Pour lui, seul le syndicalisme révolutionnaire est en mesure de résoudre de manière globale et durable les problèmes sociaux et hygiéniques. Et lorsqu'il décrit le syndicalisme révolutionnaire comme un « grand mouvement d'assainissement social »⁴², la polysémie du terme « assainissement » traduit une fois encore l'interaction des notions sociales, morales, médicales et environnementales.

Pour conclure

Que nous dit la critique écologique de Jean Wintsch ? En premier lieu, nous apprenons que les relations des sociétés avec leur environnement étaient déjà envisagées au niveau politique au début du

³⁸ Wintsch, « Propos du Médecin. Choix d'un logement », *La Voix du Peuple*, Lausanne, 02.12.1911.

³⁹ Wintsch, « Propos du Médecin. Sur l'alimentation », *La Voix du Peuple*, Lausanne, 07.10.1911 ; « Propos du Médecin. À propos des légumes », *La Voix du Peuple*, Lausanne, 11.11.1911 ; « Propos du Médecin. Riz, avoine, blé », *La Voix du Peuple*, Lausanne, 18.11.1911.

⁴⁰ Wintsch, « Propos du Médecin. Pour éviter les rhumes », *La Voix du Peuple*, Lausanne, 30.09.1911 ; « Propos du Médecin. Ne négligeons aucune blessure », *La Voix du Peuple*, Lausanne, 21.10.1911.

⁴¹ Wintsch, « Propos du Médecin. Sur le rhume et la toux », *La Voix du Peuple*, Lausanne, 23.09.1911.

⁴² Wintsch, « Propos du Médecin. La médecine et le prolétariat », *La Voix du Peuple*, Lausanne, 29.06.1907.

XX^e siècle. La destruction de l'environnement, qui prit au XIX^e siècle des dimensions inconnues jusque là et qui se poursuit pendant la vie de Wintsch, n'est donc pas seulement le produit d'une négligence collective⁴³. En second lieu, cet examen rend possible une histoire qui met en lumière, dès le début du mouvement ouvrier moderne, des liaisons ponctuelles entre préoccupations sociales et écologiques. Stefania Barca constate que « [l]es interactions entre les revendications syndicales en matière de santé et de sécurité, et les luttes sociales en faveur d'un environnement sain n'ont pas été suffisamment soulignées [...] »⁴⁴ : l'exemple de Jean Wintsch nous permet de faire l'histoire de ces interactions, qui ne commence pas avec le mouvement écologiste de la fin du XX^e siècle.

Pour terminer, je voudrais mentionner une notion perspicace développée par Wintsch, fort actuelle dans le cadre de la catastrophe écologique actuelle : les limites des solutions technologiques dans une société qui repose sur l'exploitation des hommes et du milieu. Dans un de ses articles, le médecin libertaire rapporte la revendication des « papier-peintres » de Montreux demandant l'interdiction de l'utilisation du blanc de plomb, la céruse, dont la toxicité est reconnue⁴⁵ ; il affirme que cela pourrait se faire aisément puisque la céruse peut être remplacée par le « blanc de zinc », l'oxyde de zinc. Mais l'utilisation de ce dernier se heurte aux limites d'un mode de production orienté vers le profit, parce qu'il est plus coûteux, et qu'elle revaloriserait la profession : « [...] le jour où serait prohibée la céruse, la profession de peintre redeviendrait vraiment un métier, et les salaires devraient être relevés »⁴⁶. Wintsch propose une analyse du même genre sur la construction de systèmes hydrauliques qui auraient pu éviter les terribles inondations de Paris en 1910⁴⁷. On trouve ainsi chez lui des éléments d'une critique de la technique et de la technologie, dont

⁴³ Cet argument est fort développé par Bonneuil et Fressoz, *Événement, op. cit.*

⁴⁴ Stefania Barca, « Sur l'écologie de la classe ouvrière : un aperçu historique et transnational », *Écologie & politique* 50, 2015, p. 23.

⁴⁵ La dénonciation des dangers de la céruse est ancienne. En France, cette revendication fut aussi reprise par la CGT au début du XX^e siècle. Voir Judith Rainhorn, « Le mouvement ouvrier contre la peinture au plomb », *Politix* 91 (3), 2010, pp. 7-26.

⁴⁶ Wintsch, « Propos du Médecin. Le saturnisme et la céruse », *La Voix du Peuple*, Lausanne, 06.07.1907.

⁴⁷ Jean Wintsch mérite une place dans l'histoire de la critique de la technique. Voir à ce sujet François Jarrige, *Technocritiques : du refus des machines à la contestation des technosciences*, 2^e édition, Paris, La Découverte, 2016.

les instruments ne sont pas neutres⁴⁸. À une époque où l'échec des solutions marchandes face à la catastrophe écologique est de plus en plus patent⁴⁹, pareil argument revêt une grande actualité. Il montre qu'une autre relation à l'environnement ne sera possible que lorsque les êtres humains auront d'autres relations entre eux :

Seule une civilisation communiste pourra entreprendre des travaux dans l'intérêt de tous, seule elle arrivera à protéger au maximum l'existence des gens, comme la civilisation capitaliste seule peut amener les guerres désastreuses et les inondations meurtrières. Déclarer en effet que l'eau qui tombe sur un terrain est à tous, laisser construire sur ce terrain un canal de trois ou quatre mètres de largeur, sous prétexte que c'est une affaire de bien-être général, présuppose la disparition de la propriété privée et la floraison de mœurs de libre entente entre travailleurs⁵⁰.

Traduit de l'allemand par Marianne Enckell

Note des éditeurs : *Le Réveil*, *La Voix du Peuple* et *La Libre Fédération* peuvent être téléchargés sur le site **www.archivesautonomies.org**

⁴⁸ Voir Jarrige, *Technocritiques*, *op. cit.*

⁴⁹ Voir Simon Pirani, *Burning Up: A Global History of Fossil Fuel Consumption*, London, Pluto Press, 2018, chap. 12.

⁵⁰ Wintsch, « Méfaits capitalistes », *art. cit.*, 1910.

L'ENVIRONNEMENTALISME OUVRIER OU LE SYNDICALISME ÉMANCIPÉ DU FORDISME. UNE APPROCHE TRANSNATIONALE DANS LES ANNÉES 1968

RENAUD BÉCOT

Dès la fin du XVIII^e siècle, la cité de Lowell devient le cœur battant de l'industrialisation nord-américaine, accueillant de grandes manufactures de textile. Les ouvrières, recrutées dans les espaces ruraux, écrivent alors leur dégoût des fumées et nourrissent une nostalgie d'un travail qui offrait davantage de prises avec les éléments naturels¹. De l'autre côté de l'Atlantique, à l'apogée du mouvement chartiste, des ouvriers du textile dressent un vibrant réquisitoire contre la machine à vapeur et contre l'utilisation du charbon². Tout au long du XIX^e siècle, les penseurs du socialisme utopique esquissent des programmes qui placent au cœur de leur réflexion la relation entre le travail et les éléments naturels³. En avril 1914, le massacre des mineurs de Ludlow survient au terme de plusieurs décennies d'intensification de l'usage du charbon, pendant lesquelles ces travailleurs ont déployé des pratiques qui visaient à maîtriser leurs interactions avec l'environnement minier⁴.

Si les préoccupations environnementales des mondes ouvriers sont anciennes, la singularité des années 1968 réside dans le caractère synchrone de l'éclosion de pratiques et de réflexion qui questionnent la soutenabilité écologique des activités industrielles dans plusieurs pays industrialisés. Cette concomitance peut surprendre, à l'heure où les organisations syndicales semblent être à leur apogée, participant au partage des points de croissance économique des « Trente Glorieuses » françaises ou du « miracle économique » italien. De fait, au cours de

¹ Chad Montrie, *Making a Living. Work and Environment in the United States*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2008, p. 123.

² Andreas Malm, *Fossil Capital. The Rise of Steam Power and the Roots of Global Warming*, London, Verso, 2016.

³ Serge Audier, *La société écologique et ses ennemis*, Paris, La Découverte, 2017.

⁴ Thomas Andrews, *Killing For Coal. America's Deadliest War on Labor*, Boston, Harvard University Press, 2008.

ces années, les organisations syndicales américaines et européennes partagent l'ambition d'étendre le bénéfice des dispositifs de protection sociale caractéristiques de l'État providence. Les organisations ouvrières s'inscrivent ainsi dans ce que le syndicaliste Bruno Trentin qualifiait d'un « horizon redistributif », c'est-à-dire « la restriction du périmètre de la justice sociale à la distribution de valeurs monétaires supposées compenser la dégradation de la santé ouvrière ou la dégradation des écosystèmes »⁵. Les organisations syndicales des pays industrialisés adhèrent majoritairement aux formes d'une économie fossile, c'est-à-dire « une économie de croissance autonome fondée sur la consommation croissante de combustibles fossiles et générant par conséquent une croissance soutenue des émissions de gaz à effet de serre »⁶.

L'âge d'or du « compromis fordiste » devient une ère de banalisation des retombées sanitaires et écologiques des activités productives, à commencer par les plus symboliques de ces années de croissance : la pétrochimie et la sidérurgie. C'est alors sur ces territoires industriels que se forge une critique environnementale des activités productives au sein des organisations du mouvement ouvrier. Des historiennes italiennes proposent ainsi d'éclairer la genèse de ces préoccupations en l'inscrivant au sein d'une « écologie de la communauté ouvrière »⁷, laquelle désignerait l'ensemble des interactions entre les activités productives et reproductives : les relations de solidarité communautaire participeraient ainsi au maintien ou à la protection des conditions de santé des habitants, ou encore à la protection de certains éléments écosystémiques vitaux (air, eau). Ces préoccupations conduiraient ainsi à façonner des formes de mobilisations environnementales singulières, dans la mesure où elles s'ancrent dans l'expérience ouvrière quotidienne. L'historienne Stefania Barca propose de définir l'environnementalisme ouvrier⁸,

⁵ Bruno Trentin, *La Cité du travail. La gauche et la crise du fordisme*, Paris, Fayard, 2012 [1997], ici p. 117.

⁶ Andreas Malm, *L'anthropocène contre l'histoire*, Paris, La Fabrique, 2017, p. 28.

⁷ Stefania Barca and Emanuele Leopardi, « Working-Class communities and ecology: reframing environmental justice around the Ilva steel plant in Taranto », in Mae Shaw, Marjorie Mayo (dir.), *Class, Inequality and Community Development*, Bristol, Policy Press, 2016, p. 64.

⁸ Stefania Barca, « Bread and poison. The story of labor environmentalism in Italy, 1968-1998 », in Christopher Sellers, Joseph Melling (dir.), *Dangerous Trade. Histories of Industrial hazards across a globalized world*, Philadelphia, Temple University Press, 2012, p. 126-139 ; Stefania Barca, « Work, bodies, environment. The "class ecology" debate in 1970s Italy », in Nathalie Jas, Soraya Boudia (dir.), *Powerless Science? Science and politics in a toxic world*, New York, Bergahn, 2014, p. 115-133.

en plaidant pour une « définition socio-écologique [du groupe ouvrier, en désignant] sa composition (des personnes qui gagnent leur vie par le travail physique effectué dans l'agriculture, l'industrie, les services), son statut (les moins rémunérés occupant généralement le bas de l'échelle dans la hiérarchie du travail) et son exposition aux risques les plus élevés »⁹. Elle souligne surtout que :

les luttes environnementales de la classe ouvrière n'ont pas comme objectif principal la protection de la nature en tant que telle, ou des autres espèces vivantes en soi, parce qu'elles se concentrent généralement sur des questions de "classe" ou de "genre". Néanmoins, elles peuvent être définies comme des luttes environnementales, car elles sont l'expression d'un type d'écologie alternatif à celui de la classe moyenne et des réglementations nationales et internationales¹⁰.

Cet article prolonge la réflexion initiée par Stefania Barca. Plutôt que de présenter ces dynamiques comme une extension du champ de compétences des organisations ouvrières, l'environnementalisme ouvrier s'énonce aussi comme une critique interne à ces organisations, en particulier au sein de structures syndicales qui pouvaient partager (au moins partiellement) les fondements du compromis fordiste. En nous concentrant sur les études menées sur les pratiques syndicales en matière de lutte contre la pollution industrielle dans les pays du Nord (principalement en Italie et en France, mais aussi au Japon, aux États-Unis et au Canada), nous montrerons d'abord comment les syndicalistes transforment leur répertoire d'action, en esquissant une démarche syndicale à l'échelle des territoires productifs plutôt que dans les entreprises. Cette ouverture facilite ainsi des échanges avec des acteurs (scientifiques et associatifs) extérieurs au salariat, qui contribuent à la construction de savoirs militants dans le domaine de la santé et de l'environnement. Ces mobilisations accélèrent la transformation de la régulation des risques industriels dans plusieurs pays, témoignant du rôle des syndicalistes dans l'élaboration des politiques environnementales. Tout au long de ces années, plusieurs secteurs des mouvements syndicaux portent alors une critique radicale des modes de production et de consommation, questionnant frontalement la pertinence de la croissance économique. Ces critiques affirment éga-

⁹ Stefania Barca, « Sur l'écologie de la classe ouvrière : un aperçu historique et transnational », *Écologie & Politique*, 50, 2015, p. 24.

¹⁰ *Ibid.*, p. 29.

lement la nécessité, pour repenser la pratique syndicale, de sanctuariser certaines valeurs, en refusant particulièrement la logique de compensation monétaire de la santé des travailleurs ou des riverains des industries polluantes.

Un syndicalisme territorial dans des zones marquées par l'emprise de l'économie fossile

Dans de nombreux pays industrialisés, les industries polluantes qui participent à la croissance des décennies d'après-guerre sont aussi celles qui entretiennent le rapport le plus ambivalent avec les sociétés. Les industries d'extraction ou de raffinage des énergies fossiles participent ainsi à façonner les sociabilités locales, par la promesse d'emplois, mais aussi par une fiscalité locale qui permet notamment de faire vivre des équipements socioculturels auparavant inexistantes. Ces démarches permettent de comprendre les leviers de production du consentement des riverains à la présence industrielle. Elles contribuent ainsi à façonner un compromis fordiste territorialisé, c'est-à-dire l'ensemble des arrangements financiers organisés par l'industrie et les autorités publiques locales, afin d'assurer la redistribution d'une part des bénéfices générés par l'activité industrielle vers des équipements structurants pour le territoire et la société locale.

Dans les bayous de Louisiane, le travail traditionnel de pêche aux crevettes a ainsi pu longtemps cohabiter avec l'expansion du forage pétrolier : non seulement ces deux activités s'inscrivent dans une « écologie sociale » commune en raison des logiques extractives partagées, mais les familles de pêcheurs pouvaient aussi profiter des équipements collectifs financés par l'industrie pétrolière¹¹. Toutefois, dans plusieurs régions, l'installation de nouvelles infrastructures soulève des inquiétudes et mobilise des acteurs dont la subsistance repose sur des ressources halieutiques ou agricoles. Dans le cas français, ces situations se retrouvent ainsi dans des territoires que les choix d'aménagement consacrent à la pétrochimie, ainsi du sud de l'agglomération de Lyon, de l'étang de Berre, ou encore de la région de Lacq¹². Les protestations contre les pollutions s'expriment, semble-t-il,

¹¹ Tyler Priest, « Shrimp and Petroleum: The Social Ecology of Louisiana's Offshore Industries », *Environmental History*, vol. 21/3, 2016, p. 488-515.

¹² « Lacq, capitale du gaz : 33 puits et un désert de 3300 hommes », *Syndicalisme Hebdo* (Confédération française des travailleurs chrétiens – CFTC), mai 1961.

d'abord dans des espaces dont l'activité industrielle ancienne s'est renforcée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Au Québec, c'est dans la ville du géant de l'aluminium, Arvida, que s'exprime une première fronde dès 1957¹³. Portée par des militants affiliés au syndicalisme chrétien (alors puissant au Québec), la mobilisation prend une autre tournure lorsque la lutte contre les nuisances devient un thème central dans la communication des élus municipaux. Dans cette *company town*, «ville fermée» selon la dénomination des syndicalistes québécois, la lutte contre la pollution peut devenir un vecteur de contestation du rôle politique de l'entreprise sur la cité. Cette dimension politique des protestations se retrouve aussi dans des régimes autoritaires, à l'instar de l'Espagne franquiste : les critiques ouvrières de la pollution ou de la construction de grands équipements énergétiques (à commencer par les barrages) sont des véhicules de contestation du régime¹⁴.

De manière synchrone à l'émergence de ces protestations contre les nuisances, des syndicats relaient une contestation des formes de l'urbanisation d'après-guerre. Dès les années soixante, des activistes français s'investissent ainsi dans des mobilisations pour «l'amélioration du cadre de vie»¹⁵ : ce terme est alors présenté comme un synonyme populaire qui s'opposerait à l'invention technocratique de la notion d'environnement. Des démarches similaires marquent certains courants de la gauche italienne¹⁶. Pendant la décennie suivante, les syndicalistes australiens du secteur du bâtiment inventent une pratique contestataire originale : les *green bans*, c'est-à-dire la décision syndicale de refuser de construire et d'empêcher la construction de bâtiments qui menaceraient un écosystème ou un paysage¹⁷.

¹³ *Le Travail* (Confédération des travailleurs catholiques du Canada – CTCC), 26.04.1957.

¹⁴ Pablo Corral Broto, «Une société environnementale et ouvrière? Histoire de la lutte du mouvement ouvrier pour défendre l'environnement sous Franco (1964-1979)», *Écologie & Politique*, 50, 2015, p. 41-55.

¹⁵ Renaud Bécot, «L'invention syndicale de l'environnement dans la France des années 1960», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 113, 2012, p. 169-178.

¹⁶ Wilko Graf von Hardenberg, Paolo Pelizzari, «The Environmental Question, Employment, and Development in Italy's Left, 1945-1990», *Left History*, 13/1, 2008, p. 77-105.

¹⁷ Meredith Burgmann, Verity Burgmann, *Green bans, Red union. Environmental Activism and the New South Wales Builders Labourers Federation*, Sydney, New South Wales University Press, 1998.

L'histoire de l'industrialisation s'accompagne, constamment, d'une critique des nuisances qu'elles génèrent¹⁸ : les riverains des usines polluantes n'ont cessé de se plaindre des pollutions auxquelles ils furent exposés. Toutefois, nombre d'historiens soulignent la plus grande difficulté à identifier des protestations provenant de l'intérieur de l'industrie. Ceux et celles qui sont en situation de subordination salariale seraient ainsi liés par un « pacte moral implicite »¹⁹ à leurs employeurs. Ainsi, les historiens ont eu davantage de facilités à discerner les motifs de la contestation des « débordements industriels » en étudiant les sources provenant des acteurs extérieurs au salariat²⁰. Une singularité de l'environnementalisme ouvrier consiste ainsi à façonner des interprétations de l'origine des pollutions qui puissent être partagées par les salariés et les riverains de l'entreprise, voire à réconcilier les figures du salarié-producteur et du citoyen-consommateur.

La genèse des protestations profite ainsi, fréquemment, de la position institutionnelle occupée par les syndicalistes, leur offrant des leviers d'information ou d'intervention dans les entreprises. En Italie, des relations nouées entre des sociologues et des militants des industries pétrochimiques amènent, dès le début des années 1960, à penser la question de l'implication des salariés dans la définition de leurs conditions de travail. Les syndicalistes italiens investissent alors des instances préexistantes (ainsi des comités paritaires de prévention des accidents). Dans l'immédiat après-1968, dans les grandes industries pétrochimiques, certains syndicats participent aussi à la fondation de conseils d'usine qui affirment la capacité des ouvriers à intervenir pour la maîtrise des conditions du travail. Dans l'usine du groupe Montedison à Castellanza (Lombardie) se forme, en 1968-1969, un Groupe de prévention et d'hygiène du milieu qui défend la prise en charge des enjeux de santé par les ouvriers²¹. En 1972, le gouvernement régional de Lombardie reconnaît officiellement les Services médicaux pour

¹⁸ Geneviève Massard-Guilbaud, *Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010 ; Thomas Le Roux, « L'émergence du risque industriel (France, Grande-Bretagne, XVIII^e-XIX^e siècle) », *Le Mouvement social*, 249, 2014, p. 3-20.

¹⁹ Pascal Marichalar, *Qui a tué les verriers de Givors ? Une enquête de sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2017.

²⁰ Thomas Le Roux, Michel Letté (dir.), *Débordements industriels. Environnement, territoire et conflit (XVIII^e-XXI^e siècle)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

²¹ Elena Davigo, *Salute e ambiente in fabbrica. Il Consiglio di fabbrica della Montedison di Castellanza (1969-1982)*, Mémoire de master, Università di Bologna, 2013.

le milieu de travail (SMAL). Ce dispositif permet de produire des connaissances importantes sur la situation sanitaire des travailleurs, mais aussi des riverains.

Sans revêtir l'intensité des mobilisations italiennes, des dispositifs similaires existent en France, où le réengagement militant au sein des Comités d'hygiène et de sécurité (CHS) à l'issue des années 1960 permet un gain de savoirs sur les nuisances, ainsi qu'une action pour assurer le contrôle de certains procédés de travail pathogènes. Ces instances étendent leurs compétences au cours de la décennie suivante, jusqu'à devenir des lieux de références pour des acteurs extérieurs au salariat. Ainsi, lorsque les municipalités de villes industrielles entendent constituer des « commissions municipales de lutte contre les nuisances »²², elles font appel aux compétences des élus syndicaux issus des CHS. La participation à ces instances est cruciale parce qu'elle souligne la position singulière occupée par les syndicalistes dans la chaîne de production. Contrairement aux mouvements écologistes issus de la classe moyenne, les militants ouvriers sont en mesure d'alerter sur les conditions écologiques et techniques de la production. Pour cela, ils peuvent mobiliser les outils les plus classiques du répertoire d'action syndicale : ainsi, les syndicats de la ville industrielle de Minamata contaminée par le méthylmercure appelèrent à une « grève contre la pollution » le 27 mai 1970²³.

Toutefois, la singularité de ce militantisme consiste surtout à déplacer l'action vers un territoire, en suscitant fréquemment la création ou le renforcement de structures syndicales qui sont en mesure d'agir à l'échelle d'une aire géographique. Les chronologies diffèrent légèrement selon les pays, et les formes des structures territoriales sont également empreintes des singularités militantes propres aux différentes cultures nationales. Ainsi, aux États-Unis, au cœur des années soixante, le syndicat des ouvriers agricoles (UFW) mène une campagne pour la reconnaissance des maladies professionnelles liées à l'usage de pesticides, en se fondant sur les méthodes du *community organizing*²⁴. Quelques années plus tard, quoique de manière éphémère, le courant des *Miners For Democracy* prend la majorité au sein de la fédération américaine des mineurs. Leurs pratiques portent une attention à la

²² Gwenola Le Naour, « Feyzin (1959-1971) : composer avec les débordements de l'industrie dans le sud lyonnais », in Le Roux, Letté, *op. cit.*, p. 99-114.

²³ Paul Jobin, *Maladies industrielles et renouveau syndical au Japon*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2005, p. 191.

²⁴ Montrie, *op. cit.*, p. 123.

lutte contre les nuisances à l'échelle des villes car, selon leur porte-parole Jock Yablonski : « Quelle est l'utilité d'un syndicat qui obtient la réduction des poussières de charbon dans les mines, si c'est pour ensuite laisser les mineurs et leurs familles respirer un air vicié, boire une eau polluée, ou manger des aliments contaminés ? »²⁵

Dans le cas japonais, l'engagement syndical dans les procédures judiciaires facilite la construction d'une préoccupation commune dans les régions concernées par les nuisances. Au terme des années 1970, cette démarche mène des courants minoritaires à façonner des *komyunity union* « privilégiant le tissu associatif et syndical au niveau local, et rompant avec l'organisation du syndicat d'entreprise²⁶ », en acceptant l'adhésion de tout individu présent sur le territoire. Ces structures se donnent pour premier objectif d'assumer la lutte contre les maladies industrielles.

Quant à la France et au Québec, les structures interprofessionnelles façonnées par les anciens réseaux du syndicalisme chrétien sont fortement réinvesties dès la fin des années soixante. À Montréal, les Conseils centraux participent ainsi aux mobilisations contre la pollution industrielle, ou aux protestations contre des projets d'aménagement urbain²⁷. En France, la CFDT de certaines régions industrielles se dote d'Unions interprofessionnelles de base, qui rassemblent aussi bien des salariés du territoire industriel que des habitants. Elles furent ainsi au cœur de conflits contestant non seulement certaines pollutions chroniques ou spectaculaires, mais elles participèrent aussi à interroger l'utilité sociale de certaines productions²⁸.

Le répertoire d'action de l'environnementalisme ouvrier se caractérise ainsi par une capacité à articuler une intervention dans et hors l'entreprise. Les structures syndicales contribuent à l'affirmation d'une critique radicale du compromis fordiste territorialisé dans des zones marquées par l'économie fossile. De plus, ces structures permettent à des militants de secteurs professionnels différents de confronter leurs

²⁵ Trish Kahle, « Un environnementalisme par la base », *Contretemps*, 2014. En ligne : www.contretemps.eu/environnementalisme-par-base/ [Consulté le 19 octobre 2016].

²⁶ Jobin, *op. cit.*, p. 394.

²⁷ Renaud Bécot, « Aux racines de l'action environnementale du mouvement syndical québécois, 1945-1972 », *Bulletin d'histoire politique*, 23/2, 2015, p. 48-65.

²⁸ Renaud Bécot, Gwenola Le Naour, « Un récit ouvrier sur la violence environnementale. La communication syndicale dans l'affaire de l'acroléine à PCUK Pierre-Bénite (1975-1978) », *Sciences de la société*, 100, 2018, p. 12-29.

positions quant à la lutte contre la pollution industrielle. Plutôt que de produire une opposition entre « emploi et environnement », ces structures forgent des consensus pour articuler ces enjeux. L'ouverture sur le territoire permet ainsi d'intégrer des acteurs extérieurs aux entreprises polluantes et de construire une expertise qui participe à soutenir les mobilisations ouvrières.

La production d'une expertise polarisée par l'expérience ouvrière

L'historiographie des années 68 souligne l'importance des rencontres qui se nouent entre les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier et des acteurs extérieurs au salariat, depuis les étudiants jusqu'aux scientifiques. Dans le domaine de l'environnement, le dialogue s'instaure principalement avec des ingénieurs critiques dans les industries modernes (nucléaires, chimiques) et des membres des professions de santé. Ces derniers s'inscrivent fréquemment dans des réseaux transnationaux qui questionnent la « neutralité » de la science, tout en contribuant à « définir une nouvelle sensibilité à la fois sociale et environnementale, en insistant sur une approche de l'enquête sanitaire qui englobe non seulement l'économie morale du travail mais aussi celle des droits des consommateurs et de l'environnement »²⁹. En se mettant au service de mobilisations de travailleurs, ces scientifiques partagent toutefois une conviction commune en une forme de « centralité ouvrière », c'est-à-dire la conviction du rôle crucial du monde ouvrier pour infléchir le sort des sociétés concernées³⁰. Aux antipodes des discours des administrations ou des ONG affirmant que la question environnementale serait l'affaire de chacun, ces militants interrogent les forces sociales qui seraient en capacité de mettre en œuvre une politique écologiste.

Au début de la décennie 1960, en Italie, ce sont des sociologues qui se rendent dans l'usine Farmitalia à Turin. En se mettant à l'écoute des salariés, ils les incitent à produire leurs propres savoirs sur leurs conditions de travail³¹. Cette démarche contribue à rendre visibles des

²⁹ Joseph Melling, Christopher Sellers, « Objective Collectives? Transnationalism and “Invisible Colleges” in Occupational and Environmental Health from Collis to Selikoff », in Sellers, Melling (dir.), *op. cit.*, p. 115.

³⁰ Cette notion est proposée pour le cas français par Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XX^e siècle*, Paris, Perrin, 2012, p. 11.

³¹ Francesco Carnevale, Pietro Causarano, « La santé des travailleurs en Italie : acteurs et conflits. Une perspective historique », *Revue française des affaires sociales*, 2, 2008, p. 185-204.

maladies mais aussi leurs causes, ce qui permet d'interroger l'action syndicale face aux risques chimiques. Cette première expérience trouve des prolongements au sein de la Camera del Lavoro de Turin, où le médecin Ivar Oddone installe une commission médicale dont l'activité se déploie dans les années suivantes³². Ce groupe lie des syndicalistes, des médecins et des chercheurs en sciences humaines et sociales, dont les enquêtes suscitent une parole ouvrière sur les maux du travail. Les salariés sont considérés comme les porteurs d'une « expertise brute » qui donneraient accès à des savoirs que des observateurs externes ne sont pas en mesure de déceler³³.

En prenant un caractère systématique au sein du mouvement syndical italien, ce modèle acquiert une exemplarité pour les autres organisations syndicales européennes³⁴. L'expérience est rapidement connue en France, en particulier au sein du collectif enquêteur des Cahiers de Mai, qui participent à traduire ce modèle lors de la grève portée par les travailleurs immigrés de l'usine Penarroya à Lyon, exposés au saturnisme professionnel, en 1971-1972³⁵. Initialement portée par des militants extérieurs aux organisations syndicales, cette initiative trouve des relais, en particulier dans la Fédération unifiée de la chimie (CFDT). Dans la foulée du regain d'investissement de ces militants au sein des CHS et dans des mobilisations contre les nuisances industrielles, cette fédération installe en effet un Groupe Produits Toxiques, composé de dix militants et de quatre chercheurs³⁶. Ce GP-Tox a pour fonction première de soutenir les luttes d'usines, en assurant la diffusion des informations sanitaires disponibles sur différents produits. Il se donne aussi pour fonction de faire pression sur les pouvoirs publics et les organismes de recherche afin de contraindre à la production de savoirs sur les produits dont les effets sanitaires resteraient

³² Elena Davigo, *Il movimento italiano per la tutela della salute negli ambienti di lavoro (1961-1978)*, thèse d'histoire, Università di Firenze, Università di Siena, 2017, p. 30-34.

³³ Ivar Oddone, *Redécouvrir l'expérience ouvrière*, Paris, Éditions Sociales, 1981.

³⁴ Laurent Vogel, « L'actualité du modèle ouvrier italien dans les luttes pour la santé au travail », in Lucie Goussard, Guillaume Tiffon (dir.), *Syndicalisme et santé au travail*, Vulaines-sur-Seine, Le Croquant, 2017.

³⁵ Laure Pitti, « Experts "bruts" et médecins critiques. Ou comment la mise en débat des savoirs médicaux a modifié la définition du saturnisme en France durant les années 1970 », *Politix*, 91, 2010, p. 103-132.

³⁶ Denis Duclos, « Syndicalisme et risque industriel : entre le militantisme et l'expertise. Le cas du "Groupe Produits Toxiques" de la CFDT », *Culture Technique*, 11, 1983, p. 218-229.

méconnus. Ces démarches conduisent ainsi les militants de la fédération de la chimie à se lier à différentes institutions : ainsi, les cédétistes échangent à plusieurs reprises avec le directeur du Centre international de recherche sur le cancer, Lorenzo Tomatis³⁷.

Ces rencontres débutent ainsi, fréquemment, sur des enjeux permettant d'articuler des problèmes de santé au travail avec les préoccupations des riverains des industries polluantes. Dans ce domaine, en France, les syndicalistes formés à l'ergonomie par l'équipe du chercheur Alain Wisner forment durablement un milieu militant investi dans ces questions³⁸. De même, la contestation de l'expansion de l'usage de l'énergie nucléaire débute par un échange sur les effets sanitaires de la radioactivité entre chercheurs et ouvriers du Commissariat à l'énergie atomique en 1969³⁹. Ces démarches se poursuivent ensuite en associant des économistes ou des agronomes, qui, en dépassant la critique sanitaire, contribuent à construire des propositions énergétiques alternatives⁴⁰.

En accélérant les échanges entre des militants syndicaux et des acteurs extérieurs au salariat, ces rencontres n'en restent pas moins polarisées par la conviction du rôle cardinal du monde ouvrier pour mettre en œuvre une transformation des activités productives. Elles peuvent se réaliser au prix d'un brouillage de la catégorie ouvrière, comme le constatait Paul Jobin dans le cas japonais, où la réactivation du référent « ouvrier » désignait un groupe élargi dont le périmètre pouvait englober l'ensemble du salariat⁴¹. Toutefois, les savoirs militants construits dans ces échanges contribuent à l'élaboration des politiques publiques de l'environnement dans plusieurs pays.

L'empreinte syndicale sur l'adoption des régulations industrielles et des politiques environnementales

Les organisations syndicales remplissent un rôle crucial dans le façonnement de ce que Christopher Sellers et Joseph Melling défi-

³⁷ Archives CFDT, 17FCE97. Réunions du 2 février et du 3 mars 1977.

³⁸ Anne Marchand, *Reconnaissance et occultation des cancers professionnels : le droit à la réparation à l'épreuve de la pratique (Seine-Saint-Denis)*, Thèse d'histoire et de sociologie, Paris Saclay, 2018, p. 356-363.

³⁹ Marie Ghis Malfilatre, *Santé sous-traitée. Ethnographier les mobilisations contre les risques du travail dans l'industrie nucléaire en France (1968-2018)*, Thèse de sociologie, EHESS, 2018.

⁴⁰ Renaud Bécot, « La CFDT face à la mutation du système énergétique français (1973-1977) », *Le Mouvement social*, 262, 2018, p. 17-35.

⁴¹ Jobin, *op. cit.*, p. 394.

nissent comme le « régime des risques industriels », c'est-à-dire « les arrangements, formels comme informels, par lesquels les pouvoirs publics, les intérêts privés et les mobilisations citoyennes affrontent le danger et les dommages associés à l'industrie dans une époque et un lieu donné »⁴². Au début du vingtième siècle, les formes de régulation des risques industriels se concentrent « dans les confins étroits de la production »⁴³, en conduisant ainsi à l'élaboration de lois consacrant le principe de la monétarisation des maladies d'origine professionnelles. Les pathologies induites par le plomb furent à l'origine de mobilisations portées par certains secteurs du mouvement syndical français⁴⁴. Les conflits liés aux maladies de l'amiante furent également au cœur de grèves au Québec, dès la sortie de la Seconde Guerre mondiale⁴⁵. La silicose fut toutefois la maladie matricielle dans la réflexion sur le risque professionnel dans les pays extracteurs de charbon, mais la réflexion sur cette pathologie contribua aussi à décroiser les préoccupations sanitaires hors de l'espace du travail car, comme le notent Gerald Markowitz et David Rosner :

ce fut la première maladie industrielle dont l'impact se fit sentir hors des murs des entreprises, dans les communautés riveraines, mais aussi dans les salons des capitales nationales ou des organisations internationales. Nous observons ainsi les germes des débats actuels sur les dangers de la pollution environnementale, sur les effets à long terme de l'exposition aux matériaux de synthèse, l'impact de l'industrialisation immodérée sur le bien-être de la population, et l'influence de l'économie mondialisée sur l'état de santé d'un nombre incommensurable de personnes⁴⁶.

De nombreuses mobilisations visant à la reconnaissance de l'origine professionnelle de certaines pathologies devinrent ainsi des sources de réflexion sur les contaminations environnementales. Ainsi, des luttes syndicales en faveur de la reconnaissance de l'origine professionnelle

⁴² Sellers, Melling, *op. cit.*, p. 4.

⁴³ *Ibid.*, p. 200.

⁴⁴ Judith Rainhorn, « Le mouvement ouvrier contre la peinture au plomb. Stratégie syndicale, expérience locale et transgression du discours dominant au début du XX^e siècle », *Politix*, 91/3, 2010, p. 7-26.

⁴⁵ Jessica Van Horssen, « “À faire un peu de poussière” : Environmental Health and the Asbestos Strike of 1949 », *Labour/Le Travail*, 70, 2012, p. 101-132.

⁴⁶ Gerald Markowitz, David Rosner, « Why is Silicosis so important? », in Paul-André Rosental (dir.), *Silicosis. A World History*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2017, p. 16.

de la fluorose en Colombie britannique (Canada) en 1985⁴⁷, ou des mobilisations transnationales sur la régulation du chlorure de vinyle⁴⁸.

Plusieurs campagnes syndicales participent à la définition des politiques environnementales, en suivant des voies distinctes selon les cultures syndicales de chaque pays. Un premier courant se trouve représenté par le puissant syndicat de l'automobile américain, Union Auto Workers, et son leader Walter Reuther. Dans un contexte de croissance continue de l'industrie automobile, et des réseaux de transports facilitant la mobilité individuelle, au cours des années soixante, l'UAW prend des positions qui peuvent surprendre. Après avoir émis des alertes sur la pollution de l'eau et de l'air devant le parlement, le syndicat constitue un Département de la conservation et du développement des ressources en 1967. Cette démarche contribue à promouvoir des revendications environnementales dans la négociation d'entreprises : en 1970, les syndicats locaux de l'automobile formulent ainsi plus de 750 revendications en ce sens⁴⁹. Ces revendications peuvent s'accompagner de campagnes liant salariés et riverains : une campagne contre la pollution est ainsi organisée à Chicago en relation avec le père du *community organizing*, Saul Alinsky. Certains discours détonnent, ainsi un syndicaliste de l'automobile de Saint-Louis s'exclame :

Nous ferions mieux de réduire nos usines en poussière, d'abandonner les mines, de reboucher les gisements de pétrole et de remplir nos réservoirs de voiture avec du sucre, plutôt que de continuer cette folie apocalyptique... Nous demandons que des contrôles et des normes irréversibles et intransigeantes soient établis pour préserver notre environnement, quoiqu'il en coûte, quelle que soit l'ampleur de la violation du droit de propriété, quels que soient les effets sur les dividendes et quels que soient les effets sur nos projets audacieux dans le domaine de la négociation collective⁵⁰.

Aussi bien parmi les militants de base qu'au sein de la direction de l'UAW, l'hypothèse de limiter certaines productions est acceptée. Ces engagements conduisent cette fédération à s'engager dans un travail de

⁴⁷ Katrin MacPhee, « Canadian Working-class Environmentalism, 1965-1985 », in *Labour/Le Travail*, 74, 2014, p. 123-149.

⁴⁸ Gerald Markowitz, David Rosner, *Deceit and Denial. The Deadly Politics of Industrial Pollution*, Berkeley, University of California Press, 2002, p. 195-233.

⁴⁹ Scott Dewey, « Working for the Environment : Organized Labor and the Origins of Environmentalism in the United States, 1948-1970 », *Environmental History*, 3/1, 1998, p. 45-63.

⁵⁰ *Idem*.

conviction d'autres organisations de salariés, à commencer par l'OCAW (Oil, Chemical and Atomic Workers), dont le leader Tony Mazzochi sera une figure de l'environnementalisme ouvrier américain⁵¹. Ces puissantes fédérations syndicales participent ainsi à l'élaboration des lois environnementales, à commencer par le *National Environmental Policy Act* en 1969, le *Clean Air Act*, ou encore l'*Occupational Safety and Health Act* en 1970. Elles soutiennent également les campagnes en faveur de l'interdiction de certains toxiques, dont le DDT⁵². Malgré leurs paroles parfois radicales, la démarche de ces syndicalistes états-uniens reste respectueuse d'une économie de marché qu'ils entendent réguler par une intervention étatique. Comme le souligne l'historien Scott Dewey :

cet environnementalisme fut ancré dans la croyance d'une expansion économique continue, d'une sécurité de l'emploi, et d'une prospérité relative; considérant que la protection de l'environnement pouvait se réaliser sans bouleversements économiques majeurs ni changements fondamentaux dans la culture consumériste⁵³.

En Europe, les organisations syndicales participent aussi à promouvoir des régulations. En France, dans les institutions paritaires nationales, les syndicalistes expriment ainsi de vives critiques face aux politiques environnementales qui postulent la nécessité de « rendre compatibles l'industrialisation et la protection de l'environnement »⁵⁴. Bien que ces militants, en France comme en Italie, défendent des régulations étatiques, ils se singularisent par leur volonté de les prolonger en s'assurant de renforcer le contrôle de salariés sur la production à l'échelle des entreprises. En effet, les principales réformes dans la législation de ces pays consacrent régulièrement l'extension des prérogatives des instances représentatives du personnel dans les entreprises. En Italie, dès 1970, l'adoption du *Statuto* des travailleurs renforce le principe du contrôle des salariés sur leur travail, ce que renforcent encore par la suite les Services médicaux pour le milieu de travail (SMAL) précédemment mentionnés. Ce sont aussi des leviers permettant aux organisations

⁵¹ Les Leopold, *The Man Who Hated Work and Loved Labor. The Life and Times of Tony Mazzochi*, White River Junction, Chelsea Green Publishing, 2007.

⁵² Andrew van Alstyne, « The United Auto Workers and the Emergence of Labor Environmentalism », in *Working USA. The Journal of Labor and Society*, vol. 18, 2015, p. 619.

⁵³ Dewey, *op. cit.*

⁵⁴ Archives Nationales (France), 19920430/143.

syndicales de souligner que le contrôle des atteintes aux corps et à l'environnement ne saurait se limiter à une expression attentiste face à l'État, mais devrait reposer sur l'implication des travailleurs dans cette démarche.

Autrement dit, les militants français et italiens investis dans les conflits en santé et environnement défendent une pratique de précaution, c'est-à-dire une implication active et un contrôle des salariés sur l'organisation de leur travail. Ces démarches se traduisent notamment dans l'adoption du *libretto sanitario* au sein de l'usine Montedison à Castellanza. Dans la foulée du « Mai rampant » italien, le Conseil de cette usine encourageait à la production d'enquêtes par les salariés. Le livret devait ainsi servir d'outil pour retracer l'origine professionnelle de maladies, mais aussi pour constituer des statistiques permettant d'alerter sur certaines substances. Cette expérience constitue un référent important à travers l'Europe : il est observé en Suisse⁵⁵, et la Fédération chimie de la CFDT française construit une démarche similaire⁵⁶.

L'influence des organisations syndicales dans l'élaboration des politiques environnementales est ainsi perceptible dans la plupart des pays industrialisés au cours des années soixante-dix. Alors que certaines organisations défendent un renforcement du rôle de l'État, où celui-ci deviendrait l'arbitre et le garant d'un marché encadré et de la croissance économique, des secteurs du syndicalisme italien et français affirment que la mise en œuvre effective de ces politiques ne pourrait se fonder que sur l'implication active des salariés. Cette démarche contribue in fine à questionner la finalité des activités productives et l'organisation du travail.

Conclusion

La question environnementale constitue ainsi un instrument de réinvention du syndicalisme, pour ceux et celles qui s'en saisissent au cours des années 1968. En effet, loin de constituer une simple excroissance de l'action syndicale, le militantisme environnemental bouscule l'assignation des organisations représentatives de salariés à la négociation de la répartition des points de croissance. L'environnementalisme ouvrier s'est ainsi présenté comme une définition singulière des préoccupations écologiques, en se fondant sur un ancrage dans l'expérience

⁵⁵ A-CFDT, 17FCE57. Annexe « L'expérience du GTPC Suisse ».

⁵⁶ Renaud Bécot, « L'invention ouvrière d'une pratique de précaution ? L'expérience du Carnet d'exposition aux risques professionnels, 1975-1987 », *Histoire@Politique*, 36, 2018. En ligne :

<http://histoire-politique.fr/index.php?numero=36&rub=dossier&item=339>.

ouvrière, sans attendre les programmes portés par les ONG ou par les administrations étatiques de l'environnement. Dans le même temps, cette démarche se présente comme une critique interne d'un mouvement syndical qui se serait excessivement engagé dans le compromis fordiste.

Ces syndicalistes renouvellent leur répertoire d'action, en réactivant notamment des capacités d'intervention à l'échelle des territoires industriels, affirmant une volonté de penser la vie des salariés comme un ensemble, par-delà la fragmentation entre le statut de subordination du salarié et la figure du citoyen-consommateur. Ces pratiques facilitent ainsi la formulation d'interrogations sur l'utilité sociale et la soutenabilité écologique de certaines activités productives, jusqu'à formuler des critiques radicales du productivisme. En France, dans une CFDT qui pensait alors la « planification démocratique » de l'économie comme un pas vers l'avènement du socialisme autogestionnaire, un responsable confédéral livre ainsi une réflexion sur la nécessité d'intégrer des critères écologiques dans la transition vers le socialisme :

si c'est pour faire la même chose, fabriquer les mêmes produits, rendre les mêmes services que la société capitaliste, ce n'est pas la peine de changer de société (...). [L']émancipation suppose des changements plus fondamentaux qu'un simple accroissement des biens de consommation (...). La transition vers le socialisme doit conduire à une modification profonde du taux de croissance par la révision de la fonction même des biens et des services par rapport aux besoins. Dans un certain sens, une réduction de la surconsommation sera nécessaire. La société socialiste n'est pas celle de « la grande bouffe », mais celle d'une production vraiment adaptée aux besoins et tenant compte des équilibres écologiques⁵⁷.

Contestant nettement l'adhésion syndicale au compromis fordiste et à une logique productiviste qui marque une partie du mouvement ouvrier, la réflexion portée par les promoteurs des différentes formes de l'environnementalisme ouvrier se révèle particulièrement subversive. Cette démarche les conduit en effet à affirmer que certains enjeux, à commencer par ceux qui concernant la santé publique et la protection des écosystèmes, ne sauraient être intégrés dans le périmètre de ce qu'il serait acceptable de négocier dans les relations entre les salariés, leurs employeurs et l'État.

⁵⁷ Frédo Krumnow, *CFDT au cœur*, Syros, Paris, 1976, p. 185-188.

POUR LES OUVRIERS VALAISANS, LA « GUERRE DU FLUOR » N'A PAS EU LIEU

ALEXANDRE ELSIG

Peut-on écrire l'histoire de la « guerre du fluor » d'un point de vue ouvrier ? Si ce conflit social et environnemental a mis aux prises agriculteurs, industriels et autorités autour des pollutions des usines valaisannes d'aluminium dans les années 1970, la question des travailleurs et de leur santé est restée très marginale. La fluorose des arbres et des bovins a été largement commentée, celle des humains beaucoup moins et l'image qui reste de ce conflit est, pour le mouvement ouvrier, celui d'un renoncement, d'un désengagement, de syndicats qui soutiennent majoritairement les positions des industriels sous la menace de leur chantage à l'emploi¹. Pourtant, il n'y eut pas de barrière entre les dégâts occasionnés par les émanations nocives des usines sur les cultures environnantes et les dommages subis par les corps des ouvriers, sentinelles au contact direct des gaz et des poussières. Plusieurs acteurs ont ainsi dénoncé les méfaits conjoints de l'industrialisation sur la santé ouvrière et sur les milieux environnants. Ce sont ces voix, certes minoritaires mais trop largement ignorées, que cet article se propose de retrouver : quel a été le poids de celles et ceux qui cherchaient un front commun entre ouvriers et paysans dans la lutte antipollution et quels ont été les ponts construits entre l'intérieur et l'extérieur des usines, entre défense de l'environnement et protection de la santé ?²

¹ Sur ce conflit, consulter Coralie Neurohr, « Le scandale du fluor en Valais », in *Annales valaisannes*, 2015, pp. 43-89 ; Urs P. Gasche, *Le scandale Alusuisse : la guerre du fluor en Valais*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1982.

² Concernant le lien entre maladie professionnelle et environnementalisme, voir Lars Bluma et Judith Rainhorn (éd.), *A history of the workplace: environment and health at stake*, Londres, Routledge, 2015 ; Anne-Sophie Bruno, Eric Geerkens, Nicolas Hatzfeld (éd.), *La santé au travail, entre savoirs et pouvoirs (XIX^e-XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2011.

Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de saisir les positionnements et les attentes différentes des actrices et acteurs engagés dans la lutte antipollution, et ceci sur le temps long. Dès le début des productions d'aluminium en Valais, les riveraines et riverains des usines protestent contre les problèmes d'hygiène engendrés par les fumées des usines. À partir des années vingt, ces voix sont pourtant écartées dans les arbitrages effectués par l'État et les phénomènes de pollution sont occultés par différentes stratégies industrielles³. Les ouvriers subissent pourtant toujours des conditions de travail pénibles, suffocantes, et, dans le second après-guerre, la fluorose est reconnue comme maladie professionnelle sans que cela suscite de débat public ou de véritables changements techniques dans les processus d'épuration des gaz. Les années 1970 amènent à une recrudescence de la conflictualité et le déclenchement d'un « scandale » qui se fait national. Deux acteurs principaux lancent l'alerte – d'un côté, les arboriculteurs de la région de Saxon ; de l'autre, les étudiants lausannois de la Ligue marxiste révolutionnaire. Dans cette « guerre du fluor » qui éclate, les syndicats restent peu visibles et audibles, même s'ils s'activent surtout en coulisses dans des négociations de face à face avec le patronat. Ils se rangent toutefois, en dernière instance, derrière les intérêts de leur direction pour défendre, en théorie, l'emploi, plutôt que d'appeler à la modernisation des installations.

L'occultation des premières alertes

Les industries de production d'aluminium s'installent en Valais au début du vingtième siècle. Liée au développement de l'hydroélectricité, cette arrivée de la deuxième industrialisation s'inscrit dans un contexte encore largement rural⁴. À Chippis, l'Aluminium Industrie A.G. (AIAG) de Neuhausen débute sa production en 1908. Cette même année, à Martigny, les frères Giulini de Ludwigshafen commencent eux aussi à produire de l'aluminium. Dès les premières coulées de métal, des dégâts aux cultures et aux forêts sont dénoncés par les riverains des usines. Deux types de polluants posent problème : le fluor d'abord, sous forme de gaz

³ Sur les dynamiques propres aux dénonciations des pollutions industrielles, consulter François Jarrige, Thomas Le Roux, *La contamination du monde : une histoire des pollutions de l'âge industriel*, Paris, Seuil, 2017.

⁴ Luc van Dongen, Grégoire Favre (éd.), *Mémoire ouvrière : ouvriers d'usines et industrie en Valais*, Sierre, Monographic, 2011 ; Werner Bellwald, Sandro Guzzi (éd.), *Un peuple réfractaire à l'industrie ? Fabriques et ouvriers dans les montagnes valaisannes*, Lausanne, Payot, 2006.

fluorhydrique et de poussières, qui est dégagé par les cuves d'électrolyse ; les goudrons ensuite, dégagés par les fabriques d'électrodes, ces composés de brai ou de coke⁵. Ces derniers sont plus visibles que le fluor, car ils recouvrent les environs des usines d'une suie noire. Les premiers ouvriers de Chippis n'étaient-ils pas surnommés les « machurés »⁶, autant pour qualifier leur état à la sortie des halles que pour stigmatiser la forte proportion d'ouvriers immigrés présents dans les effectifs ?

C'est lors de la Première Guerre mondiale, qui stimule fortement la demande de métal mais aussi d'acide nitrique pour les armements, que les fumées « délétères » des usines deviennent un objet de débat au niveau cantonal⁷. Les industriels refusent pourtant de reconnaître toute responsabilité. Ils évoquent le manque de preuves et prennent le contrôle de l'expertise scientifique utilisée par les autorités dans leur travail d'arbitrage. Un processus de fabrication d'ignorance s'engage : les problèmes agricoles seraient dus, d'après les expertises, aux mauvaises conditions climatiques, aux maladies cryptogamiques et à un mauvais entretien des cultures.

Pourtant, plusieurs voix n'ont cessé de dénoncer les dégâts causés par les gaz sur les cultures mais aussi sur les corps. À Chippis, ce rôle est porté par un médecin de la ville de Sierre, Meinrad de Werra, qui déplore le mauvais état sanitaire des ouvriers travaillant dans des conditions extrêmes de poussières et de chaleur. De Werra défend aussi les sœurs du couvent de Géronde, situé sur une colline surplombant directement l'usine et ses lanterneaux : la plupart doivent être déplacées pour raisons de santé. Les sœurs exigent alors un déménagement de l'institut pour enfants sourds et muets qu'elles dirigent, aux frais de l'AIAG. Pourtant, le rapport d'expertise officiel demandé par l'État nie toute responsabilité de l'usine sur ces maladies. Louis Michaud, professeur de médecine à l'Université de Lausanne, est l'auteur de ce long texte alambiqué qui présente tous les signes d'une manœuvre de diversion et de manipulation du doute,

⁵ Daniel C. Ménégos, « Protection de l'environnement autour des usines d'électrolyse », in Paul Morel et Ivan Grinberg (éd.), *Histoire technique de la production d'aluminium : les apports français au développement international d'une industrie*, Grenoble, PUG, 1992, pp. 131-174. D'autres polluants – anhydride sulfureux (SO₂), amiante utilisé dans les cuves, cyanure des déchets de cuve (brasques)... – ne seront pas traités dans le cadre de cet article.

⁶ Discours du secrétaire de la commission ouvrière, Charles Florey, à l'occasion des cinquante ans de l'usine de Chippis, *Allô Chippis*, 13 juillet 1958.

⁷ Simon Schwery, « Silence et combats autour des émanations nocives des usines de l'AIAG à Chippis (1908-1930) », *Annales valaisannes*, 2007, pp. 197-220.

à dessein⁸. Michaud n'a-t-il pas été engagé par l'État sur la chaude recommandation de la direction de l'usine de Chippis, illustration typique de l'asymétrie de pouvoir existant entre pollueurs et pollués dans la détermination scientifique des nuisances? Cette prise de contrôle du savoir scientifique par l'industriel n'est pas spécifique au contexte helvétique et se retrouve par exemple autour des usines d'aluminium qui s'installent au même moment en Savoie⁹.

Dans ce temps d'installation des usines, les pollutions sont aussi rendues acceptables par d'autres stratégies mises en place par les industriels. Si ceux-ci se refusent à reconnaître une responsabilité dans les dommages, ils compensent les dégâts avec un régime d'indemnisation des plaignants et de rachat du foncier le plus touché par les émanations. Quant aux autorités, au vu des liens d'intérêts entre élites économiques et politiques, elles cherchent plutôt à aménager des conditions favorables à une industrie vue comme un frein à l'exode rural. Ainsi, la recherche de compromis domine souvent toute volonté de contrainte environnementale, d'autant que les industriels n'hésitent pas à rappeler qu'une trop forte ingérence publique les pousserait à s'exiler sous d'autres cieux, jugés plus cléments. Ainsi la société des Frères Giuliani qui, en 1911, alors que les premières procédures judiciaires sont lancées par des paysans de Martigny, déclare étudier « sérieusement le projet de transférer complètement notre Usine hors du pays » face aux nombreuses « chicanes » subies et alors que « ni fumées ni poussières ne [sortent] de notre Usine. »¹⁰ Pour l'industriel, les dégâts aux cultures sont causés par le goudronnage des rues...

La dépendance à l'égard de ces nouvelles sociétés « alumières » est encore renforcée par la politique sociale développée surtout à partir des années 1920. À Chippis, la direction apporte son aide à la construction de l'école, puis de l'église. Dans les années trente, l'usine propose sa propre caisse maladie et celle de chômage, fournit des soins gratuits aux ouvriers et à leurs familles. Dans les années 1960, le président de la commune de Chippis, Alphonse Schmid, qui fait toute sa carrière

⁸ Sur l'étude de la production de l'ignorance (« agnotologie »), voir Robert N. Proctor, *Golden Holocaust: la conspiration des industriels du tabac*, Sainte-Marguerite-sur-Mer, Éd. des Équateurs, 2014.

⁹ Olivier Chatterji, « Aluminium smelters and industrial hazards in the Maurienne Valley. Experts, reformers and local resistance (1892-1939) », *Actes d'història de la ciència i de la tècnica*, 2017, pp. 55-78.

¹⁰ Archives d'État du canton du Valais (ci-après AEV), 3510-2, 10.11.7.3., Lettre des Gebrüder Giuliani GmbH au Département de l'Intérieur, Martigny, 17.08.1911.

à l'usine d'aluminium, revient dans les termes suivants sur le bilan des bienfaits et des méfaits de l'industrie, qu'il présente comme bien déséquilibré : « Il y a bien parfois quelques odeurs dans l'air, quelques bruits désagréables, quelques grains de charbon sur les robes de nos filles [...], mais il y a aussi un équipement, des bâtiments, des écoles et des institutions sociales qui font la fierté de notre ménage public. »¹¹ On comprend bien que, pour la population majoritairement ouvrière de la région, il est délicat de mordre la main qui la nourrit, malgré les conditions de travail et de vie pénibles.

La gestion confinée de la fluorose

Si la conflictualité sociale autour des fumées « délétères » disparaît entre les années 1920 et 1970, cela ne signifie pas que le mouvement ouvrier reste insensible aux difficultés sanitaires présentes à l'intérieur des halles de production. Certes, les syndicats, qui apparaissent en Valais dans les années 1910, concentrent surtout leurs revendications sur des questions salariales et d'horaire, mais des négociations s'installent entre patronat et monde ouvrier pour améliorer les conditions de travail. Ces tractations sont notamment menées par la commission ouvrière de l'usine de Chippis, instituée à la suite de la première grève de juin 1917. Cette dernière a été menée sous la direction du mouvement chrétien social, mais c'est bien la Fédération des ouvriers de la métallurgie et de l'horlogerie (FOMH) qui bénéficie par la suite d'une représentation dominante au sein du personnel de l'usine. Les archives de section à disposition donnent quelques indications, très partielles, au sujet des questions de santé au travail, avec une première revendication repérée en 1939, puis la mise en place d'exams radiographiques des poumons sur une base volontaire à partir de 1946, cela avant que les connaissances médicales au sujet de la fluorose industrielle n'infusent aussi en Valais dans les années 1950 et 1960. Que ce soit à Chippis ou à Martigny, les ouvriers revendiquent alors de meilleures conditions de ventilation dans les halles des fours ainsi qu'un service de médecine du travail¹².

¹¹ « Le président nous parle », *Allô Chippis*, 01.11.1962.

¹² AEV, Fonds FTMH, Région Valais, 04/002, PV de la séance de la commission ouvrière du 7 mars 1939, du 19 novembre 1946, du 3 décembre 1959, du 31 août 1961, du 31 janvier 1964, du 20 juillet 1966, du 8 janvier 1970, du 23 février 1973; AEV, 3510-2, 10.11.9.2, PV de la séance de l'Office cantonal de conciliation dans l'affaire Ouvriers et FOMH contre la Direction de l'Usine d'aluminium Martigny SA, Martigny, 26 mars 1954.



Un ouvrier au travail à Chippis lors du chargement d'alumine dans une cuve d'électrolyse.
© Cinéjournal suisse, 13 octobre 1950, 2'40".



L'usine Alusuisse, ses fumées et le vieux village de Chippis en 1963.
© Comet Photo AG, ETH-Bibliothek Zürich, Com_F63-01419.

Il n'est cependant pas possible, en l'état des recherches, de saisir le processus exact qui amène la Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents (CNA) à reconnaître la fluorose comme maladie professionnelle en 1953. Cette maladie est définie pour la première fois en lien avec la production industrielle par Hector Cristiani dans les années 1920. Ce professeur de l'Université de Genève agissait comme expert pour étudier les maladies constatées sur le cheptel des environs de Chippis¹³. Dans les années 1930 et 1940, la fluorose est décrite sur les travailleurs des mines de cryolithe puis ceux des halles d'électrolyse. Elle provoque principalement des douleurs articulaires et une ossification trop prononcée. Les médecins mentionnent les « squelettes en ivoire » développés par certains ouvriers¹⁴.

Les connaissances concernant la fluorose industrielle sont réalisées, à leur corps défendant, sur les ouvriers soumis aux émanations et sans que ces derniers soient tenus au courant des résultats des recherches en cours. Les ouvriers ne sont pourtant que des cobayes inconscients des risques pris sur leur lieu de travail. En été 1950, un rapport de l'ingénieur Roger Bonvin, chef du Service valaisan de la protection ouvrière, ne cache pas que les ouvriers des fours n'acceptent ces conditions « que par nécessité, conscients du fait qu'ils y sacrifient leur santé et une tranche de leur vie dans les conditions actuelles ».¹⁵ La chaleur dégagée par les fours est alors supérieure en moyenne de 25° à la température extérieure. Elle peut monter jusqu'à 82° à proximité d'un four dont la croûte vient d'être cassée. Pour Bonvin, l'acoutumance à ces hautes températures est « possible et objectivement certaine », contrairement aux problèmes des intoxications. Celui qui deviendra conseiller fédéral pour le parti conservateur relève le danger représenté par les gaz stagnant dans les halles, qui provoquent des « empoisonnements lents mais certains. [...] Il est évident que si des chimistes et des médecins étudiaient à fond l'influence de ce travail sur la santé des ouvriers, ils pourraient établir que leur vie est raccourcie de façon sensible et leur santé diminuée en proportion. »

¹³ Hector Cristiani, *Une nouvelle maladie. La fluorose ou cachexie fluorique*, Paris, Masson et Cie, 1926.

¹⁴ J. N. Agate et al., *Industrial Fluorosis*, Medical Research Council Memorandum 22, London, His Majesty's Stationary Office, 1944.

¹⁵ AEV, 3510-2, 10.11.9.2, Rapport de Roger Bonvin concernant l'usine d'aluminium de Martigny SA, Sion, 6 juillet 1950. Les citations suivantes proviennent de ce document.

En 1963, le premier cas de fluorose industrielle est reconnu par la CNA au profit d'un ouvrier exposé plus de quarante ans à l'usine d'aluminium de Chippis¹⁶. L'un des auteurs de cette étude, le médecin Jean-Louis de Chastonay, est engagé deux ans plus tard en tant que médecin d'usine, un poste nouvellement créé. Durant une décennie, soixante et un cas sont traités par la CNA dans toute la Suisse et quarante-deux travailleurs obtiennent une indemnisation¹⁷. Ces chiffres sont à prendre avec précaution : quelles sont les autres maladies, notamment respiratoires ou cancéreuses, qui ont été provoquées par le travail à l'usine ? Y a-t-il eu des cas de fluoroses qui ont été traités comme de simples rhumatismes ? Le numéro du 1^{er} mai 1966 d'*Allô Chippis*, le bulletin d'entreprise des usines de Chippis et Sierre, relaie ainsi les résultats, présentés comme très réjouissants, de la grande enquête sur le rhumatisme mené par le service du docteur de Chastonay sur 2460 employés. Derrière le rhumatisme, comment ne pas penser que c'est la fluorose qui était recherchée ?

C'est dans la région de Martigny qu'il faut chercher les premiers signes d'une contestation ouvrière sur la question de la fluorose. Dominic Ruch, qui a travaillé sur les archives de l'entreprise Aluminium Martigny S.A., indique que la commission ouvrière se plaint dès 1965 des conditions de travail « déplorables » qui règnent dans les halles d'électrolyse, agrandies deux ans auparavant¹⁸. Des lacunes dans le diagnostic de la maladie sont alors dénoncées par les ouvriers. Cette expertise ouvrière amène la CNA à mandater des médecins de l'Université de Genève pour mettre au point de nouvelles méthodes de diagnostic. Ces mutations doivent être mises en relation avec la nouvelle loi fédérale sur le travail de 1964, qui permet notamment l'engagement d'un médecin du travail pour la Suisse romande par la Confédération. À partir de 1966, le docteur Luciano Ducrey se fait connaître du monde syndical par son attitude favorable à la reconnaissance des maladies professionnelles chroniques. Il entre en conflit avec les médecins de la CNA, qui reste une assurance et

¹⁶ Christian de Sépibus, Jean-Louis de Chastonay, « Un cas de fluorose en Valais », *Radiologica clinica*, vol. 32, 1963, pp. 340-348.

¹⁷ Jean-Michel Maillard et Willy Dettwiler (éd.), « Quelques aspects de la fluorose industrielle en Suisse », *Archives des maladies professionnelles, de médecine du travail et de sécurité sociale*, vol. 36, n° 7-8, 1975, pp. 409-420.

¹⁸ Dominic Ruch, « Une étonnante longévité. L'histoire d'une usine suisse d'aluminium à Martigny », *Cahiers d'histoire de l'aluminium*, 42-43, 2009, pp. 84-107, ici p. 103.

qui cherche avant tout à limiter les coûts et à débusquer les « faux » malades¹⁹.

Est-ce l'arrivée de Ducrey qui stimule les revendications ouvrières pour de meilleures conditions de travail ? Est-ce les événements français de Mai 68 qui font souffler un vent nouveau sur les syndicats valaisans ? Toujours est-il qu'en juin 1968, la problématique du fluor fait son apparition dans la presse régionale et les procès-verbaux syndicaux. À Martigny, alors que les agriculteurs de la région ont obtenu des indemnités augmentées pour les dommages aux cultures, le secrétaire syndical Paul Arlettaz s'inquiète de l'oubli des dégâts causés par les gaz sur les corps ouvriers (« les yeux et le visage brûlés, les poumons engorgés »²⁰, détaille-t-il). Il refuse pourtant de considérer le problème du fluor de façon globale et oppose intérieur et extérieur des halles de production. Pour lui, une captation des gaz à l'intérieur de l'usine entraînerait une péjoration de l'atmosphère de travail. « Pour l'heure, en ce qui nous concerne, nous persistons à croire que la santé des travailleurs passe avant celle du feuillage des abricotiers », affirme-t-il, en expliquant que le syndicat travaille avec la direction à une solution technique satisfaisante.

Deux semaines plus tard, un procès-verbal de la Commission ouvrière de Chippis mentionne pour la première fois le terme de « fluor ». Les représentants de l'électrolyse s'inquiètent des maladies « toujours plus fréquentes » qui y sont liées et « ceci sur des ouvriers encore relativement jeunes »²¹. Mais cette revendication reste bien timide et la commission se contente d'inviter la direction à étudier la question de l'amélioration du milieu ambiant. À Martigny, les discussions se durcissent. Le 5 août 1968, une grève d'avertissement de deux heures a lieu, laissant trois jours à la direction pour s'engager contractuellement à améliorer l'atmosphère de travail²². Si une meilleure installation de ventilation est bel et bien mise en place, celle-ci a probablement transféré les émanations fluorées vers l'extérieur de l'usine. Le conflit s'installe donc moins entre pollueurs et pollués qu'entre ouvriers et paysans.

¹⁹ Les tensions entre Ducrey et la CNA sont bien visibles dans ce dossier : Archives fédérales suisses, E7184A#2000/394#277, Inspection des fabriques, Aluminium Suisse SA, Chippis, 1965-1976.

²⁰ Paul Arlettaz, « Le fluor est-il bon pour la santé ? », *Le Nouvelliste*, 04.06.1968.

²¹ AEV, Fonds FOMH-FTMH, 04/002, PV de la commission ouvrière du 20.06.1968.

²² Dominic Ruch, *op. cit.*, p. 103.

En parallèle à ces tractations, la CNA mène une prophylaxie généralisée des ouvriers de l'électrolyse et commence à mesurer les valeurs de concentration du gaz fluorhydrique dans les halles d'électrolyse²³. En 1971, une valeur limite de fluor dans l'air est édictée, mais elle n'est pas respectée et ne se traduit pas par des changements dans les techniques de production. La CNA se contente des déclarations des industriels qui disent étudier activement de nouvelles solutions techniques²⁴. Plutôt que d'imposer une action préventive à la source, les autorités de tutelle restent sur un paradigme de la compensation. À partir de 1969, l'ensemble des ouvriers exposés en Suisse subit une sélection plus poussée à l'embauche par un examen des os et des articulations et des contrôles périodiques des taux de fluor dans l'urine sont réalisés. Lorsqu'un ouvrier est jugé trop « fluoré », la direction le déplace sur un poste de travail moins exposé²⁵.

Dans cette affaire, les ouvriers et leurs représentants restent très discrets et la gestion de la toxicité demeure confinée à des cercles d'experts. Dans ses mémoires, le secrétaire syndical Alfred Rey présente alors les choses sous un jour trop flatteur lorsqu'il estime que la « guerre du fluor » a été gagnée par les ouvriers dans leurs négociations avec la direction au cours des années 1960²⁶. L'épuration des gaz intervient sous la pression d'autres mouvements sociaux. Pour trouver des discours dénonçant ouvertement les souffrances subies par les ouvriers, il faut s'intéresser à d'autres acteurs, qu'ils soient paysans ou trotskystes.

Expertise profane et action directe paysanne

Les prétendues « Trente Glorieuses » ont été marquées par un fort accroissement de la production d'aluminium et le métal connaît de nouvelles applications dans le secteur de l'alimentation, de l'automobile

²³ H. H. Schlegel (CNA), « Industrielle Skelettfluorose. Vorläufiger Bericht über 61 Fälle aus Aluminiumhütten », *Médecine sociale et préventive*, vol. 19, 1974, p. 269-274 ; Ernst Sutter (CNA), « Fluoridmessungen in Aluminiumhütten », *Staub*, 1973, 33, p. 111-117. Les valeurs mesurées dans les usines valaisannes se situent au-dessus du seuil d'exposition toléré.

²⁴ Réponse du Conseil fédéral à l'interpellation de Gabrielle Nanchen du 15 mars 1977 (77.313), Pollution au fluor en Valais, 5 octobre 1977. En ligne : www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch/viewOrigDoc/20006060.pdf?id=20006060&cache=1550761520422

²⁵ AEV, Fonds FTMH, 04/002, PV de la Commission ouvrière du 18 juin 1969.

²⁶ Alfred Rey, *Témoin et acteur d'un siècle d'évolution valaisanne et suisse*, Sierre et Lausanne, FTMH et LEP, 1993, pp. 164-170.

ou de l'aéronautique. Sur le plan technique, de nouvelles cuves d'électrolyse sont introduites. Plus puissantes, elles sont aussi plus polluantes, à l'instar de celles qui fonctionnent avec une pâte d'anodes dite Söderberg, du nom de son inventeur norvégien. Cette charge polluante en augmentation, notamment à la suite de l'extension de l'usine de Martigny en 1963, amène à une visibilité prononcée des dégâts sur les cultures et à des dénonciations plus structurées. En 1970, les milieux paysans de la région de Saxon créent l'Association de défense contre les émanations nocives des usines (ADENU). La région est connue pour sa production d'abricots, des fruits très sensibles aux effets du fluor. Elle est aussi un bastion d'un syndicalisme agricole combatif, avec la présence d'une Union ouvrière paysanne qui a fait parler d'elle par une mobilisation spectaculaire contre l'importation de fruits italiens en été 1953, la «révolte des abricots». Mené par Gérard Perraudin ou le président de la commune de Saxon Étienne Perrier, le Mouvement social paysan indépendant qui en a résulté s'oppose à une Union suisse des paysans jugée trop conservatrice²⁷.

En 1975, l'ADENU parvient à déclencher médiatiquement la «guerre du fluor» en déplaçant son action sur le plan de l'expertise scientifique. Grâce à une subvention de 100 000 francs accordée par la commune de Saxon, Gérard Vuffray est engagé. Le parcours de cet ingénieur agronome a été marqué par un militantisme tiers-mondiste et syndical. Formé à l'EPFL, Vuffray travaille au début des années 1970 pour le Centre Europe Tiers-Monde à Genève. Il participe par la suite bénévolement à des syndicats d'ouvriers agricoles dirigés par César Chavez en Amérique du Nord, connus pour leurs méthodes de grève et de lutte non violente²⁸. Le *Dossier fluor* que Vuffray publie en 1977 montre très clairement que les procédés d'épuration des gaz utilisés en Suisse sont dépassés et que les coûts d'adaptation des installations sont supportables pour Alusuisse et Aluminium Martigny SA. Ce dossier casse la mainmise que les usines avaient jusque-là sur les différentes expertises, notamment celle très complaisante du Laboratoire fédéral d'essais des matériaux. Une année plus tard, les usines

²⁷ Véronique Poulin, *Le mouvement social paysan indépendant et la défense des petits producteurs valaisans au tournant des années 1950*, Université de Fribourg, Mémoire de licence, 1987; Arnaud Meilland et al., *Saxon: entre ombre et lumière. Mille ans d'histoire au pied de la Pierre Avoi*, Sierre, Monographic, 2013.

²⁸ «Gérard Vuffray nous a quittés», *Nature vaudoise: chronique de Pro Natura Vaud, Ligue vaudoise pour la protection de la nature*, 141, décembre 2012, pp. 10-11.

se voient contraintes de moderniser leurs installations, mettant, en apparence, un terme à la guerre du fluor – en apparence, parce que la lutte se déplace alors sur les délais accordés aux industriels pour l'adaptation de leur appareil productif.

Si le *Dossier fluor* représente l'outil technique mobilisé par l'ADENU, les arboriculteurs ont aussi utilisé, en parallèle, l'action directe pour dénoncer la passivité du Conseil d'État. Lors d'une conférence de presse, le syndicat agricole de Saxon indique par exemple que les « désespoirs engendrent l'abattement, mais aussi la violence » et formule cette menace : « nous rendrons justice nous-mêmes »²⁹. Le 16 mai 1978, un pylône est plastiqué non loin de la centrale électrique de Riddes, visitée peu de temps auparavant par les arboriculteurs. Le 26 septembre de la même année, l'usine de Martigny est bloquée par une centaine de tracteurs dans une réplique de la mobilisation française contre Péchiney, menée sur le plateau pyrénéen de Lannemezan. Enfin, le 19 mars 1985, une bombe explose à l'intérieur de l'usine de Martigny.

Les mémoires de François Piot, l'un des meneurs de la lutte paysanne, sont particulièrement instructifs sur le basculement effectué par le mouvement, passant d'une position de dialogue avec les pouvoirs publics à leur remise en cause³⁰. Piot, caporal à l'armée, se présente ainsi plutôt comme un patriote attaché à la terre, et défend une conception romantique de la « nature ». Mais si son action démarre pour défendre son gagne-pain, la trajectoire de Piot se politise. Dans son fonds d'archives, un projet de lettre ouverte aux travailleurs d'Aluminium Martigny et à leurs syndicats est conservé, appelant à une mobilisation commune entre agriculteurs et travailleurs. L'auteur du texte y plaide pour le refus de céder au chantage de l'usine et au dilemme « La pollution ou les licenciements ! »³¹ Ce glissement peut être relié à l'abattement et à la précarisation subie suite à plusieurs années de pertes de récolte, mais il est également tributaire de la prise en compte de discours plus contestataires, notamment ceux des milieux trotskystes de Suisse romande. Ceux-ci sont les premiers à

²⁹ François Piot, *Baroud de survie: les abricots au fluor*, Lausanne, Éd. d'en bas, 2010, p. 150.

³⁰ Piot, *op. cit.*, p. 37, 45, 63, 105.

³¹ AEV, Fonds François Piot, Projet de lettre ouverte aux travailleurs d'Aluminium Martigny et à leurs organisations syndicales, v. début 1977. Il n'est pas possible de savoir si cette lettre a été diffusée.

défendre l'idée d'un front uni entre paysans et ouvriers dans la lutte antipollution. Dans ses mémoires, Piot reconnaît ainsi avoir été fortement influencé par la lecture d'un numéro spécial de *La Brèche*, l'organe de la Ligue marxiste révolutionnaire, de juin 1973, consacré à l'emprise d'Alusuisse sur la société valaisanne³². L'arboriculteur diffuse plusieurs exemplaires de ce numéro en France, lorsque les agriculteurs valaisans rencontrent leurs collègues de Maurienne et de Tarentaise, ce qui lui vaut une petite fiche du Ministère public fédéral.

«Ceci intéresse le mouvement ouvrier»³³

Partie de la contestation du nucléaire militaire puis civil, stimulée par les mouvements de jeunes des années 68, la question écologique rebat les cartes à gauche au début des années 1970. Dissidence du Parti ouvrier populaire, la nouvelle Ligue marxiste révolutionnaire (LMR) intègre la problématique environnementale à son répertoire par le biais de ses membres de l'Université de Lausanne. Le Comité Uni-Brèche est composé d'une dizaine de militantes et militants, notamment Robert Lochhead, considéré comme la « locomotive »³⁴ du groupe, Thérèse Thévenaz-Christen, Ursula et Olivier Gaillard, Georges Nicod, Annick Mahaim, Clive Loertscher...³⁵ Michel Thévenaz, proche de Charles-André Udry, « maître à penser » de la LMR, rédige leur bulletin *Uni-Brèche*³⁶. Ces militants réfléchissent aux implications entre science, politique et industrie et un groupe de travail sur la pollution industrielle est créé en janvier 1971 au sein de la Faculté des sciences. « Le problème de la pollution est le problème type qui montre la situation et la fonction de la science dans la société »³⁷,

³² Piot, *op. cit.*, p. 42.

³³ « La violence des pollueurs », *La Brèche*, 15.06.1973.

³⁴ Témoignage de Georges Nicod, Pully, 16.10.2016. Voir la note ci-dessous.

³⁵ Ces informations sont tirées principalement du Fonds de témoignages LMR-RML déposé en 2018 sur le site de l'AEHMO : <https://aehmo.org/fonds-archives/fonds-de-temoignages-lmr-rml/> Voir aussi Jacqueline Heinen et al., 1968... *Des années d'espoir. Regards sur la Ligue marxiste révolutionnaire/Parti socialiste ouvrier*, Lausanne, Antipodes, 2018 ; Benoît Challand, *La Ligue marxiste révolutionnaire en Suisse romande (1969-1980)*, Fribourg, Chaire d'histoire contemporaine de l'Université de Fribourg, 2000.

³⁶ *Uni-Brèche* paraît de façon régulière entre janvier 1970 et juin 1972, puis de façon irrégulière jusqu'en 1983. La collection est disponible en ligne sur le site des archives de l'Université de Lausanne : <https://uniris.unil.ch/pandore/notice/uni-breche/>

³⁷ Robert Lochhead, « Pourquoi un groupe de travail sur la pollution en Faculté des sciences », *Uni-Brèche*, janvier 1971.

écrit Robert Lochhead. Utilisant la métaphore du chercheur dans sa tour d'ivoire, l'étudiant refuse l'apolitisme supposé des sciences techniques. La question que Lochhead pose en conclusion réfute l'idée d'une inconscience sociétale vis-à-vis des risques industriels :

Les usines, les autorités, les égouts ont-ils pollué l'air, l'eau, le sol, parce que savants et techniciens n'étaient pas conscients du danger ou ne connaissaient pas les moyens de lutte ou bien parce que les industriels, les divers gouvernements et les scientifiques ont négligé le problème en connaissance de cause, afin de ne pas élever les coûts et de ne pas gêner [sic] la course au profit?

Les trotskystes s'en prennent aux présupposés technocratiques et néo-malthusianistes d'un certain nombre de défenseurs de l'environnement, comme les responsables de l'Année européenne de protection de la nature (1970). Cette dernière reviendrait à « faire accepter, par le biais d'une mystification idéologique, que les "casqueurs ne soient pas payeurs", que les déprédations gigantesques causées à la nature, et dont certaines sont irréversibles, soient mises à charge de "l'homme" alors qu'elles sont un des plus terribles témoignages de l'expansion aveugle et incontrôlée du capitalisme. »³⁸ Ces articles anticipent de plusieurs décennies la critique faite aujourd'hui à la notion d'Anthropocène, jugée trop uniforme socialement, mais aussi celle qui est faite à la prétendue ignorance des sociétés passées pour ce qui concerne les activités polluantes³⁹.

En juin 1973, le problème du fluor valaisan permet au Comité Uni-Brèche de dénoncer les accointances entre élites industrielles, politiques et scientifiques⁴⁰. Ce numéro spécial de douze pages reprend l'argument d'une lutte qui concerne en premier chef le mouvement ouvrier. Très fouillé, le dossier rassemble une imposante littérature « grise » (Stations fédérales de recherche agronomique, CNA...) et il bénéficie également d'un travail d'enquête de terrain effectué auprès de la population de Chippis. *La Brèche* met en cause la ligne productiviste suivie par le syndicat FTMH et des exemples étrangers sont convoqués pour casser la division entre écologie et mouvement ouvrier, qu'il s'agisse du Parti communiste italien ou des Oil, Chemical and

³⁸ M. B., *Uni-Brèche*, 30.04.1970.

³⁹ Voir par exemple : Christophe Bonneuil, Jean-Baptiste Fressoz, *L'Événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Seuil, 2016.

⁴⁰ « La violence des pollueurs », *La Brèche*, 15.06.1973.



La couverture du numéro spécial de *La Brèche* consacré à Alusuisse en juin 1973.
 © Archives d'État du canton du Valais, Fonds Gérard Vuffray, 1.3.1.

Atomic Workers (OCAW) nord-américains. Le mot d'ordre est lancé pour une mobilisation sur « l'environnement du travail » avec deux revendications : arrêt de la production jusqu'à la mise aux normes des installations et droit à un contrôle médical gratuit des ouvriers.

Mais l'alliance espérée par les trotskystes entre agriculteurs et ouvriers n'a pas lieu. Filmée par l'émission *Temps présent*, une importante assemblée publique a lieu à Riddes le 13 mars 1976 et réunit plusieurs centaines de personnes⁴¹. Dans le compte-rendu que *La Brèche* donne de la réunion se lit une déception face au caractère « sociologiquement conservateur » des arboriculteurs et à leur manque d'ambition – l'assemblée avait décidé de demander une entrevue au

Conseil d'État et de lancer une pétition à l'intention des Chambres fédérales. Surtout, l'échec de la mobilisation est porté au passif du mouvement ouvrier : « Lui seul peut rompre l'isolement des arboriculteurs en leur apportant le soutien de la classe ouvrière et de la jeunesse des villes »⁴² et le journal cite en exemple la mobilisation antinucléaire de Kaiseraugst.

Quel silence ouvrier ?

Malgré plusieurs invitations, les syndicats refusent de rejoindre la lutte engagée par l'ADENU, pourtant forte de plus de mille membres individuels et de nombreuses associations. Le 10 février 1976, le Cartel syndical valaisan justifie sa décision. S'il dit comprendre la lutte pay-

⁴¹ José Roy, Bernard Mermod, « Autopsie d'une pollution », *Temps présent*, Télévision suisse romande, 27 avril 1978, 126', ici vers 31'. En ligne : <https://pages.rts.ch/emissions/temps-present/539180-autopsie-d-une-pollution.html#539183>

⁴² « Les paysans face à l'aluminium », *La Brèche*, 17.03.1976.

sanne, le Cartel entend maintenir le « dialogue » entre toutes les parties et craint des « mesures brutales dont les conséquences économiques et sociales pourraient être très graves pour de nombreux travailleurs, dont l'emploi dépend de l'activité des usines d'aluminium. »⁴³ Cet argument est repris à de nombreuses reprises, comme lors de l'intervention du député socialiste et syndicaliste Gilbert Émery au Grand Conseil⁴⁴. Certains socialistes se montrent cependant plus compréhensifs à l'égard des milieux paysans. En 1977, à la demande de l'ADENU, la conseillère nationale valaisanne Gabrielle Nanchen interpelle le gouvernement suisse sur la question du fluor. L'association pensait, grâce à sa médiation, pouvoir combler le fossé le séparant du monde ouvrier. À nouveau, cette intervention est mal perçue par un certain nombre d'ouvriers. Dans une lettre ouverte à Nanchen, la Commission d'entreprise de l'usine de Chippis insiste à nouveau sur la mise en danger des emplois directs et indirects et des finances des collectivités publiques⁴⁵.

Cette crainte ouvrière est dépendante des stratégies patronales. Mis de plus en plus sous pression, les industriels sentent que la partie devient difficile à gagner sur le plan de l'argumentation technique. En dernier recours, le « spectre du chômage » est brandi, comme le reconnaîtra un membre de la direction⁴⁶. À Martigny, le directeur de l'usine communique au Conseil d'État sa fermeture prochaine au cours de l'été 1977⁴⁷. En février 1978, Alusuisse invite le gouvernement valaisan à faire pression à Berne pour obtenir des dérogations aux seuils de tolérance pour les polluants, « faute de quoi, une partie de la production d'aluminium sera arrêtée dans le canton »⁴⁸, menace la direction. Le 22 septembre 1978, une résolution du personnel d'Alusuisse est envoyée au Conseil d'État, évoquant les 450 emplois qui seraient en jeu en cas d'une décision trop contraignante du gouvernement⁴⁹. La Commission d'entreprise avait pourtant adopté unanimement une position bien différente lors de sa séance du 30 août 1978. Elle estimait

⁴³ Cité par Coralie Neurohr, *op. cit.*, p. 61.

⁴⁴ AEV, Fonds François Piot, Interpellation de Gilbert Emery, 31.11.1975.

⁴⁵ « Tribune libre. Le fluor et M^{me} Nanchen », *Le Nouvelliste*, 02.04.1977.

⁴⁶ Jean de Lavallaz cité par Bernard Luisier, « Le livre "à scandale" d'Urs Gasche », *Le Nouvelliste*, 22.10.1982.

⁴⁷ AEV, 3510-2, Inspection cantonale des fabriques, 10.11.9.2., Lettre de Marcel Guinand au conseiller d'État Guy Genoud, 7 juillet 1977.

⁴⁸ Cité par Gérard Tschopp, *Journal du Valais*, 22.02.1978.

⁴⁹ Cité par Coralie Neurohr, *op. cit.*, p. 101.

qu'une modernisation de l'usine était possible et permettrait à la fois de maintenir les postes de travail et de mieux protéger l'environnement⁵⁰. Mais cette option reste inaudible. Pour le syndicat FTMH, la problématique du fluor doit être traitée, en dernier recours, dans un rapport de confiance avec les directions en suivant le paradigme de la « Paix du Travail ». Cette fidélité explique aussi pourquoi la dénonciation de l'interpellation Nanchen a été rédigée par la direction au nom des ouvriers sans que ceux-ci ne s'en émeuvent publiquement, même si certains diront plus tard s'en être distancés⁵¹. En fin de compte, la crainte de perte d'emplois a tenu en respect ceux qui souhaitaient s'engager dans un rapport de force, comme l'expliquera le secrétaire chrétien social Yves Crettaz au journaliste Urs P. Gasche⁵².

Si le silence ouvrier a été moins complice que contraint, il reste que le rapport de la Commission fédérale mise sur pied durant la « guerre du fluor » ne dit pas un mot de la santé des travailleurs⁵³; que la modernisation des usines imposée en 1978 n'a rien à voir avec l'engagement syndical; et que la mémoire du conflit conserve l'image d'une lutte pour l'abricot plutôt que pour les « fluoritiques » de l'usine. Si les années 68 ont été riches en « rencontres improbables »⁵⁴, le rendez-vous entre paysans et ouvriers valaisans a été manqué.

⁵⁰ AÉV, Fonds FTMH-FOMH, 04/002, 1., PV de la séance du 30 août 1978.

⁵¹ Urs P. Gasche, *op. cit.*, p. 137.

⁵² Cité par Urs P. Gasche, *op. cit.*, p. 138. Crettaz est le seul représentant syndical à accepter de répondre à Gasche en été 1980.

⁵³ Bruno Böhlen (éd.), *Rapport du Groupe de travail Réduction des émissions fluorées de l'industrie de l'aluminium*, Berne, 1978.

⁵⁴ Xavier Vigna, Michelle Zancarini-Fournel, « Les rencontres improbables dans "les années 68" », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 101, 2008, pp. 163-177.

ÉVEILLER LES CONSCIENCES AVEC UNE GUITARE ET DES CASSETTES. LE TRAITEMENT MUSICAL DE LA CATASTROPHE DE SEVESO PAR LE CHANSONNIER AERNSCHD BORN

FLORIAN EITEL

*An däm Samschtig, wo d Theresa wie immer
Isch heim ko vom Bummel dur d Schtadt
Het si d Fänschter zuegmacht im Zimmer
Dr Gschtangg het si müed gmacht und matt
Noch zwei, drei Täg het sis vergässe
Wie die andre au, wo in dr Nöchi hän gwohnt
Si hän doch nit gwüsst, was si ässe
Und dräggigi Luft sin si längschstens schon gwohnt.*

Ce samedi-là où Teresa est rentrée
comme d'hab de sa tournée
elle a fermé toutes les fenêtres
tellement que ça puait et fatiguait
trois jours plus tard elle avait oublié
tout comme les autres qui habitaient là-bas tout près
faut dire qu'ils savaient pas ce qu'ils mangeaient
et l'air vicié, ils connaissaient depuis belle lurette.

Par ces lignes¹, le chansonnier bâlois Aernschd Born raconte l'histoire d'un samedi dans la vie de Teresa qui bouleverse sa vie et celle des autres travailleuses et travailleurs de la région de Seveso. Ce 10 juillet 1976 à 12 h 37, une erreur humaine dans l'usine chimique de l'ICMESA (Industrie Chimiche Meda S.A.) dans le village lombard de Meda provoque l'empoisonnement de la nature environnante sur quelque 1000 hectares et l'intoxication d'environ 3000 personnes. Au moment de l'arrêt hebdomadaire de la production, une surchauffe intervient sur une unité de fabrication de trichlorophénol

¹ Aernschd Born : « dört-n-in dr Nöchi », 6^e strophe, enregistrement sur le disque vinyle *Äntlig e Lied vom Ärnschd Born*, Therwil: duraphone-records, 1977. En libre accès sur www.borninbasel.ch et sur youtube: <https://youtu.be/y8du6TyiDzA>.

et dégage dans l'atmosphère une quantité encore inconnue à ce jour de dioxine de type TCDD pendant environ deux heures. Les jours suivants, des centaines d'animaux meurent, le feuillage des arbres se colore de jaune, les riverains toussent, la peau du visage des enfants se détériore. Plus tard, des défauts de vision, des hémorragies intestinales, des lésions au foie, des avortements massifs ainsi que l'augmentation des taux de cancer dans la région sont reliés à cet empoisonnement par la dioxine.

L'accident de production de l'ICMESA et le scandale de Seveso

Dans son troisième album du début de l'année 1977, Aernschd Born chante les événements apocalyptiques provoqués par l'une des pires catastrophes industrielles de l'histoire. Pour Born, la cause provient d'un pouvoir supérieur : celui-ci n'est cependant pas d'essence divine mais bien humaine et se trouve à environ 300 kilomètres plus au nord de Seveso, dans les étages de la direction de la firme multinationale Hoffmann-La Roche à Bâle, sa ville d'origine. Born accuse l'entreprise suisse de ne pas avoir respecté les normes de sécurité dans l'usine italienne de façon consciente, par cupidité. Plus les normes étaient basses, plus hauts pouvaient être les profits de la fabrication de trichlorophénol, utilisé comme substance de base pour de nombreux autres produits du groupe bâlois. Les recherches journalistiques et historiques menées sur l'usine du nord de Milan donnent rétrospectivement raison à la thèse promue par Born dans sa chanson².

Les responsables de Roche connaissaient le danger présenté par les processus de basse température utilisés à l'ICMESA. En 1953, un procédé similaire des usines BASF de Ludwigshafen avait conduit à une explosion. Quarante-deux ouvriers avaient été blessés, un était mort sur le coup et d'autres avaient subi les conséquences à long terme de l'intoxication au TCDD. Ce substrat de production du trichlorophénol compte parmi les variantes de dioxine les plus toxiques. L'action du TCDD sur les organismes est durable : cette substance inodore se dépose sur les textiles, les sols ou les murs, où elle entame son action maligne de façon insidieuse. En République fédérale d'Allemagne, cette expérience a amené à abandonner la production de trichlorophénol par les processus de basse température, ce qui n'a pas été le cas

² Les énumérations qui suivent sur le déroulement et la portée de la catastrophe sont tirées de : Matthias Hofmann, *Lernen aus Katastrophen nach den Unfällen von Harrisburg, Seveso und Sandoz*, Berlin, Ed. Sigma, 2008, pp. 201-278.

ailleurs, notamment à Meda près de Seveso. L'arrivée de cette production risquée en 1947 s'est faite à la fois pour répondre au besoin de développement industriel d'une région lombarde encore marquée par l'artisanat, mais aussi grâce à la faible législation environnementale en vigueur alors en Italie.

Dépendants de la société genevoise Givaudan puis du groupe Hoffmann-La Roche dès 1963, les exploitants de l'ICMESA connaissaient les risques de leur production, sans que la population de la région n'en soit informée. Le rapport de cette dernière à l'ICMESA était ambivalent : d'un côté, la firme était la plus grande employeuse locale avec environ 170 salarié·e·s et garantissait une certaine croissance économique ; de l'autre, des plaintes concernant des dommages environnementaux sont intervenues dès les années 1960. En 1966, l'intervention de riverain·e·s qui dénoncent la pollution des eaux de la Certesa amène à la promesse de l'installation d'une station d'épuration. Pourtant, signe du manque de volonté des industriels et de contrainte des autorités, la demande officielle de construction d'une telle structure n'intervient que sept ans plus tard.

Le scandale de Seveso ne concerne pas uniquement ces questions de sécurité industrielle, mais il résulte également des manques de communication des responsables après la catastrophe. La portée véritable de celle-ci est dissimulée aussi bien par les exploitants de l'ICMESA que par les directions de Givaudan et Hoffmann-La Roche. Quatre jours après la catastrophe, le siège bâlois de la firme sait que de la dioxine a été libérée. Par peur d'entacher sa réputation, l'entreprise garde d'abord le silence. L'exploitation de l'usine reprend d'ailleurs quelques jours plus tard, comme si rien ne s'était passé. Mais le mécontentement de la population augmente et une grève éclate six jours après l'accident. Hoffmann-La Roche n'informe ni les services médicaux de la région ni les administrations communales de Meda, de Seveso, de Rocca et de Cesano Maderno. Les maires apprennent neuf jours après l'incident que de la dioxine a été libérée, laissant dans l'intervalle les populations consommer des aliments provenant d'animaux et de sols contaminés. La première évacuation intervient après seize jours.

Après deux semaines de désinformation, les populations riveraines ne font plus confiance aux industriels ou aux autorités. Plusieurs habitant·e·s s'opposent à l'ordre d'évacuation. Des barricades sont dressées et des batailles de rue ont lieu avec les *carabinieri*. De nombreuses personnes reviennent dans les semaines suivantes de façon



Grève des ouvriers d'ICMESA, qui refusent de poursuivre les travaux de décontamination en raison de l'absence de mesures de sécurité. Photographie Dino Fracchia, Milan, 1976. Avec l'aimable autorisation de l'auteur.

illégale dans leurs habitations situées dans la zone contaminée. La conflictualité atteint aussi des installations de Roche en Italie ou des maisons de responsables en Suisse et en Italie, avec notamment des attaques à la bombe ou l'assassinat de l'ancien responsable de la production de l'ICMESA.

Au printemps 1977 débute le démontage de l'usine et la dépollution des sols. 300 000 m³ de déchets sont déposés dans des fûts à Seveso et Meda. Mais certains fûts contenant de la dioxine sont aussi retrouvés, après un bien curieux voyage, dans le nord de la France. Neuf ans après la catastrophe, en mai 1985, les derniers matériaux contaminés sont brûlés dans un four spécial de la Ciba à Bâle. Aujourd'hui encore, la région lombarde connaît de hauts taux de TCDD.

Dans l'intervalle, l'ICMESA a trouvé un accord d'indemnisation avec les communes concernées pour éviter la voie judiciaire. Une procédure a tout de même eu lieu et finit par condamner deux responsables de l'ICMESA et de Givaudan à des peines de prison. Le nom de Seveso, qui se trouvait sous le vent dominant soufflant depuis Meda, devient dès lors mondialement connu comme un marqueur du risque industriel, des limites du contrôle technique et de la responsabilité

des entreprises vis-à-vis de l'environnement et de la santé. Cette reconnaissance a résulté de l'engagement de plusieurs journalistes d'investigation, notamment ceux du *Corriere della Sera* ou de l'Allemande Birgit Kraatz³, mais aussi de musiciens et de chansonniers comme Aernschd Born.

Une expérience fondatrice à Milan

Au moment de la catastrophe, Aernschd Born est déjà un chansonnier politique qui s'est fait connaître pour son engagement contre l'énergie nucléaire⁴. Au printemps 1975, le chantier de la centrale nucléaire prévue à Kaiseraugst en Argovie est occupé. Une large coalition et de nouvelles formes de protestation obtiennent l'abandon de ce projet, ce qui fait de Kaiseraugst un point de cristallisation du mouvement environnemental émergent alors en Suisse⁵.

Le fait que Born se décide immédiatement après la connaissance de l'explosion de l'ICMESA à écrire une chanson à son sujet relève à la fois de son parcours intellectuel mais aussi de son parcours de vie⁶. La région de Seveso ne lui était pas inconnue. Après son apprentissage comme technicien de laboratoire-photo à Bâle, Born travaille de 1970 à 1973 à Milan, qui se trouve à 25 kilomètres au sud de Seveso. Son expérience dans la capitale lombarde devient un moment d'éveil politique pour le jeune exilé suisse. Âgé de 21 ans, Born s'intéressait déjà à des thématiques sociales, mais il ne se considérait pas, selon ses propres mots, comme quelqu'un de « politisé »⁷. Certes, son apparence

³ Birgit Kraatz (éd.), *Seveso oder wie Verantwortung zur Farce wird*, Hambourg, Rowohlt, 1979; Egmont R. Koch, Fritz Vahrenholt, *Seveso ist überall. Die tödlichen Risiken der Chemie*, Francfort, Fischer, 1980.

⁴ Il n'existe pas de biographie de Born. Quelques informations se trouvent cependant dans : Jürgen von Tomäi, « Endlich ein politischer Liedermacher », in *Schweizer Liedermacher*, Berne, Zytlogge, 1976, pp. 35-36; Aernschd Born, *Eifach e Lied. Die Worte meiner Songs aus fünf Jahrzehnten, 1967-2017*, Bâle, ambipress, 2017, pp. 477-485.

⁵ Voir David Häni, *Kaiseraugst besetzt! Die Bewegung gegen das Atomkraftwerk*, Bâle, Schwabe, 2018. Sur le rôle de Born et de ses chansons, voir Lorenz Rolli, *Auf den Spuren des Anarchismus in der Schweiz. Eine kritische Untersuchung des Liedes "d Ballade vo Kaiseraugscht" von Aernschd Born*, travail de séminaire en histoire contemporaine, Université de Fribourg, non publié, 2016.

⁶ Interview d'Aernschd Born (ci-après IAB) par l'auteur de ce texte, le 16 avril 2019 à son domicile de Reinach. Cet entretien a été enregistré sur deux fichiers audio. Toutes les citations de Born ont été traduites du dialecte bâlois au français.

⁷ IAB, 1^{re} partie, 4'34".

et ses longs cheveux détonnaient dans le Bâle bourgeois de l'époque, mais pour ses nouveaux amis milanais, il restait plutôt un doux hippie, se définissant comme un « individualiste », ce qui n'allait pas sans susciter de l'incompréhension parmi ses connaissances. L'Italie était alors le lieu d'une vaste confrontation politique, souvent violente, connue sous le nom des *anni di piombo*⁸. Ce contexte explique que les Italiennes et Italiens que Born fréquente alors se méfient du jeune Suisse. Born se souvient d'un moment marquant au cours duquel un de ses amis, perçu comme plutôt « calme et réfléchi », ouvre une caisse pour en sortir une batte de base-ball et un casque. Face à la mine perplexe de Born, son ami lui explique qu'il est communiste et qu'il ne se laissera pas faire par les fascistes⁹.

Born est d'autant plus marqué par le contexte italien qu'il vient de réaliser « sagement »¹⁰ son service militaire. Il participe à Milan à des manifestations de masse des syndicats, avec « plus de 100 000 personnes »¹¹. Cette expérience politique influence celui qui écrivait des chansons depuis ses 17 ans. Mais Born ne se laisse pas convaincre par l'utilisation de la violence en politique. Il reste tout au long de sa vie un adepte de la non-violence, qu'il accompagne cependant de textes aiguisés sur la situation politique et sociale. Le chansonnier politique était né.

Le chansonnier comme journaliste d'investigation

Les chansons politiques de Born sont marquées d'une volonté d'éveiller les consciences. Tel un journaliste d'investigation, il souhaitait dévoiler les liens d'intérêts cachés entre économie et politique. L'industrie chimique et atomique devient son champ de recherche privilégié dans les années 1970. Ainsi Born se pense aussi comme un « journaliste ou reporter chantant »¹².

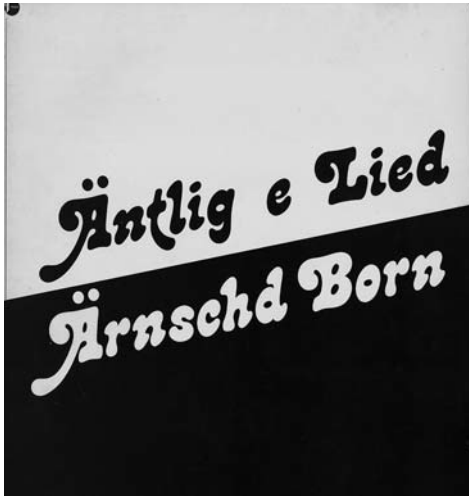
⁸ Mario Cervi, Indro Montanelli, *L'Italia degli anni di piombo, 1965-1978*, Milan, Corriere della Sera, 2011.

⁹ IAB, 1^{re} partie, 6'10" à 6'40".

¹⁰ IAB, 1^{re} partie, 4'56".

¹¹ IAB, 1^{re} partie, 6'44" à 6'58".

¹² IAB, 1^{re} partie, 29'56". Dans les années 1970, Born pouvait vivre de ses prestations en public. Dans les années 1980, il se réoriente avec le groupe Störfall plutôt sur les performances. Par la suite, il écrit également de nombreuses pièces satiriques pour la scène et pour la radio. Born vit aujourd'hui à Reinach, écrit toujours des chansons et se produit avec son Born Band Basel. 230 chansons sont regroupées dans : Born, *op. cit.*



Pochette et extrait du livret de l'album. Sur la photo du verso de l'album, on reconnaît Aernschd Born à droite, avec barbe et cheveux longs, lors d'un de ses concerts.



Le lien entre la question sociale et la question environnementale est marquant dans ses textes. Mais la critique de ceux qu'il considère comme responsables de la crise n'intervient que rarement de façon directe. La chanson consacrée à Seveso est emblématique sur ce point. Les albums de Born sont souvent garnis d'un matériel additionnel conséquent, que ce soit des paroles, des photos mais aussi des coupures de journaux ou d'autres sources écrites. On trouve ainsi dans l'album contenant la chanson sur Seveso la reproduction d'une interview du président de Hoffmann-La Roche parue dans le *Blick* le 6 août 1976 et un article de la *Neue Zürcher Zeitung* du 11 février 1977 consacré à l'étendue de la contamination.

Les créations de livret sont liées à la formation de Born dans un laboratoire-photo et son esthétique annonce celle du mouvement anarcho-punk de la décennie suivante¹³. Mais ce qui compte le plus pour lui, c'est de documenter ses propos et de renforcer leur crédibilité, comme un journaliste reproduit ses sources. Cette volonté l'amène à expérimenter une forme particulière pour sa chanson sur Seveso, loin des sentiers arpentés traditionnellement par la scène folk. Des enregistrements de discussion d'actrices et d'acteurs du drame sont insérés en introduction et dans cinq passages de la chanson, ce qui provoque des ruptures aussi bien dans la qualité de la prise audio que dans la langue. Dans l'introduction, deux Italiens discutent ainsi de l'étendue des contaminations :

- La zone A, ici, fait combien d'hectares, 75 ?
- Seulement la zone A, 63 hectares.
- Zone A, 63 hectares. Et la zone B ?
- 80 hectares, ce qui correspond à 63 000 mètres carrés (sic).
- Combien de personnes habitent dans la zone A et combien dans la zone B ?
- Entre la zone A et B, il y a environ 2000 personnes.

Sans élément contextuel, cette discussion laisserait l'auditeur perplexe. Mais le public de l'époque savait exactement de quoi il s'agissait. Les deux Italiens ne parlaient pas d'un projet de construction mais bien de deux zones différemment contaminées de Seveso. Born souhaitait reprendre les éléments de langage utilisé dans la couverture médiatique de la catastrophe :

Il suffisait de prononcer « Seveso » et pour tous, des images apparaissaient et l'on savait de quoi l'on parlait. Aujourd'hui, on emploierait d'autres termes. Mais à l'époque, Seveso a été, pour dix ans au moins, synonyme de destruction de l'environnement, de la culture, des places de travail, d'un rapport irresponsable avec notre monde¹⁴.

Signe de la forte présence de la catastrophe dans les esprits, jamais le terme de « Seveso » n'apparaît dans la chanson. Pourtant, les informations à son sujet restaient un objet de controverse et Born voulait aider à corriger la perception de ce drame. L'introduction permet au chan-

¹³ Mike Dines, Matthew Worley, *The Aesthetic of our Anger. Anarcho-Punk, Politics and Music*, New York, Minor compositions, 2016.

¹⁴ IAB, 2^e partie, 23'02" à 23'22".

Avec cette chanson écrite en dialecte bâlois, le public cible de Born se situe clairement au nord des Alpes, parmi les « travailleurs et universitaires faisant partie de cercles de jeunes, de gauche et d'écologistes »¹⁸. Born voulait montrer que les événements de Seveso, éloignés géographiquement, concernaient aussi les Suissesses et les Suisses.

Des biographies pour construire des ponts

Pour bâtir une proximité entre les populations italienne et suisse, Born utilise l'angle biographique. Il n'objective pas les victimes en citant des statistiques, comme le fait par exemple Venditti, mais il leur donne un corps, une voix, un nom. Il ne présente pas les événements « d'en haut, mais à partir des expériences des personnes concernées »¹⁹. La chanson reprend ainsi les propos du maire de Cesano-Maderno lors de la conférence de presse tenue une semaine après la catastrophe, qui informe la population des risques et ordonne l'évacuation de la zone contaminée. Le maire est présenté comme une figure du héros tragique, lui aussi victime de la désinformation des industriels et des autorités centrales, mais aussi de la contamination puisqu'il doit être hospitalisé suite à une lésion rénale, comme Born le chante dans la 8^e strophe : « Le maire ordonne l'évacuation / Il n'a pas d'autre choix / Avec ce poison dans ses reins et son foie / Lui aussi se retrouve à l'hôpital. »

Dans ce même passage, le chanteur donne la parole à une paysanne à qui les autorités interdisent de vendre ses œufs et qui se retrouve dans une situation matérielle précaire :

*Dr Agnesa ihri Schwöschter heig sich uff em Märt
Mit Eierverkauf könne knapp duureschloo
Und jetz heige ihre d Behörde erklärt
Das könn vo jetz aa nimm so wytergoh.*

La sœur d'Agnesa arrivait à se débrouiller
en vendant ses œufs au marché
et voilà que les autorités lui expliquent
Que ça peut pas continuer comme ça.

Cette paysanne est Agnese Arienti de Cesano, âgée d'une soixantaine d'années et rencontrée par Eliassen dans un bar à lait. Son témoi-

¹⁸ IAB, 1^{re} partie, 49'50" à 50'.

¹⁹ IAB, 2^e partie, 5'35" à 5'50".

gnage rappelle que les riveraines et riverains de l'usine ont consommé les produits contaminés de leurs jardins après la catastrophe par manque d'information. Cette « vieille Agnesa » de la chanson personifie les victimes paysannes de Seveso.

Un désarroi similaire se retrouve dans l'histoire du couple de travailleurs Teresa et Gianpietro. Ceux-ci auraient déménagé dans la région pour trouver un travail et fonder une famille. Mais ce rêve est brisé le 10 juillet 1976 :

*In d Umgäbig sin immer meh Lüt ko
Verzellt die alti Agnesa
Zum Bischpiil dr jungi Gianpietro
Mit sinere Frau, dr Theresa
Zwei Johr lang heige si baue
Mit Fründe am eigene Heim
Si heige nit eifach in s Blaue gläbt
In rüisige, rosige Dräum.*

*Si hei kocht us em eigene Garte
Für wenn ihre Maa vo dr Buez hei ko sei
Uff e Kind hän si sol lang welle warte
Bis si gnue z ässe heige für drei
Und es heige sich beidi nit gschonet
Bis si gwüsst hän, ihr Buschi hätts nümmi so schwär
Und jetzt sei si im fünfte Monet, das heisst
Wenn alles guet gange wär.*

Par ici on était de plus en plus nombreux
raconte la vieille Agnesa
par exemple le jeune Gianpietro
avec sa femme Teresa
pendant deux ans ils ont construit
leur chez soi avec des amis
z'ont pas vécu dans le bleu
en tirant des plans sur la comète.

Ce qu'elle cuisinait venait du jardin
pour quand son mari rentrait du turbin
et pour l'enfant, z'ont voulu attendre
d'avoir assez pour trois
se sont pas ménagés
avant d'être certains qu'leur gamin
aurait la vie moins dure
et maintenant, elle en serait au cinquième mois
enfin, si tout s'était bien passé.

La focale est donc portée par Born sur des histoires personnelles auxquelles son public pouvait s'identifier. Cela est d'autant plus valable que l'histoire de Teresa s'inscrit aussi dans le contexte du scandale du thalidomide. Dans les années 1960, ce médicament utilisé comme calmant ou somnifère par des femmes enceintes provoque de nombreuses malformations des fœtus, avant d'être interdit. En 1970, la procédure judiciaire contre son fabricant, la firme Grünenthal, est abandonnée suite à un accord d'indemnisations²⁰.

L'histoire de Teresa n'est pas fictive. Eva Eliassen se souvient encore d'avoir rencontré rencontré au début du mois d'août 1976 une femme enceinte de six mois qui s'inquiétait pour la santé de son enfant. «Nous avons mangé nos légumes durant cinq jours encore, puis deux de nos lapins sont morts et c'est à ce moment-là qu'on nous a informés que nous avons été intoxiqués!», rapporte Eliassen dans son article. En automne 1976, les controverses sont vives concernant les nombreuses fausses couches et les avortements, alors illégaux en Italie, des femmes de Seveso.

Bâle-Seveso, la question de la responsabilité

La question de la responsabilité de la catastrophe jette également un pont entre la Suisse et l'Italie. Born raconte : « ce qui s'est passé à Seveso nous concerne, ces choses arrivent avec notre complicité (...). J'ai voulu montrer (notre) implication morale. »²¹ Dans les parallèles qu'il tire entre Seveso et Bâle, le chanteur distingue entre les populations victimes des pollutions industrielles et les responsables des multinationales, comme le montre le refrain de la seconde partie de la chanson :

*Und ich bi diräggt us där dräggige Schtadt
Wò Gift exportiert het und das wüsse doch jetz
Mini Fründ und Kollege au.*

Et j'suis sorti droit direct de cette ville cradingue
Où on a exporté du poison, mes amis et collègues
aussi le savent à présent.

²⁰ Thomas Grossbölting, Niklas Lenhard-Schramm (éd.), *Contergan. Hintergründe und Folgen eines Arzneimittel-Skandals*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2017.

²¹ IAB, 1^{re} partie, 33'56" à 35'05".

Le refrain de la première partie jouée, lui, sur le séjour de Born à Milan :

C'est là-bas tout près [*dört-n-in dr Nöchi*] que j'travaillais
le weekend je retournais à la campagne
chez les copains et les amis.

Cette construction permet à Born de créer une dichotomie entre un « pays » connoté positivement et une « ville » connotée négativement. Quant au lien entre Bâle et Seveso, il est encore appuyé par la succession des chansons présentes sur l'album. La chanson suivant celle qui est consacrée à Seveso est « *Z Basel an mim Rhy* », écrite en 1975 et dans laquelle Born présente le Rhin non pas comme un fleuve mais comme un tas de fumier :

*Aber uff dr Pfalz
De Tourischte gfallts
Lueg, die Gülle isch dr Rhi
Un dört hinde sehsch d Chemie
Uff dr Basler Pfalz.*

Mais sur la terrasse de la cathé,
les touristes se plaisent
tu vois ce lisier, c'est le Rhin,
et derrière là-bas c'est la chimie,
les palais bâlois²².

Le sentiment de culpabilité ne doit donc pas seulement concerner ceux qui ont exporté les risques industriels en Italie, mais aussi celles et ceux qui sont conscients des liens entre Bâle et Seveso et n'entreprennent rien contre les pratiques de la chimie bâloise. Cette critique à l'exportation de places de travail dangereuses et insalubres à l'étranger se retrouve dans la chanson *Export (Heimatliedchen)* écrite en 1980 :

*Und wo findsch in däm Ländli
Die viile Arbeitsplätz
Wo Gift müen produziere
Und goht mol öppis lätz
Denn trifft's per Zuefall Seveso
Odr sunsch e fremde Ort
S Schwizer Wunderwort
Das heisst Export.*

²² « *Z Basel an mim Rhi* » sur l'album *Äntlig e Lied vom Ärnshd Born*, 1977, et dans *Eifach e Lied*, op. cit., p. 462.

Et où dans ce petit pays
tu trouves toutes ces places de travail
qui doivent produire du poison
et quand ça déraile
ça touche par hasard Seveso
ou un autre endroit loin d'ici
le mot magique en Suisse
c'est Exportation²³.

Cette chanson a été écrite pour une manifestation contre la fabrique de machines Sulzer de Winterthur qui vendait des dispositifs à l'eau lourde à la junte militaire argentine. Born reprend le lien entre écologie, pacifisme, éthique et engagement à gauche. Il lutte à la fois contre la construction d'armes atomiques et contre l'industrie d'exportation « neutre » de la Suisse qui aide une dictature militaire à réprimer des mouvements de gauche. Pour Born, l'argent, comme les poisons, n'a pas d'odeur : « La Hoffmann-La Roche, on l'a, nous, à Bâle. Mais c'est pas à Bâle qu'on produit du poison aussi empoisonné, ça serait bien trop dangereux pour nous les Bâlois. »²⁴

Un révolutionnaire avec guitare ?

La mise en musique de la catastrophe de Seveso appelle-t-elle à une action concrète ? Pour le dire autrement : a-t-on affaire à une *protest song* ? Aujourd'hui, Born ne le croit pas :

Ce serait un abus de dire, à la fin, que faisons-nous maintenant ?
Dehors dans les rues, à bas Roche : cela ne correspondrait pas du tout à la chanson²⁵.

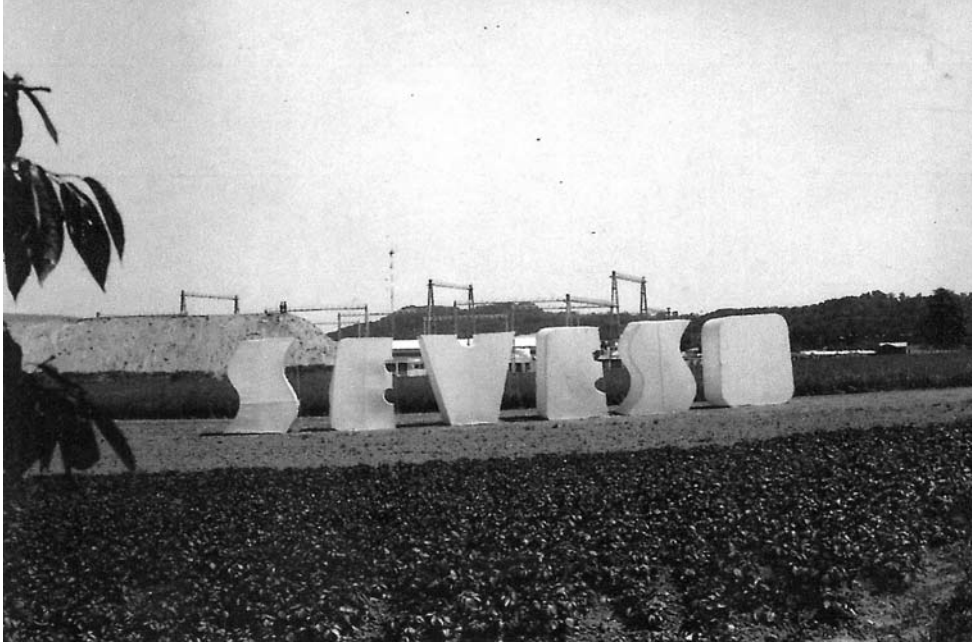
D'autres textes du Bâlois contenaient pourtant un appel à l'action, comme la *Ballade de Kaiseraugst* (*D Ballade vo Kaiseraugscht*) de 1975, qui se conclut sur ces mots : « Et si on veut arriver à quelque chose / on crée deux, trois, plusieurs Kaiseraugst. »²⁶ Born détourne le

²³ Born, *Eifach e Lied*, op. cit., p. 158.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ IAB, 2^e partie, 6'15" à 6'22".

²⁶ Extrait de *D Ballade vo dr Münschterfährli*. La chanson figure aussi dans le recueil emblématique de l'esprit contestataire de Born et d'autres chansonniers : Aernschd Born et al., *Trotz der Obrigkeit. Lieder zur Schweizer Geschichte*, Gümligen, Zytglogge Verlag, 1977. Sur la question d'une invitation à l'action directe s'inclinant dans la tradition anarchiste, voir Rolli, op. cit., pp. 22-24.



Mémorial pour Seveso construit par les activistes antinucléaires lors d'une manifestation contre la construction de la centrale nucléaire de Leibstadt, le 29 mai 1977. Dokumentationsstelle Atomfreie Schweiz, collection Jürg Braun.

slogan très prisé des soixante-huitards « Créer deux, trois, plusieurs Vietnams », lancé par Ernesto Che Guevara en 1967.

La conclusion de la chanson consacrée à Seveso peut pourtant aussi être entendue comme une invitation à l'action directe révolutionnaire. Born appelle à la prise de contrôle populaire de la production, dans la tradition des discours marxistes ou anarchistes de critique du capitalisme. Le chanteur augmente le son de sa voix, mais emprunte aussi un registre de la lutte des classes :

*Und solang mirs nit kontrolliere
Was mir schaffe, werum und wie viil
Hämmir unseri Arbet z verliere und setze
Unser Läbe uff s Schpiil für die
Hämmir unseri Arbet z verliere und setze
Unser Läbe uff s Schpiil.*

Et tant qu'on contrôle pas
 ce qu'on produit, pourquoi et combien
 on peut que perdre notre boulot
 et mettre notre vie en jeu pour eux
 on peut que perdre notre boulot
 et mettre notre vie en jeu.

Cette interprétation correspond aux idéaux anticapitalistes des années 68 et des nouveaux mouvements sociaux, tout en étant aussi un *topos* des textes de Born. L'artiste relie constamment les questions écologiques et sociales. Sa chanson sur Seveso ne se focalise ainsi pas seulement sur les dommages environnementaux mais s'intéresse aussi aux conséquences sanitaires. Si Born ne peut pas être décrit comme un *songwriter* militant à l'image des anarchistes Pietro Gori ou Joe Hill, il fait tout de même figure de porte-parole pour la classe ouvrière. Son parcours s'inscrit aux côtés des ouvrières et ouvriers :

La chanson ne serait pas parue, sous cette forme, sans le syndicat. Cela m'a ouvert le public des travailleuses et travailleurs, principalement de la chimie, du textile et du papier. Je ne viens pas du milieu étudiant, mais j'ai fait un apprentissage, je viens de l'industrie de l'impression²⁷.

Aernschd Born participe ainsi pleinement du courant des chanteurs de gauche, antinucléaires et proches des nouveaux mouvements sociaux. Ses chansons peuvent être vues comme des « médias de protestation et de mobilisation »²⁸ qui aident à bâtir une culture politique alternative. Mais sa formation d'ouvrier l'amène aussi à insérer du rouge à l'intérieur du mouvement vert naissant. Born fait ainsi figure de médiateur entre la question sociale du 19^e siècle et la question environnementale des années 1960 et 1970, un passeur entre le mouvement ouvrier et le mouvement écologiste.

*Traduit de l'allemand par Alexandre Elsig,
 avec l'aide d'Ursula Gaillard pour les chansons*

²⁷ IAB, 1^{re} partie, 46'25" à 47'01".

²⁸ Detlef Siegfried, « Pop und Politik », in Alexa Geisthövel, Bodo Mrozek (éd.), *Pop Geschichte*, vol. 1, Bielefeld, transcript, 2014, pp. 33-56.

L'AFFAIRE CISA OU LES LIMITES DU TRAITEMENT JURIDIQUE ET TECHNIQUE D'UN CAS DE POLLUTION INDUSTRIELLE À LA CHAUX-DE-FONDS

JULIEN GRESSOT

Le 4 août 1988, le Tribunal de police de La Chaux-de-Fonds rend son verdict dans « l'affaire CISA »¹. Cet épisode conclut ce qui a été qualifié d'« été noir » pour l'entreprise chaux-de-fonnière de traitement des solvants usagés Catalyse Industrielle SA (CISA). En effet, en 1985, CISA connaît plusieurs accidents successifs. Une forte pollution de son sous-sol est également constatée. Les deux directeurs de l'entreprise parapublique – à partir de 1975 le conseil d'administration de CISA regroupe Armin Küng, la Ville de La Chaux-de-Fonds et, dès 1976, la Sonderabfallverwertungs AG (SOVAG), à raison d'un tiers chacun – sont reconnus coupables. Le premier écope de sept jours d'emprisonnement avec sursis et de 5000 francs d'amende. Provenant de Bâle où il travaille dans une entreprise de chimie, Armin Küng est à l'origine du projet CISA. À la fin de l'année 1973, il avait convaincu les autorités chaux-de-fonnières de lui donner les moyens de concrétiser son idée pour lutter contre les nuisances des déchets spéciaux. Cette proposition tombait à point nommé pour résoudre l'épineux problème, très sensible à La Chaux-de-Fonds, de l'élimination des solvants, principalement les hydrocarbures chlorés tels que le trichloréthylène et le perchloréthylène, utilisés de manière importante par l'industrie horlogère et la sous-traitance pour éliminer les impuretés des pièces métalliques et les nettoyer². Le second accusé, Bêat Boesiger, son successeur, est condamné à trente jours de prison avec sursis et au

¹ Voir Julien Gressot, *Nuage toxique sur La Chaux-de-Fonds. CISA : histoire d'une entreprise de traitement des solvants usagés (1974-1999)*, Université de Neuchâtel, mémoire de master, 2018.

² Archives personnelles de Jean-Jacques Miserez (APJJM), Dominique Evard, Élimination des solvants chlorés, Travail effectué pour le compte du Service d'hygiène de la Ville de La Chaux-de-Fonds, 17 janvier 1972.

versement de 15 000 francs. Le troisième homme sur le banc des accusés, Jean-Marie Boichat, représentant de la Ville de La Chaux-de-Fonds dans le conseil d'administration de CISA, est totalement blanchi.

Ce procès est l'aboutissement de trois années d'enquête sur les événements survenus durant l'été 1985 à l'entreprise CISA. Tout d'abord, le 22 juin, le Spéléo-club des Montagnes neuchâteloises (SCMN) découvre une importante contamination du gouffre situé sous l'usine de traitement des déchets chimiques. La cavité est dans un tel état d'insalubrité que la dépollution est urgente³. Puis, le 19 juillet, une citerne se déchire en déversant plus de 6000 litres de produits chimiques sur le sol. Une partie ne peut être récupérée et atteint la Station d'épuration (STEP). La réaction rapide d'un employé permet de sauver la partie biologique des installations de la STEP, mais envoie les polluants dans la Ronde – un cours d'eau canalisé – qui finit sa course dans la rivière du Doubs. Le 22 juillet, la mort de 15 000 à 20 000 truitelles est constatée dans une pisciculture jouxtant le Doubs⁴. Pour conclure cet « été noir », le 13 août survient l'épisode le plus impressionnant : l'émanation d'un nuage toxique rouge-orange au-dessus de l'usine, conséquence d'un mauvais mélange de produits chimiques dans une cuve. Ce nuage est repoussé par le vent à l'opposé de la ville en direction d'une carrière où il se dissipe progressivement. L'alerte a cependant été donnée à la radio romande, demandant aux habitants du quartier de ne pas sortir de chez eux et de se calfeutrer. Le lendemain, les autorités de La Chaux-de-Fonds déclarent que ce communiqué a déclenché une panique « très disproportionnée »⁵. Plus sensationnaliste, *L'Impartial* évoque un « mini-Bhopal évité de justesse »⁶, en référence à la catastrophe survenue en Inde l'année précédente. CISA est alors placée sous contrôle. Le Conseil d'État de Neuchâtel songe à fermer le site⁷, puis se ravise en souhaitant d'abord trouver

³ Jean-Louis Christinat, *Rapport sur l'état, en 1985, de 53 cavités naturelles du canton de Neuchâtel*, La Chaux-de-Fonds, SCMN, 1986.

⁴ Patrick Fischer, « 20 000 poissons trinquent dans le Doubs », *L'Impartial*, 9 août 1985.

⁵ Pierre-Alain Bovet, « Un accident dans une usine de traitement de déchets provoque une panique très disproportionnée », *Le Matin*, 14 août 1985.

⁶ Patrick Fischer, « Mini-Bhopal évité de justesse », *L'Impartial*, 14 août 1985.

⁷ Archives de l'État de Neuchâtel (AEN), DGT-258, CISA, n° 14.3, Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil à l'appui d'un projet de décret portant sur l'abandon de la créance de 410 000 francs accordée à titre de prêt à CISA et sur l'octroi d'un crédit de 250 000 francs pour permettre la liquidation de la Société, au plus tard le 31 décembre 1986, mai 1986, rapport non publié.

une solution de rechange. La justice se saisit du dossier. Différentes analyses sont réalisées pour définir l'ampleur des dégâts et des responsabilités. Il faudra trois années pour connaître les conclusions de la procédure.

Ce cas de pollution industrielle est particulièrement éclairant pour examiner le fonctionnement de la justice et ses difficultés à mettre en évidence les conséquences de la contamination. Les espoirs placés dans la technique, dans ce cas par les autorités politiques, y sont particulièrement visibles. La technique est pensée comme pouvant résoudre tous les problèmes – ici l'élimination des déchets industriels – sans même qu'une analyse des risques qu'elle induit ne soit effectuée. Certaines considérations sont retenues par la justice, alors que d'autres sont laissées de côté. À cet égard le cas de la pisciculture de La Rasse permettra d'approfondir les rouages de la procédure judiciaire. Dans cette affaire, le choix technologique est abordé de manière transversale par la justice – servant à incriminer ou à disculper les accusés –, alors qu'il est central pour comprendre les déboires de l'entreprise Catalyse Industrielle SA.

«L'affaire CISA» s'inscrit dans une période de montée des préoccupations environnementales en Suisse et dans le monde occidental en général, comme l'a montré François Walter⁸. L'usine de traitement des déchets ouvre en 1974 pour résoudre les problèmes de l'élimination des solvants qui étaient jusque-là soit déversés dans les canalisations, soit brûlés à l'air libre à la décharge des Bulles en périphérie de La Chaux-de-Fonds. La combustion à l'air libre produisait des fumées noires pouvant se sentir jusqu'à la place du Marché. Elle a suscité des oppositions à partir du milieu des années 1960 au moins⁹. Les autorités se mettent alors à la recherche de solutions, à une époque où il n'existe pas encore réellement de procédés techniques utilisés à large échelle. Un four spécialisé pour les solvants a été proposé, mais son coût en a empêché la concrétisation. C'est finalement l'invention d'Armin Küng – réutiliser les produits chimiques après les avoir filtrés et purifiés – qui est retenue sans que de véritables analyses ne soient menées.

⁸ François Walter, *Les Suisses et l'environnement. Une histoire du rapport à la nature du 18^e siècle à nos jours*, Genève, Zoé, 1990.

⁹ Réponse à l'interpellation de M. Jacques Béguin, procès-verbal de la séance du 16 février 1965, in *Procès-verbaux du Conseil général de La Chaux-de-Fonds (PVCGCF) 1964-66*, Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds (BVCF), cote PF626, pp. 168-169.

L'étude de ce cas dans un contexte de prise de conscience écologique est très intéressante en regard de l'histoire des pollutions industrielles en développement ces dernières années¹⁰. Elle permet notamment d'attirer l'attention sur une tentative de résolution du problème de la pollution industrielle et du traitement des déchets chimiques, thématique qui demeure encore peu questionnée¹¹, et sur les outils à disposition de la justice pour traiter d'une contamination d'origine industrielle. Au début des années 1970, les règlements pour lutter contre les nuisances industrielles sont lacunaires. Dans cette situation, ce sont les autorités communales qui décident de la création de CISA, sans examiner le risque engendré par ce choix technologique. L'option sélectionnée par La Chaux-de-Fonds est de réaliser une structure industrielle pour lutter contre la pollution industrielle, raisonnement qui mériterait en soi une réflexion approfondie. Loin de prétendre répondre à l'entier des problématiques qui ont accompagné l'émergence d'outils – plus ou moins efficaces – pour lutter contre la pollution au début des années 1970, cette étude de cas se veut une contribution à l'histoire des pollutions industrielles en Suisse en faisant émerger certains enjeux et certaines visions qui accompagnent le traitement des déchets chimiques de l'industrie. L'angle choisi n'est pas celui d'une histoire purement descriptive d'un dispositif technique, mais celui d'une histoire de l'innovation et une histoire juridique et socioculturelle d'une pollution industrielle.

Les différentes expertises

En 1988, le dossier remis à la justice comporte 1250 feuillets¹². Plusieurs expertises ont été réalisées pour qualifier les événements survenus durant « l'été noir » de l'entreprise CISA. Les experts sont confrontés à plusieurs écueils. En effet, il n'est pas aisé de retracer

¹⁰ Voir notamment François Jarrige, Thomas Le Roux, *La contamination du monde. Une histoire des pollutions à l'âge industriel*, Paris, Le Seuil, 2017 ; Thomas Le Roux, *Le laboratoire des pollutions industrielles. Paris, 1770-1830*, Paris, Albin Michel, 2011 ; Thomas Le Roux, Michel Letté (dir.), *Débordements industriels. Environnement, territoire et conflit (XVIII^e-XXI^e siècle)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013 ; Geneviève Massard-Guilbaud, *Histoire de la pollution industrielle, France, 1789-1914*, Paris, EHESS, 2010 ; Alexis Zimmer, *Brouillards toxiques. Vallée de la Meuse, 1930, contre-enquête*, Bruxelles, Zones sensibles, 2016.

¹¹ Pour une première approche généraliste sur la question des déchets, voir Sabine Barles, *L'invention des déchets urbains. France 1790-1970*, Seyssel, Champ Vallon, 2005.

¹² Robert Nussbaum, « Feuilleton-catastrophe CISA : le verdict », *L'Impartial*, 5 août 1988.



Photographie de Marcel Gerber de l'extérieur de CISA, parue dans *L'Impartial* du 14 août 1985. Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds, Département audiovisuel (DAV), Fonds iconographique courant, P2-4071.

précisément le trajet des liquides, l'intensité de la contamination ou encore de délimiter des périodes claires à chaque pollution. Les conclusions des spécialistes peuvent varier selon les objectifs et les raisons pour lesquels ils ont été mandatés.

Nous pouvons classer les études en trois catégories : premièrement, celles des services de police et de lutte contre les incendies ; deuxièmement, celles des experts dits indépendants, chargés de mettre en lumière le fonctionnement de CISA et la possibilité de poursuivre les activités de l'entreprise ; troisièmement, celles de spécialistes basant leurs analyses sous l'angle scientifique.

Les rapports de police se concentrent sur l'établissement des faits, mais aussi sur le risque couru par les habitants de la région. Le potentiel de destruction est alors mis en avant, comme dans le compte rendu qui suit la rupture de la citerne :

Nous tenons à préciser qu'en cas de feu à CISA et que la situation ne puisse être maîtrisée dans les premières minutes, nous nous trouverions alors devant une catastrophe écologique dont l'ampleur n'a jamais été vue en Europe. En plus, la population de La Chaux-de-Fonds serait immédiatement menacée très gravement et cela risquerait, selon



Photographie de Marcel Gerber des rangées de fûts après les accidents, parue dans *L'Impartial* du 8 septembre 1986. Bibliothèque de la Ville de de La Chaux-de-Fonds, DAV, Fonds iconographique courant, P2-4226.

les conditions météorologiques, de se solder par des centaines de morts et des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants atteints dans leur santé, plus ou moins gravement. À cela, il faudrait aussi rajouter les dégâts irréversibles à la faune et à la flore.¹³

Le groupe d'experts missionnés pour analyser l'organisation du site souligne également les menaces, mais propose une série de mesures pour les réduire et permettre la réouverture de l'usine :

Il résultait de cette situation [l'absence de nombreux éléments de sécurité et la présence de 430 000 litres de produits inflammables] un risque très élevé d'incendie et d'explosion en raison de la disposition des lieux et de l'état des installations. Le danger potentiel d'un sinistre était considérable pour la population ainsi que pour le personnel des services de secours...¹⁴

¹³ APJMM, Rapport de police de l'intervention CISA, 29 juillet 1985.

¹⁴ Archives du Service de l'Énergie et de l'Environnement (ASENE), RE, n° 64, A. Burger et al., Rapport d'expertise concernant l'évaluation des risques et la prise de mesures de sécurité pour l'exploitation de Catalyse Industrielle SA à La Chaux-de-Fonds, 31 janvier 1986.

Cette analyse expose les faits six mois après les accidents et s'exprime au passé. L'accent est placé sur ce qu'il manque en matière de sécurité pour reprendre les activités de l'entreprise et part du principe qu'il est possible d'améliorer la situation. Jusqu'à la fermeture du site en 1999, CISA demeure sous la surveillance d'experts sans pour autant que toutes les mesures de sécurité demandées ne soient installées.

Quant à Jean-Jacques Miserez, ce chimiste doit déterminer la composition des polluants dans le gouffre après la rupture de la citerne. Le ton qu'il utilise se veut factuel et mesuré :

Si la pollution du gouffre des Anciens Moulins est indéniable et importante, l'examen des échantillons ne permet pas de définir l'intensité, la fréquence et le mode caractérisant les apports de toxiques à la surface (input). En effet, la cavité se comporte comme un réservoir à plusieurs entrées avec au moins une sortie (output). Le degré de contamination des boues et, dans une moindre mesure, des eaux, n'est donc que le résultat d'échanges en fonction de l'hydraulique du système, échanges où les phénomènes physico-chimiques tels que l'adsorption, la solubilité et l'évaporation jouent un rôle considérable¹⁵.

Cette remarque illustre bien les précautions employées par un scientifique. Or, cela complique le travail de la justice, car celle-ci a besoin de faits clairs et indiscutables pour établir des corrélations entre accidents et pollutions, comme nous allons le voir avec les considérants de la sentence de 1988.

Le jugement du Tribunal de police du 4 août 1988

Le Tribunal de police de La Chaux-de-Fonds condamne les deux directeurs et disculpe l'administrateur du conseil d'administration de CISA. Les éléments retenus pour justifier la culpabilité d'Armin Küng et de Béat Boesiger consistent en des atteintes à la Loi fédérale sur la protection des eaux contre la pollution (LPEP) de 1971 et à la Loi sur la protection de l'environnement (LPE), entrée en vigueur en 1985. Armin Küng est jugé responsable du déversement d'eaux de rinçage et de cassage dans le gouffre, ce qu'il a admis devant le Tribunal. Béat Boesiger reçoit une peine pour négligence lors du déchirement de la citerne le 19 juillet, d'une pollution à l'acétone datée du 9 juillet

¹⁵ ASENE, Jean-Jacques Miserez, Résultats d'analyses d'air, d'eaux et de boues dans le gouffre des Anciens Moulins (Commune de La Chaux-de-Fonds) – en complément, analyses de liquides prélevés à CISA, 6 août 1985, p. 8.

– qu'il a reconnue durant son interrogatoire – et de la pollution de l'air suite à l'émanation du nuage toxique le 13 août. Pour le reste, les liens de cause à effet ne sont pas établis et la présomption d'innocence prévaut. Par exemple, le vidage des fûts de toluène des Fabriques de Tabac Réunies (FTR) dans le gouffre, épisode découvert lors de l'enquête, n'est pas retenu comme facteur de pollution, «le caractère polluant de ce produit n'ayant pas été établi», d'après le Tribunal de police¹⁶. L'administrateur de CISA est acquitté, car il n'est pas estimé responsable de l'usine et de son état. Il devait répondre devant la justice de n'avoir pas pris les mesures suffisantes pour assurer la bonne marche de l'entreprise. Selon le Tribunal, il ne pouvait, avec sa formation, connaître la gravité de ce qui se passait au sein de l'entreprise même s'il «savait que les installations avaient été bricolées par Armin Küng»¹⁷. Malgré des moyens insuffisants et un choix du lieu discutable, la commune de La Chaux-de-Fonds et le Canton de Neuchâtel ne sont pas inquiétés par la justice, fait souligné par les avocats de la défense qui essaient de démontrer que les deux directeurs sont des boucs émissaires. Pourtant la juge Valentine Schaffter retient qu'«on ne peut reprocher à Béat Boesiger l'emplacement de CISA, dès lors que les autorités, alors même qu'elles savaient que l'entreprise se trouvait sur un gouffre, ont néanmoins donné l'autorisation d'agrandir en 1975»¹⁸. Cette remarque montre que la justice a conscience d'une certaine responsabilité des autorités, car celles-ci ont non seulement donné une autorisation pour l'extension de l'usine, mais elles l'ont surtout financée.

La mission donnée aux directeurs, à savoir «de produire et d'être rentable»¹⁹ et d'être «une entreprise à caractère commercial, soumise aux lois du marché et de la rentabilité»²⁰ n'est pas non plus prise en considération. Cet aspect a pourtant influé sur la marche de CISA, comme le montre le cas des fûts apportés par les Fabriques de Tabac Réunies (FTR). C'est d'ailleurs une des lignes de défense de Béat

¹⁶ ASENE, CASAPSD, s.4, d.1, Jugement du jeudi 4 août 1988 du Tribunal de Police du district de La Chaux-de-Fonds, N° 33623 – CH 643-1610/85, p. 30.

¹⁷ *Ibid.*, p. 32.

¹⁸ *Ibid.*, p. 30.

¹⁹ *Ibid.*, p. 26.

²⁰ Rapport de la commission du Conseil général chargée de recueillir des renseignements plus approfondis sur l'activité de Catalyse Industrielle S.A. et de sa collaboration avec la Commune, 7 mai 1975, in *PVCGCF 1972-1976*, pp. 1302-1309, p. 1305.

Boesiger qui explique qu'il ne voulait pas traiter ces fûts. Selon lui, l'administrateur de la société Jean-Marie Boichat lui aurait répondu qu'il n'était pas possible de ne pas traiter les produits d'une entreprise du canton²¹. Cela illustre les conditions et les difficultés auxquelles pouvaient être confrontés les dirigeants de CISA.

Finalement, malgré l'enquête approfondie menée par la justice, seuls les faits reconnus par les accusés constituent les considérants de la condamnation. Faute de preuves, les autres accusations sont abandonnées. Pour mieux cerner les raisons de la justice, nous allons examiner plus en détails le cas de la mort des poissons.

Le cas de la pisciculture de La Rasse

Le 22 juillet 1985, une grande partie des 25 000 truitelles de la pisciculture de La Rasse appartenant à l'Association des pêcheurs La Gaule sont retrouvées mortes et les survivantes sont relâchées dans le Doubs. Cette découverte survient après le déversement dans la nature d'une matière polluante de « plus de 1000 litres, peut-être 2000 litres »²² suite au déchirement de la citerne déjà évoqué. Le 23 août 1985, après le nettoyage du bassin et la réintroduction de 15 000 truitelles, des poissons meurent à nouveau²³. Déterminer exactement les faits et les responsabilités de ces deux événements occupe les experts. Deux questions retiennent particulièrement l'attention : le chemin parcouru par les produits toxiques et la quantité de polluants qu'il faut pour mettre en danger la faune.

Selon le rapport de police de l'agent Ledermann, cité dans le procès-verbal du jugement du 4 août 1988, « ces produits ne se sont pas déversés dans le gouffre [...] mais dans les canalisations, qui aboutissent au collecteur principal des égouts, pour arriver à la STEP. Une partie a alors été déviée dans la Ronde [...]. Il est prouvé par les essais de coloration que les eaux de la Ronde arrivent à Biaufond, en aval de la pisciculture »²⁴. D'après cette analyse, la pollution ne pouvait donc pas provenir des eaux de la Ronde. Les temps de trajet des liquides sont alors examinés. Depuis le gouffre situé sous CISA, il faut « environ 50 heures, par fortes pluies, à l'élément liquide pour parcourir les conduits souterrains et ressortir dans le Doubs, on constate que

²¹ ASENE, CASAPSD, s.4, d.1, Jugement du jeudi 4 août 1988..., p. 20.

²² *Ibid.*, p. 13.

²³ *Ibid.*, p. 15.

²⁴ *Ibid.*

cela correspond avec le jour où les installations de l'Association des pêcheurs ont connu le problème du 21 juillet [...] et non pas le 22 juillet comme mentionné dans la plainte»²⁵. D'après cette assertion, la pisciculture a donc été touchée par la pollution avant la mort des poissons. Toujours selon le rapport de police, il n'est pas possible d'établir un lien avec les deux accidents survenus à la pisciculture. Finalement sa conclusion est qu'il n'a été trouvé «aucun élément qui puisse prouver que les produits, qui sont partis de CISA, sont bien ceux qui ont provoqué les deux pollutions de la pisciculture de La Rasse»²⁶. Ces remarques auraient pourtant pu être infirmées par les essais réalisés depuis le début du XX^e siècle à La Chaux-de-Fonds pour déterminer les voies suivies par l'eau dans son sous-sol²⁷. En effet, une des particularités de la région est d'être karstique. Connaître les voies souterraines suivies par les liquides est donc particulièrement difficile – de nouveaux chemins pouvant apparaître régulièrement suite à l'action répétée de l'eau –, ce qui rend les experts beaucoup plus prudents que le policier lorsqu'il s'agit d'émettre des hypothèses²⁸.

Le second point débattu est le rôle de la pollution dans la mort des poissons. Ces derniers ont succombé à une maladie, l'ichthyophthirius multipliée. Or, le lien entre la maladie et la pollution n'est pas clairement établi. Selon le Laboratoire pour le diagnostic des maladies des poissons à Berne, «si la pollution diminue la résistance des poissons à l'ichthyophthirius multipliée, elle n'est pas en elle-même la cause de cette maladie»²⁹. D'après cet avis, la pollution a tout au plus favorisé la propagation de la maladie dans la pisciculture, mais ne peut pas être considérée comme son déclencheur.

Ainsi l'enquête de police ne réussit pas à déterminer le trajet des produits liquides entre le secteur de l'entreprise et le Doubs. Elle ne parvient pas non plus à définir que les polluants de CISA sont à l'origine des accidents à la pisciculture, ni que la pollution est la cause de la mort des poissons.

Le jugement prend acte de ces interprétations et ne retient aucun élément contre CISA. En effet, «il subsiste un doute quant au rapport

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Par exemple : J. Curti, «Emposieux de La Chaux-de-Fonds», *Bulletin technique de la Suisse romande*, 4^e trimestre 1917.

²⁸ Michel Blant (dir.), *Point(s) d'eau*, La Chaux-de-Fonds, Direction des Affaires culturelles de la Ville de La Chaux-de-Fonds, 2003, pp. 40-41.

²⁹ ASENE, CASAPSD, s.4, d.1, Jugement du jeudi 4 août 1988..., p. 15.

entre cet accident [la rupture de la citerne] et le dommage subi par la pisciculture de La Rasse»³⁰. La justice s'appuie principalement sur le rapport Ledermann « très circonstancié », quand bien même ce dernier ne possède pas de compétences particulières en matière de pollution, ni de connaissances du sous-sol chaux-de-fonnier ou de la faune. Ainsi, pour la juge :

En l'absence d'analyse des eaux du bassin où se trouvaient les truitelles, il n'est pas possible d'établir un lien de causalité. Quant à la maladie dont sont morts les poissons, elle n'apporte pas plus d'éléments, n'étant pas causée directement par des pollutions. Aussi, dans le doute, convient-il de retenir que l'entreprise CISA n'est pas à l'origine de la mort des truitelles le 21 juillet 1985³¹.

Sur ce point, l'entreprise CISA est exonérée de toute responsabilité.

Si la justice ne veut pas établir de lien indiscutable entre CISA et la mort des poissons, le Conseil d'État neuchâtelois n'a pas les mêmes difficultés, car il a offert des truitelles à La Gaule pour dédommager les pêcheurs³². Même constat pour l'entreprise FTR: elle reverse les indemnités reçues de CISA, suite à la découverte que les produits livrés n'avaient pas été traités correctement, à trois associations de protection de la nature et du Doubs, dont l'Association des pêcheurs La Gaule³³. La corrélation a donc été établie plus facilement par les autorités et par une entreprise que par le troisième pouvoir.

L'exemple de la pisciculture de La Rasse démontre des tâtonnements de la justice pour démêler les faits en lien avec cette pollution. La présomption d'innocence joue en faveur des pollueurs. Nous allons désormais nous intéresser à la question du choix technologique et des prises de décisions à l'origine de la création de CISA.

Un choix technologique

Le jugement se focalise sur l'exécution des tâches par les directeurs. Les décisions prises par les autorités politiques ne sont pas examinées dans le but d'établir une éventuelle responsabilité. Pourtant nous allons voir que les choix initiaux ont eu une influence sur la marche de CISA.

³⁰ *Ibid.*, p. 28.

³¹ *Ibid.*, p. 29.

³² Patrick Fischer, « Les truitelles trinquent à nouveau », *L'Impartial*, 12 septembre 1985.

³³ Patrick Fischer, « Un cadeau pour trois sociétés », *L'Impartial*, 8 septembre 1986.

Au début des années 1970, un rapport est demandé par le Conseil communal de La Chaux-de-Fonds au Service neuchâtelois de médecine du travail et d'hygiène industrielle (SNMTHI), en collaboration avec l'Institut de chimie de l'Université de Neuchâtel, pour trouver le meilleur moyen de se débarrasser des solvants de l'industrie horlogère. L'étude de Dominique Evard arrive entre les mains de l'exécutif chaux-de-fonnier en janvier 1972³⁴. Elle conclut que la meilleure option technique est l'emploi d'un four spécialisé permettant de brûler les déchets chimiques. Pourtant ce n'est pas cette solution qui est retenue, mais celle d'Armin Küng. Le principe du chimiste bâlois est relativement simple, comme il le dit le 10 décembre 1973 dans une lettre adressée au Service d'hygiène de La Chaux-de-Fonds : « La régénération sera faite dans les limites des possibilités techniques, c'est-à-dire dans 95-98% des cas. Le reste sera détruit sans inconvénient pour l'environnement³⁵. » L'argument principal qui a fait pencher la balance en faveur de ce projet est son moindre coût. La différence s'explique principalement par le fait que le four aurait été un produit neuf coûtant entre 800 000 et 900 000 francs, alors qu'Armin Küng utilise du matériel de récupération. Son usine est qualifiée de « bricolage génial »³⁶ ou de « système D »³⁷ par le journaliste Michel-Henri Krebs pour exprimer l'idée – jamais vérifiée – que les installations sont efficaces et peu chères.

Jean-Marie Boichat, l'administrateur de CISA, est innocenté car la justice considère qu'il ne pouvait pas savoir ce qui se passait au sein de l'usine. Pourtant plusieurs rapports, connus de longue date, pointent le manque de sécurité³⁸. D'ailleurs les subventionnements fédéraux

³⁴ APJJM. Dominique Evard, *Élimination des solvants chlorés*, op. cit.

³⁵ ASENE, CPD, RTR, n° 43-46, Lettre d'Armin Küng au Service d'hygiène, 10 décembre 1973.

³⁶ Michel-Henri Krebs, « Les malentendus vont-ils détruire les espoirs mis dans la station de récupération des solvants ? », *L'Impartial*, 18 septembre 1974 ; Rapport du Conseil communal à l'appui d'une demande de crédit de 170 000.– et d'un cautionnement de 100 000.– pour l'installation d'une entreprise de traitement des solvants chlorés dans le bâtiment de l'ancienne usine de compostage du 18 septembre 1974, in *PVCGCF 1972-1976*, pp. 1032-1039.

³⁷ Michel-Henri Krebs, « À la station de récupération des solvants, le règne efficace du "système D" », *L'Impartial*, 17 août 1974.

³⁸ Par exemple : APJJM, Charles Perrin, L'élimination des déchets toxiques. Rapport préliminaire, février 1980 ; Archives de la Ville de La Chaux-de-Fonds (AVCF), 840, Répertoire des remarques faites et des problèmes posés par le Conseil d'État lors de la rencontre communale, 14 mars 1979.

et cantonaux sont retardés en raison de ces lacunes. Ainsi, au moment où le Canton de Neuchâtel a intégré le conseil d'administration de CISA en 1984, validant du même coup son existence après de longues discussions pour déterminer sa politique de gestion des déchets³⁹, le rapport du Conseil d'État au Grand Conseil explique qu'une série d'investissements sont nécessaires pour assainir le site de l'entreprise et permettre l'octroi d'un subventionnement fédéral⁴⁰. Dès lors, il paraît difficile d'affirmer que la situation n'était pas connue par la Ville et le Canton.

Armin Küng mentionne durant le procès une « usine unique en Europe »⁴¹. L'administrateur de CISA explique aussi que « l'on savait que les installations faites par Küng étaient bricolées avec du matériel de récupération »⁴². Cet aspect n'est pas retenu par le Tribunal qui juge que s'il « savait que les installations avaient été bricolées par Armin Küng, il ignorait toutefois qu'elles n'offraient pas des garanties suffisantes de sécurité. En effet, Jean-Marie Boichat, employé de commerce de formation, ne s'occupait pas de l'aspect technique de CISA »⁴³. Et d'ajouter qu'« il n'avait [...] pas connaissance que des produits étaient versés directement dans le gouffre »⁴⁴.

Le choix du lieu est également soulevé durant le procès. En témoin Jean-Michel Liechti, chef du Service de l'environnement : « À l'heure actuelle, CISA ne se construirait plus à cet endroit⁴⁵ ». En effet, la présence du gouffre au milieu de la cour de CISA représente un exutoire très tentant. Il est souvent question de le sceller, mais les travaux sont repoussés à plusieurs reprises. Selon un expert, cela ne suffirait de toute façon pas, car le sol est en terre battue. Les liquides pourraient toujours s'y infiltrer. Un bétonnage ne serait guère plus efficace, car le gel le ferait rapidement sauter⁴⁶. Pour accroître encore les défauts du

³⁹ APJMM, Rapport du groupe de travail concernant la conception générale de la gestion des déchets dans le canton de Neuchâtel, 24 juillet 1981.

⁴⁰ AEN, 5GC-23, n° 124, Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil à l'appui d'un projet de décret portant octroi d'un crédit de 450 000 francs pour la participation de l'État à la Société Catalyse Industrielle S.A. (CISA), à La Chaux-de-Fonds, 3 septembre 1984.

⁴¹ ASENE, CASAPSD, s.4, d.1, Jugement du jeudi 4 août 1988..., p. 19.

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Ibid.*, p. 32.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Ibid.*, p. 25.

⁴⁶ ASENE, RE, n° 64, A. Burger et al., p. 8.

lieu, l'entreprise se situe entre deux routes cantonales, sans protection particulière en cas d'accidents de la circulation. Ces éléments font dire à plusieurs spécialistes que l'implantation de l'usine est mauvaise et devrait être changée⁴⁷. D'ailleurs à l'origine, ce lieu avait été pensé comme provisoire, le temps de trouver une solution plus favorable⁴⁸.

L'entreprise CISA fonctionne jusqu'en 1985 sans trop attirer l'attention malgré quelques alertes de sécurité⁴⁹. Le changement de direction semble précipiter les événements. En effet, Armin Küng quitte en mauvais termes CISA en octobre 1984 alors que Béat Boesiger débute son mandat en décembre. Malgré le rappel d'Armin Küng au printemps 1985 pour donner des conseils techniques et assurer la transmission des connaissances à Béat Boesiger, la position de ce dernier reste précaire⁵⁰. Cette situation est d'ailleurs soulignée par plusieurs expertises. Un témoignage durant le procès déclare que Béat Boesiger ne pouvait pas gérer cette entreprise dans l'état où elle se trouvait et qu'il aurait dû exiger des travaux avant d'en prendre les rênes. La Ville de La Chaux-de-Fonds était au courant de cet aspect au moins depuis 1980 lorsque Charles Perrin effectue une analyse concluant que « Cisa devrait probablement cesser son activité si Monsieur Küng était défaillant »⁵¹. Il conseille l'engagement d'un adjoint technique. Une tentative a été effectuée pour pallier à cette lacune avec le recrutement d'un chimiste en 1982, mais elle a échoué sans que les raisons de cet échec ne soient connues⁵². Les avocats des deux directeurs tentent de pointer le manque de moyens pour diriger CISA, mais en vain. Le défenseur d'Armin Küng exprime même l'idée que son client est un bouc émissaire commode pour expliquer les déboires de l'entreprise⁵³.

⁴⁷ Par exemple : ASENE, CSN, s.1, d.1, René Villard, Rapport d'expertise sur les cas de pollution de l'environnement par des matières provenant de l'entreprise de traitement de résidus industriels « Catalyse Industrielle SA » dite « CISA » sise, 120 rue du Collège à La Chaux-de-Fonds dans l'action judiciaire menée contre inconnu par le Ministère public de Neuchâtel, 27 janvier 1986 ; ASENE, RE, n° 64. Burger, A. et al., *op. cit.*

⁴⁸ Rapport du Conseil communal à l'appui d'une demande de crédit de 170 000.–..., p. 1031.

⁴⁹ s.n., « Des vandales à CISA », *L'Impartial*, 26 mars 1977 ; s.n., « Grave accident de travail à CISA », *L'Impartial*, 11 avril 1980.

⁵⁰ Compte rendu de la séance du 28 août 1985 du Conseil général, in *PVCGCF 1984-1988*, tome I, BVCF, pp. 939-962, p. 954.

⁵¹ APJMM, Charles Perrin, *op. cit.*, p. 35.

⁵² ASENE, CSN, s.1, d.1, René Villard, *op. cit.*, p. 14.

⁵³ Robert Nussbaum, « Feuilletton-catastrophe CISA... », *op. cit.*

Dans cette affaire, l'exécution technique est incriminée, alors que les conditions initiales ne sont pas condamnées. Pour mieux comprendre cet aspect, nous allons observer la manière dont est considérée la technique et le rôle qui lui est attribué dans cette histoire.

Rôle de la technique

Nous allons voir de quelle façon l'invention d'Armin Küng n'est pas questionnée et convainc directement tant la sphère politique que les médias et des spécialistes, sans pour autant que des analyses approfondies n'aient été effectuées.

En 1974, l'usine voit le jour très rapidement. Les débats de la séance du Conseil général de La Chaux-de-Fonds consacrée à la création de CISA sont très éclairants. Un caractère d'urgence prévaut dans les propos du conseiller communal Claude Robert : « Voulions-nous attendre que nous ayons en mains toutes les études, les devis, les locaux ? »⁵⁴ Cette remarque démontre la légèreté des examens effectués avant d'avoir fait venir l'entreprise, qui est déjà en activité au moment de la présentation du premier rapport au Législatif communal. Le Conseil général suit à une large majorité la proposition de l'Exécutif et adopte la même posture d'empressement. Lorsqu'il est question de créer une commission pour évaluer la situation et la relation de l'entreprise avec la Ville, un conseiller général répond que « si l'on avait opposé de tels raisonnements à des gens comme Nestlé au siècle passé, nous ne posséderions pas des entreprises de ce genre en Suisse romande »⁵⁵. La presse présente ainsi la nouvelle entreprise : « L'ère industrielle est née dans les ateliers sombres de petits inventeurs. L'ère pétrolière a vu le jour entre les planches mal équarries du derrick branlant de Drake. L'ère nucléaire a commencé dans les recoins de laboratoires minables. [...] On évoquera dans quelles conditions difficiles ont dû œuvrer les pionniers de l'ère du recyclage systématique. »⁵⁶

Ces assertions représentent bien la vision, partagée par les acteurs qui ont fait venir CISA, du rôle de l'entrepreneur, moteur de

⁵⁴ Rapport du Conseil communal à l'appui d'une demande de crédit de 170 000.-..., p. 1038.

⁵⁵ Rapport du Conseil communal à l'appui d'une demande de crédit de 170 000.-..., p. 1035.

⁵⁶ Michel-Henri Krebs, « À la station de récupération des solvants... », *op cit.*

l'innovation⁵⁷. Il est d'ailleurs saisissant de constater que lorsque les premières difficultés surviennent, ce sont toujours les autorités de la Ville qui sont accusées de ne pas assez soutenir CISA. Il leur est reproché de ne pas donner suffisamment de moyens au chimiste bâlois, auteur d'un « bricolage génial », qu'on laisserait « étouffer », oubliant du même coup le rôle crucial de la commune dans la venue d'Armin Küng⁵⁸. Plus frappant encore, lorsque les problèmes s'accumulent et qu'une pollution intensive est constatée, les discours n'évoluent guère. Ainsi, lors des débats sur une seconde opération de dépollution au Conseil général en 2001, tous les partis politiques soulignent les apports bénéfiques de CISA à la lutte contre la pollution⁵⁹.

Ces exemples permettent d'esquisser une perception très positive et largement partagée des techniques et ce même lorsque ses limites sont éclatantes. Ceci explique probablement en partie la focalisation sur les exécutants plutôt que sur les prises de décision initiales lors du jugement de 1988.

Conclusion

Le verdict du 4 août 1988 a fait l'objet d'un recours des deux condamnés, ainsi que du Ministère public – celui-ci contre l'acquiescement de l'administrateur de CISA –, mais ils sont rejetés en 1991, clôturant le volet juridique de l'affaire. Les nombreuses études réalisées sur mandat de la justice ont finalement apporté un éclairage assez vaste sur les activités de CISA, sans toutefois parvenir à les relier aux différentes pollutions. Seuls les faits reconnus par les accusés sont retenus. La question des normes des polluants, mais aussi celle des trajectoires des liquides dans le sous-sol karstique de La Chaux-de-Fonds, empêchent d'établir des liens clairs. À ce niveau, le doute bénéficie aux pollueurs. Même lorsque la corrélation paraît évidente, par exemple lorsque des truitelles sont offertes à l'Association de pêcheurs par le Conseil d'État neuchâtelois, la responsabilité juridique n'est

⁵⁷ Voir Joseph Schumpeter, *Théorie de l'évolution économique. Recherche sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*, Paris, Dalloz, 1999 [1911].

⁵⁸ Michel-Henri Krebs, « CISA : le dernier cri d'un pionnier qu'on laisse étouffer », *L'Impartial*, 7 janvier 1976.

⁵⁹ Rapport du Conseil communal relatif à la dépollution du site contaminé de CISA SA en liquidation, à son démantèlement en vue de réaffecter le terrain et à l'appui d'un crédit de CHF 380 000.– pour réaliser la démolition des bâtiments et à la fin de l'exploitation du dispositif de dépollution sur le site, 8 octobre 2003, in *PVCGCF 2000-2004*, tome IV, BVCF, pp. 3857-3874.

pas définie. Après le procès de 1988, l'entreprise CISA fonctionne jusqu'en 1999, mais sous la surveillance de spécialistes chargés de vérifier la sécurité et la quantité de produits stockés sur le site. L'absence d'alternatives abordables pour le traitement des déchets spéciaux pousse le Conseil d'État, qui a pris la main dans ce dossier depuis son entrée dans la société en 1984, à maintenir l'usine chaux-de-fonnière en attendant de monter un projet permettant de la remplacer et de conserver le *know-how*, terme très régulièrement employé lors des débats, soit de préserver le savoir-faire du traitement des déchets spéciaux dans la région⁶⁰. Le jugement de 1988 a certes pointé du doigt certaines lacunes de la part des autorités et des directeurs de CISA, mais n'a pas véritablement changé la donne.

Durant le procès, la question du choix technologique, et donc la responsabilité éventuelle de ceux qui l'ont effectué, n'est pas véritablement posée. La mise en place de l'entreprise Catalyse Industrielle SA date de la première moitié des années 1970, période durant laquelle il y a une plus forte prise de conscience de l'impact des activités anthropiques sur la nature. La volonté affichée de la protéger revient sans cesse lorsque les acteurs parlent de CISA. La commune de La Chaux-de-Fonds a certes cherché à résoudre le problème complexe de la pollution, mais elle a dû ensuite s'occuper seule durant dix ans d'une situation qui demande des moyens et des connaissances dont elle ne disposait pas. Cette décision à l'échelle d'une commune interroge sur les juridictions en présence et montre le peu de moyens réglementaires de l'époque. L'usine a été installée en trois mois, sans même en référer au Législatif de la Ville. Lorsque la pollution du gouffre est constatée et que les différents experts sont chargés de définir les événements, un brouillage opère, empêchant la justice de parvenir à des conclusions définitives. Comme le soulignent François Jarrige et Thomas Le Roux, « les pollutions demeurent un objet difficile à penser, capté par les experts et les spécialistes qui, chacun, imposent leur vision du sujet »⁶¹.

Cette étude de cas montre que les attentes placées sur la technologie proposée par Armin Küng sont énormes – résoudre tous les problèmes en lien avec les solvants tout en étant économiquement rentable – et semblent avoir été partagées par la grande majorité des

⁶⁰ Il s'agit du projet CITRED (Centre d'identification, de traitement et de recyclage des déchets spéciaux).

⁶¹ François Jarrige, Thomas Le Roux, *La contamination du monde, op.cit.*, p. 16.

acteurs gravitant autour de ce dossier. Pourtant, très peu d'études ont analysé la solution technique du Bâlois et les risques qu'elle pouvait occasionner. Il est frappant de voir que l'unique voie recherchée pour résoudre les nuisances industrielles a été de mettre en place une nouvelle industrie, qui s'est révélée elle aussi polluante. Cette vision s'inscrit dans le débat, actif depuis le XIX^e siècle selon François Jarrige, entre une technique synonyme de progrès et une technique pouvant également pervertir l'humanité et arriver à des résultats négatifs⁶². Les espoirs reposant sur la technique pour résoudre des problèmes difficiles, le traitement de déchets toxiques – dont on ne sait quoi faire à l'heure actuelle à part enterrer les résidus de combustion dans des décharges sécurisées –, ont empêché toute étude des propositions du chimiste bâlois. Une remarque de l'historien Jean-Baptiste Fressoz s'accorde à merveille avec notre sujet :

Le problème est qu'historiquement la technique n'a jamais fait l'objet d'un choix partagé. Certains acteurs l'ont fait activement advenir et il a fallu réguler ensuite. Contrairement au rêve sociologique d'une technoscience maîtrisée, d'un progrès en pente douce, l'histoire de la technique est celle de ses coups de force et des efforts ultérieurs pour les réguler.⁶³

Finalement, après deux opérations de dépollution déjà effectuées, le cadastre des sites pollués du canton de Neuchâtel conclut que :

10 ans après son assainissement, la pollution résiduelle n'a guère évolué favorablement. Une nouvelle approche pour assainir le site semble nécessaire, compte tenu de la charge en polluants (environ 3.5 tonnes de composés organiques) et de la toxicité des substances présentes.⁶⁴

Il semble donc probable qu'une nouvelle opération de dépollution démarre pour tenter d'assainir encore une fois le site qui a accueilli Catalyse Industrielle SA.

⁶² François Jarrige (dir.), *Dompter Prométhée. Technologies et socialismes à l'âge romantique (1820-1870)*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2016.

⁶³ Jean-Baptiste Fressoz, *L'apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique*, Paris, Le Seuil, 2012, p. 19.

⁶⁴ Disponible sur <https://sitn.ne.ch/theme/canepo>, consulté le 29 avril 2018.

IL Y A 35 ANS, LE « PROGRAMME VERT DE L'EMPLOI » DE LA FOBB

HANS BAUMANN

En 1983, la FOBB, Syndicat du bâtiment et du bois, a publié une étude intitulée « Comment sauvegarder l'emploi dans l'industrie de la construction »¹. La FOBB tentait de combiner la demande de sécurité de l'emploi avec les préoccupations écologiques, une première à l'époque pour une organisation syndicale !

Crise économique, choc pétrolier et Kaiseraugst

Alors que l'économie suisse s'était quelque peu rétablie après la grande crise économique de 1975-1976, deux années supplémentaires de récession ont suivi, en 1982-1983, coûtant à nouveau la suppression d'environ 20 000 emplois dans le seul secteur de la construction. Dans le même temps, la prise de conscience du caractère limité des ressources naturelles fait son chemin, alimentée notamment par le choc pétrolier, le rapport du Club de Rome de 1972, et par l'accident du réacteur nucléaire de Three Miles Island à Harrisburg (USA) en 1979. Une grande partie de la gauche en Suisse s'est solidarisée avec les occupants du site de la future centrale nucléaire de Kaiseraugst et critiquait la « croissance débridée » et le « bétonnage de la Suisse ». Les syndicats ont, dans un premier temps, eu du mal à faire leurs ces préoccupations. Pendant longtemps, la construction d'infrastructures, centrales électriques et autoroutes a surtout été considérée comme favorable à la création d'emplois et à la prospérité. Mais les syndicats ont beaucoup évolué durant ces années. Avec l'élargissement de la sphère organisationnelle aux employés et l'influence croissante de la Nouvelle Gauche, de nouvelles idées et exigences ont été intégrées aux discussions syndicales. Outre les questions écologiques, il s'agissait

¹ Bureau Aarplan, *Volumes d'emploi alternatifs pour l'industrie de la construction*, Zurich, FOBB, 1983.

également de mettre l'accent sur les aspects qualitatifs du travail et, surtout, sur la question de la durée du travail. Cela a déclenché des discussions parfois houleuses.

Le programme de 1983

L'ancien syndicat FOBB, prédécesseur du syndicat actuel Unia, s'est prononcé contre la construction de nouvelles centrales nucléaires en 1982, sous la pression du mouvement écologiste et de la catastrophe de Three Miles Island, mais aussi pour la promotion du potentiel d'économies d'énergie existant grâce aux nouvelles technologies et aux rénovations de bâtiments. La direction du syndicat a à cet effet chargé un bureau de planification bernois de montrer le volume de construction possible en Suisse, qui soit à la fois favorable à l'emploi et justifiable sur le plan écologique et social. Les deux principaux axes du programme étaient les mesures d'économies d'énergie, en particulier l'isolation thermique des bâtiments, les systèmes utilisant le soleil, et la promotion des transports en commun. Pour ces seuls domaines, un volume de travail d'environ 15 000 emplois sur vingt ans a été évalué. Le programme prévoyait cependant également des investissements dans les secteurs suivants : amélioration des terres agricoles, protection contre le bruit, construction de pistes cyclables, installations pour personnes âgées, etc. De nombreuses mesures proposées ont été mises en œuvre ultérieurement, notamment avec « Rail 2000 » et les « Nouvelles lignes ferroviaires alpines » (les NLFA). D'autres mesures, telles que la promotion massive de l'énergie solaire, sont à nouveau discutées aujourd'hui dans le cadre de la « transition énergétique ».

Réduction du temps de travail et retraite anticipée

Le programme de 1983 n'a pas seulement montré l'impact sur l'emploi des mesures de protection de l'environnement et des économies d'énergie. Les forts gains de productivité dans l'industrie de la construction en Suisse, mais aussi les luttes croissantes pour la semaine de 35 heures à l'étranger, menées d'abord dans plusieurs branches industrielles allemandes puis en France, ont également permis de comprendre l'effet favorable d'une réduction du temps de travail sur l'emploi. À cette époque, on travaillait encore plus de 45 heures par semaine dans le secteur de la construction ; une réduction à 40 heures devait entraîner la création de plus de 20 000 emplois. La retraite anticipée des ouvriers de la construction était exigée à cette époque déjà, notamment pour ses effets sur l'em-

ploi. Et dans les faits, dans les années suivantes, la CCT [Convention collective de travail] nationale de la construction a ramené la durée du travail de 45 à 40,5 heures et l'âge de la retraite a été abaissé à 60 ans en 2003, après une lutte intense avec de multiples grèves. Cette dernière campagne n'a cependant pas été guidée par le seul argument de la sécurité de l'emploi : c'était surtout une réponse nécessaire à la lourde charge qui pèse sur les travailleurs de la construction et à l'usure précoce qu'elle provoque.

Les programmes de 1991 et 1995

Le programme de la FOBB « Construire 2000 »², sorti en 1991 à l'initiative des militants romands, outre la réévaluation de l'effet sur l'emploi des investissements respectueux de l'environnement, traitait aussi en grande partie des questions liées aux migrations, à la protection de la santé, à la charge de travail et aux revenus. Il a également servi de base à la préparation des négociations avec les employeurs.

En 1995, le SIB, Syndicat Industrie et Bâtiment, qui a remplacé la FOBB en 1992, a commandé l'étude « Un programme d'emploi respectueux de l'environnement pour la Suisse ». Pour faire face à la crise économique, l'accent a été mis sur la préservation de l'emploi, par le biais d'investissements significatifs et de programmes de subventions. Les deux tiers des moyens devaient être consacrés au domaine prioritaire de l'énergie et amorcer un changement de direction vers le développement durable, à la lumière des discussions en cours sur le changement climatique. L'étude faisait référence à l'ensemble de l'économie, et pas seulement au secteur de la construction, conformément aux domaines d'intervention élargis du SIB.

Impact durable à l'intérieur et à l'extérieur du syndicat

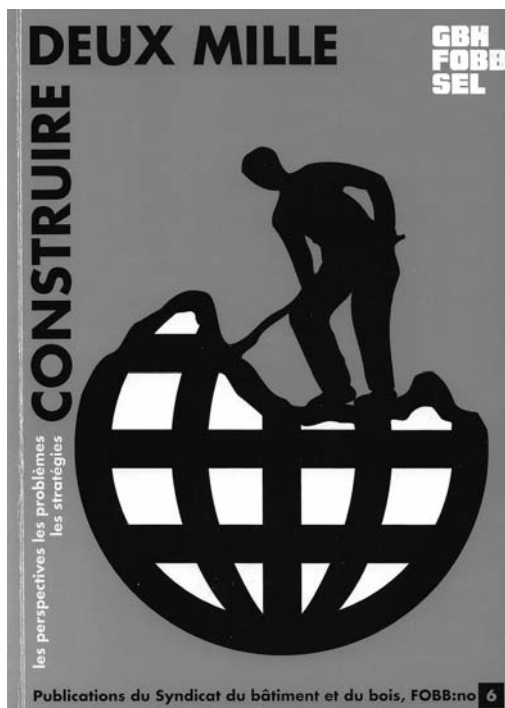
Pour la discussion syndicale, le programme de 1983 a été très important, car il montrait que la sécurité de l'emploi et le développement écologique et durable de la société ne sont pas contradictoires, mais compatibles. Après le tournant du millénaire, il est désormais bien vu de proposer des « investissements verts », non seulement par les syndicats, mais aussi – parfois sans beaucoup de discernement – par divers partis et gouvernements adeptes du « greenwashing ».

² Bureau Aarplan, *Construire et travail du bâtiment 2000 : les perspectives, les problèmes, les stratégies*, FOBB, Berne, janvier 1991.

Le programme de 1983 et les suivants ont aussi été importants pour les débats internes à la gauche. Les programmes d'investissement de l'État en faveur de la création d'emplois ont souvent été critiqués à gauche et par le mouvement féministe, en partie à juste titre, non seulement pour leurs aspects «bétonneurs», mais aussi parce qu'ils favorisaient surtout l'emploi des hommes ! L'étude de 1995 reprenait notamment cette discussion et a eu un impact sur les deux programmes d'investissement fédéraux des années 1990, conçus pour lutter contre le chômage croissant. Ces programmes «keynésiens» ont ensuite été mis en place, malgré la résistance des cercles néolibéraux qui doutaient de leur utilité. Couronnés de succès, ils incluaient uniquement la réhabilitation et non la construction de nouveaux bâtiments et concernaient des secteurs à forte activité féminine, tels que le secteur de l'éducation et la garde d'enfants.

Traduit de l'allemand par Jacques Robert.

Hans Baumann est économiste, ancien secrétaire syndical actif dans l'élaboration de ces programmes.



La couverture du programme de 1991.

ENTRETIEN AVEC JACQUES ROBERT

Jacques Robert, traducteur de l'article de Hans Baumann, a soutenu et collaboré à la définition des politiques décrites, ainsi qu'à leur application, d'abord en participant aux discussions pour le programme de 1983 en tant que secrétaire syndical à Genève, puis en collaborant de manière plus approfondie à ceux de 1991 et 1995, ayant alors des responsabilités au niveau national au sein de la FOBB.

Quel a été votre premier contact avec la question de l'environnement en tant que militant syndical ?

J'ai commencé à militer en 1970, qui était l'année européenne de protection de la nature. Je me souviens très bien de mon premier 1^{er} Mai, lors duquel la protection de la nature était un thème important. Dans le parc du Collège latin à Neuchâtel, il y avait un stand consacré à la protection de la nature. Ça a toujours été à l'arrière-fond de mon engagement militant, même si ce n'est pas à cette cause que j'ai décidé de me consacrer. La FOBB avait la réputation d'un syndicat de bétonneurs, vu que la majorité de ses membres était composée de maçons, mais en réalité on a toujours été ouverts aux questions environnementales.

Quelle était la nature des « discussions houleuses » dont il est fait mention dans l'article ?

À part peut-être pour ce qui concerne les membres les plus anciens, le programme était soutenu par tout le monde au sein de la FOBB. Les dissensions portaient plutôt sur le catalogue de mesures. Le contexte, pour les trois publications, était une situation de réduction du nombre d'emplois. Il y a donc eu des débats sur des plans de relance au sein de la FOBB – tout le monde au sein du syndicat y était favorable, mais les discussions portaient sur les mesures à prendre.

Ce n'est donc pas sur l'idée même d'une compatibilité entre préservation de l'emploi et protection de l'environnement que portaient les dissensions ?

Non, l'idée même du programme vert n'a jamais été contestée sur le fond, mais c'est plutôt sur les mises en œuvre qu'il pouvait y avoir des discussions. Quand on parle de l'assainissement des bâtiments par exemple, cela nécessite de nouveaux emplois et de nouvelles compétences, les métiers sont donc appelés à se transformer. À ce stade il s'agissait de revendications – à certains endroits, c'est resté des revendications. Par la suite, la FOBB a collaboré à la mise en place de formations. À Genève, elle avait des représentants dans les commissions d'apprentissages, mais les règlements des CFC sont fédéraux, donc la « machine » était plus dure à faire bouger !

Vous dites tout de même que les membres les plus anciens étaient plus réticents. Sur quoi portaient ces réticences ?

Les anciens, il fallait un peu les pousser pour, par exemple, s'opposer au nucléaire. On se trouvait dans un contexte de débats sur la relance, dans une logique keynésienne, on demandait à l'État de soutenir l'économie par différentes mesures, mais beaucoup passaient par des travaux, les « projets structurants » (construire des ponts, des voies de trams, assainir des bâtiments, etc.). Les gens qui avaient beaucoup souffert du chômage avaient du mal à comprendre pourquoi on renoncerait à des travaux importants. Pourtant, il y avait déjà eu l'accident dans la centrale de Lucens en 1969¹, donc il y avait quand même eu des événements proches qui poussaient à être critiques et vigilants.

Avant la crise des années 1990, il y avait déjà un débat sur la croissance zéro ; puis quand la crise est survenue et qu'on était dans la croissance zéro, certains disaient « vous voyez ce que c'est, c'est la perte des emplois ». Entre 1989 et 1995, à Genève, où la crise est apparue plus tôt que dans le reste de la Suisse, on a perdu deux tiers des emplois dans la construction. Il n'était donc pas toujours évident de soutenir l'idée d'une maîtrise des travaux de construction.

À Genève, la section FOBB, qui s'inscrivait pourtant dans cette idée de grands travaux favorables à l'environnement, a pris position de manière spectaculaire en faveur de la traversée de la rade sur un pont. Le syndicat la voyait comme une solution écologique, avec

¹ Le 21 janvier 1969, un problème de refroidissement entraîna une fusion partielle du cœur de la centrale nucléaire expérimentale de Lucens (Vaud) et une contamination massive qui obligea à sceller la caverne où elle était située.

l'option du pont, parce qu'il le concevait comme équipé d'une voie ferrée, et permettant le développement de l'habitat sur les coteaux verdoyants de Bellevue et de Cologny, plutôt que dans la vallée de l'Aire ! Ce pont était l'un des objets du scrutin de juin 1996 (je me souviens avoir été alors le seul à voter en sa faveur à l'assemblée du PS).

« Le programme de 1983 et les suivants ont aussi été importants pour les débats internes à la gauche », écrit Hans Baumann. Comment les autres groupements de gauche ont-ils participé à ces débats ?

En ce qui concerne l'élaboration du programme, à part les membres qui militaient dans un groupement politique à côté de leurs activités syndicales, il n'y a pas tellement eu de concertation ou de discussions communes. En revanche, les programmes ont eu de l'influence sur la politique. En tant que permanent syndical, on s'y référait constamment, en tout cas pour ma part. J'étais permanent syndical depuis dix ans quand le premier programme a été adopté. Dès qu'il y avait une question, une décision à prendre, celui-ci servait de ligne directrice ; ces programmes ont réellement contribué à la définition de politiques syndicales.

En quoi « l'élargissement de la sphère organisationnelle » a-t-elle eu une influence sur l'élaboration du « programme vert » ?

Nous étions, depuis 1975, à un moment où la FOBB devenait un syndicat d'industrie. Les employés techniques y étaient alors intégrés. À l'intérieur, il y avait donc un groupe de dessinateurs, d'architectes et d'ingénieurs, qui avaient une vision d'ensemble de la construction et qui ont beaucoup apporté sur la question de la protection de l'environnement.

Dans le programme de 1991, il y a un point concernant « l'amélioration des terres agricoles », qu'entendait-on par là ?

L'idée était de favoriser la densification des villes (par exemple par des surélévations) plutôt que de réduire la zone agricole, et de recultiver les forêts ; si on regarde des photographies aériennes des années 1940, nombre de terrains cultivés alors sont aujourd'hui des forêts. Maintenir une agriculture même si elle coûte cher, et permettre aux ouvriers d'acheter ces produits grâce à un salaire plus élevé. Malheureusement il n'y avait pas beaucoup d'ouvriers agricoles syndiqués.

Parmi les éléments figurant en introduction du programme de 1991, il y a le « dépérissement des forêts », qui fait référence au bostryche et

aux pluies acides, considérés à l'époque comme LA grande menace. Dans les années 1978-79, on commençait à parler de la mort des forêts en raison de ces phénomènes. Certains collègues disaient que c'était une magouille des écolos pour être élus aux dépens de la gauche (et effectivement les premiers élus écolos l'ont été en 1979).

La préoccupation liée à l'exposition des travailleurs à des substances néfastes n'apparaît que dans le programme de 1991. Pourquoi? Est-ce qu'auparavant les deux questions ne semblaient pas être liées?

La préoccupation relative à la protection des salariés existait, mais le lien direct avec la protection de l'environnement n'était pas vraiment fait. Des luttes avaient lieu pour l'interdiction du formaldéhyde, de l'amiante, du plomb dans les peintures (céruse) et des solvants dans les colles par exemple, mais sous l'angle particulier de la protection des travailleurs, de la santé, de l'hygiène et de la sécurité au travail. Au milieu des années 1980 par exemple, une explosion causée par une trop grande concentration de solvants dans l'air a eu lieu à la rue de la Terrassière. Christian Grobet, alors conseiller d'État socialiste, les a interdits à Genève, même si cela n'a pas pu avoir de valeur contraignante pour les entreprises.

L'élargissement de ces combats plus généralement aux substances chimiques toxiques, à la protection de la population et à la préservation de l'environnement est venu plus tard.

Pouvez-vous donner des exemples d'applications pratiques des principes mentionnés dans les programmes?

Beaucoup concernent les transports publics et les initiatives pour le rail, pour lesquelles la FOBB est intervenue notamment dans les campagnes de votation, par exemple pour les NLFA en 1992. Il y a aussi la retraite à 60 ans au lieu de 65 (introduite en 3 ans), ce qui représente, sur une vie, une réduction de 10% de la durée de travail! En ce qui concerne les caisses de pension, une des mesures de relance était d'investir dans la construction de logements sociaux, et on s'est référé au programme de la FOBB en faisant, par exemple, une charte éthique pour les investissements, dans les années 1990.

Quelles ont été les réactions que le programme a suscitées du côté des employeurs?

De ce côté-là, la question est complexe, il n'y a pas de front uni patronal. Concernant l'idée de densifier plutôt que de construire des

villas par exemple, tout dépend de leur marché, certains sont pour, d'autres contre, selon que ça arrange leurs affaires ou pas. Concernant la retraite à 60 ans [le programme de 1991 demandait «la possibilité d'opter pour une retraite entre 62 et 65 ans»²], la majorité des patrons en Suisse était contre, mais à Genève, ils y étaient en revanche plutôt favorables. Une des raisons à cela était la question des cotisations aux caisses de pension. Entre 1989 et 1995, à Genève, les travailleurs de la construction sont passés de 22 000 à 8 000. Au niveau des caisses de pension, cela s'est répercuté de la manière suivante : dans la maçonnerie et la gypserie peinture, il y avait, en 1990, 190 rentiers AI pour 9 078 travailleurs actifs ; en 2006, ce rapport était passé à 1 058 rentiers pour 4 974 actifs. Une des solutions, en plus de la réduction du temps de travail et de l'amélioration des conditions de travail, était la baisse de l'âge de la retraite.

Et du côté des autres syndicats, comment se situaient-ils vis-à-vis de cette question ? Cela a-t-il inspiré des démarches similaires ?

La Fédération textile, chimie, papier (FTCP) par exemple se disait consciente de ces dangers, parce que nombre de ses membres manipulaient des produits dangereux. Je me souviens pourtant qu'en 1984, une importante fuite de brome suite à la rupture d'un joint d'aluminium dans l'usine Firmenich a beaucoup inquiété la population genevoise. Nous étions alors en désaccord avec la FTCP, car le syndicat était venu en soutien à l'entreprise, pour dire que toutes les précautions étaient prises pour limiter les dangers. Pour la FOBB, cet accident aurait dû être saisi comme une occasion de resserrer les boulons en matière de sécurité au travail et de protection de la population.

Propos recueillis par Magali Pittet

² Bureau Aarplan, *Construire et travail du bâtiment 2000 : les perspectives, les problèmes, les stratégies*, FOBB, Berne, janvier 1991, p. 61.

DOCUMENT

UNE LETTRE DE MAX NETTLAU À JAMES GUILLAUME (1911)

PRÉSENTÉE PAR MARC VUILLEUMIER

Max Nettlau (1865-1944) qui a consacré sa vie à l'étude de Bakounine et à l'histoire de l'anarchisme est bien connu de ceux qui se sont intéressés à ces thèmes. Toutefois sa personnalité est quelque peu méconnue, malgré diverses publications. L'ensemble de ses collections et de ses papiers ont été versés, en 1937 et 1938, à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam (IIHS)¹. Malheureusement, en 1940 l'armée allemande envahit la Hollande et les nazis s'emparèrent aussitôt de tout ce que possédait l'Institut, espérant pouvoir en tirer des arguments pour leur propagande contre le judaïsme, le socialisme et le communisme. Transportés en Allemagne et répartis en différents dépôts (jusqu'en Pologne), ces biens retournèrent petit à petit à Amsterdam. Lors de leurs pérégrinations, les collections et papiers de Nettlau ont subi divers dégâts : pages rendues illisibles par l'eau entre autres. Néanmoins l'ensemble des papiers s'étend sur 42 mètres linéaires. Comme la plupart des fonds de l'IIHS, leur inventaire a été mis en ligne et les documents sont consultables sur internet.

Les rapports entre James Guillaume (1844-1916) et Nettlau mériteraient une étude bien plus approfondie. Disons simplement que quand le biographe de Bakounine, à partir des années 1890, chercha à obtenir des informations de l'ancien militant de la Fédération jurassienne, lui rendant visite à son domicile parisien, il se heurta à des refus systématiques : il y avait beaucoup de choses que l'on ne pouvait raconter, pour ne pas faire le jeu de nos ennemis. Même refus quand Nettlau lui montra qu'il était parvenu, par ses propres recherches, à obtenir nombre d'informations que Guillaume avait voulu lui cacher.

¹ Amsterdam, Institut international d'histoire sociale, Max Nettlau Papers, <http://hdl.handle.net/10622/ARCH01001>.

En 1897 et 1898, James fut en proie à une véritable dépression, au cours de laquelle il fut soigné quelques mois dans l'établissement de la Waldau, près de Berne. Craignant de voir l'administration française, durant sa longue absence de Paris, mettre la main sur ses papiers, il donna des instructions précises à son cousin, Charles Édouard Guillaume, directeur du Bureau international des poids et mesures, à Sèvres, pour qu'il les détruise. D'où la disparition presque complète de ce qui concernait la Première Internationale et ses rapports personnels avec Bakounine. On imagine la colère de Nettlau quand il apprit de James la destruction de ces papiers. « Voici non seulement la destruction de documents intimes confiés à vous et à votre discrétion, mais les éléments d'une édition sérieuse des écrits de Bakounine même. »

Plus tard, à partir de 1903, les rapports entre les deux hommes se rétablirent et, jusqu'en 1910-1911, il y eut une collaboration entre eux, surtout dans la préparation des volumes de *L'Internationale. Documents et souvenirs*, de James Guillaume, parus de 1905 à 1910. Mais il semble que Nettlau n'ait jamais pardonné cette destruction de documents.

Ici il faut rappeler la profession du père de Nettlau, décédé en 1892 : un jardinier prussien, engagé par le prince Schwarzenberg pour l'entretien de ses parcs à Vienne. C'est certainement lui qui aura donné à son fils l'amour de la nature et de ses productions. D'ailleurs, tous ceux qui ont connu Nettlau de près parlent de son sentiment de la nature. On en trouvera quelques exemples dans sa correspondance avec James Guillaume. Ainsi, le 9 avril 1905, ce dernier lui écrit à Vienne en espérant que la lettre l'atteigne « avant que vous ayez disparu, pour votre pérégrination annuelle dans les montagnes ». L'année suivante, même lettre à l'érudit viennois, avant qu'il n'ait fui dans ses chères Alpes. Dans les deux dernières pages seules conservées d'une lettre à Guillaume, Nettlau donne son emploi du temps et les lieux où on pourra lui écrire, poste restante. Après deux jours à Berlin, il passera quatre jours à la campagne, puis sera à Vienne jusqu'au 24 mars. Le 16 avril, il ira passer 15 jours en Suisse. « Maintenant je suis bien heureux de passer ces 15 jours en Suisse – entre les beaux paysages, les fleurs du printemps, quelques amis et de vieux Jurassiens et la chasse aux vieux livres. » Ensuite, à pied, sac au dos, dans les Alpes autrichiennes pour 14 jours, avant de rentrer à Vienne le 16 mai.

Le 3 juin 1910, Guillaume remercie Nettlau pour sa lettre, apparemment non conservée, en des termes que ce dernier n'a certainement

pas appréciés : « Quatre pages de lamentation » ; « Une véritable élogie sur la destruction des beautés naturelles, la bêtise des hommes, etc. » On peut se demander si ce ne sont pas ces remarques qui ont fait comprendre à Nettlau que la lettre que l'on lira plus bas ne trouverait pas un accueil favorable chez son correspondant parisien. Effectivement, il l'a noté sur son manuscrit et, les lettres postérieures de Guillaume le montrent bien, la lettre n'a jamais été envoyée.

Son texte lui est inspiré par un article du *Figaro*. Relevons que l'article en question (on reviendra sur son auteur à la fin du texte) n'a pas une grande originalité. Il est tout à fait dans le style des protecteurs de la nature d'alors, qui opposent les valeurs de celle-ci aux atteintes portées au paysage. « Tous les paysages sont beaux [...]. Cependant, s'ils ne nous présentent que des cultures bien divisées, ils ressemblent trop à des villes, avec leurs carrés de blé, d'avoine et de seigle. Nous cherchons en eux de la liberté, mais cette liberté, tout la menace. [...] En arrachant au monde son magnifique manteau d'inutilité, nous lui ôtons sa beauté même. [...] On veut maintenant que toute la terre serve, mais ce mot servir, qui veut dire être utile, veut aussi dire être esclave, et les esclaves sont silencieux. [...] Ce qui, aujourd'hui, nous semble inutile sert peut-être à nous nourrir autant que les blés. [...] Pour que puissent exister des personnages humains qui aient toute leur importance, il faut que le vent d'automne ait à ébranler de profondes forêts, et que rien ne gêne, au bord des landes désertes, les noirs tumultes de la mer. »

Texte de la lettre de Nettlau² :

V[ienne], 31 mai 1911

Monsieur, je ne vous écris pas pour une raison plus importante que celle-ci. Vous lisez, je crois, tous les jours le *Figaro*; je l'ai vu tant de fois chez vous. Dans ce cas veuillez parcourir l'article *Les Paysages*, premier article du 29 mai (si vous ne le connaissez!?). Car cet article soulève le problème que je discute tant de fois, celui de l'appauvrissement terrible de la nature par l'humanité

² Max Nettlau Papers, inv. n° 559, correspondance avec James Guillaume, 1910-1911. Texte original en français; nous corrigeons légèrement l'orthographe et la ponctuation.

envahissante de nos jours. C'est contre cela que je me sens révolté et l'indifférence des partis avancés envers ce problème pourrait me rendre indifférent envers ces partis qui croient réussir au prix [de] toutes nos meilleures aspirations – Car cet appauvrissement, ce gaspillage des richesses naturelles amène fatalement la croissance et la permanence du gouvernementalisme, que ce gouvernement soit manié par les capitalistes, les socialistes, les syndicalistes, n'importe. En face de l'épuisement menaçant des richesses naturelles l'État (aux mains de n'importe laquelle de ces *nuances*) mettra la main sur ce qui en reste, soi-disant pour le protéger, pour réglementer l'exploitation de ces richesses – c'est à dire l'État se rendra de plus en plus indispensable et permanent. Aux chemins de fer et aux mines les forêts, l'agriculture, tout suivra et les chances de la liberté deviennent nulles, plus nulles de jour en jour. – Comme dans une ville affamée assiégée il y a l'état de siège, le rationnement etc., ainsi sur la terre surpeuplée et appauvrie il y aura la réglementation et la discipline étatistes. C'est fatal – et en face de cet avenir tous les mouvements de nos jours sont des jeux d'enfants qui jouent au bord d'un précipice et s'en approchent pour finir par en être engloutis. – Aujourd'hui le Mexique tombe (par cette farce «révolutionnaire») aux mains des capitalistes américains – demain le Maroc sera englouti entièrement par le capitalisme français – etc. etc. – Chaque jour le terrain réservé encore à l'ancien état de choses, tranquillité, équilibre, relations, se rétrécit et le tourbillon de la production moderne épuise une autre réserve des âges passés.

Quant aux mouvements socialistes, qu'ont-ils produit? Ils se basent sur la théorie fautive qui idéalise *l'ouvrier* et le met au dessus des autres hommes. Par là il devient presque exempt de critique et le même sort, d'être avili par l'adulation continuelle qui jusqu'ici avilissait les rois, avilit de nos jours le peuple. Ce ne sont pourtant que des hommes et pour *un* dans lequel, par la propagande, on éveille la solidarité et le désir de liberté réciproque et générale, il y a *toujours dix* dans lesquels on n'éveille, n'évoque que le sentiment de l'intérêt personnel et le désir

de domination. La propagande est donc un vrai travail de Danaïdes et moins que cela, en créant un ami sur dix nouveaux ennemis.

Quelle est l'issue? Je viens de dire ce que je crois en être l'issue et je ne peux pas me figurer une *bonne* issue après avoir logiquement (je crois) déduit la mauvaise issue vers un régime de pénurie réglementée.

De *bonne* issue il peut [y] en avoir pour un nombre restreint de personnes qui ont la capacité et l'énergie de se sauver en bon temps du désastre général, qui n'y voient pas une défaillance, une désertion, mais qui seront au contraire les vrais pionniers, avant-coureurs et préparateurs d'un avenir libre dans un milieu restreint (ou parsemé sur un grand espace) pour un nombre croissant de successeurs et ainsi de suite. – Cette rupture complète avec le passé, cette séparation complète du milieu actuel... ce fut *autrefois* le premier mot du socialisme: aujourd'hui cela passe pour de l'utopie fantaisiste – mais aux yeux de qui? par la faute de qui? De ceux que la soif de domination, d'un grand régime nouveau qu'ils fonderaient, éblouit et égare beaucoup plus que le sentiment d'humanité, de solidarité pour les masses qui peuvent les suivre – par le bulletin de vote, par la grève, par un coup de main courageux et heureux, mais qui ne peuvent pas les suivre dans la route du vrai socialisme (sans cela elles l'auraient fait depuis longtemps et n'auraient pas eu besoin d'eux).

Voici quelques réflexions que je me fais souvent et que çà et là quelqu'un se fait comme moi – mais d'habitude on ferme les yeux, on prend le narcotique du travail de propagande du jour au jour, se réjouit du succès de tel ou tel journal, de telle réunion, de telle société – et si, comme cela se fait par une fatalité absolue, après quelque temps ce même milieu si promettant devient stérile, épuisé, indifférent – on refait le même travail autre part et ainsi de suite, un travail de fourmi qui remplit la vie, donne des satisfactions personnelles et tient lieu de pensée, de réflexion.

Moi aussi, je me sauve – dans le *passé*. Le socialisme ressemble en cela à la religion, qu'elle paraît toute belle

dans les livres théoriques du passé à côté des réalités de l'Église (de tous les âges). N'est-ce pas une évolution toute pareille? C'est que toute idée, par sa généralisation, perd le fond de son essence et dépérit par cela même.

Une bonne chose doit être bien *proportionnée* et ne peut pas s'étendre mécaniquement sans s'épuiser.

Avec cela les hommes ont tout à fait raison d'améliorer leur situation actuelle, mais le socialisme n'a rien à faire avec tout cela. Je comprends par socialisme la capacité et le désir personnel de solidarité et de liberté – et il est évident que ces conditions ne se trouvent réunies que fort exceptionnellement dans un nombre plus grand d'hommes. Une fois sortis de leur propre milieu, les quelques bons sont engloutis par la masse des moins bons, des indifférents – tel est le sort du socialisme politique, du syndicalisme tant réf[ormiste] que rév[olutionnaire] et de tout mouvement qui, au lieu de se répandre et de se réaliser dans des limites proportionnées à ses forces, croit pouvoir se généraliser – ce qui est toujours une illusion et la mort du mouvement.

Que répondez-vous quand on vous demande, comment vous vous expliquez, en matérialiste, le fait de la conscience humaine (Bewusstsein, das Ich), ce sentiment qui ne paraît exister dans aucune des particules qui nous composent et qui existe cependant dans leur ensemble que forme notre *moi* conscient de son existence?

Acculé par une telle question qui me paraît importante et légitime – je voudrais bien connaître votre réponse. La mienne est celle-ci que du *fait* que cette *conscience* (pour employer ce terme une fois pour toutes) *existe*, il faut que, dans quelque moindre degré..., elle soit inhérente à la matière comme elle a d'autres qualités – tel le mouvement qui produit la force a de son essence même aussi dans quelque degré cette qualité de conscience. C'est donc un fait primordial qu'on n'explique pas, mais qu'on *constate* simplement. – J'arrive à cette même conclusion en « descendant » de l'homme à l'animal qui a certainement une conscience pareille, amoindrie si vous voulez – à la plante

à laquelle une telle conscience appartient également (on a observé leur volonté) – à la solution chimique, la formation des cristaux etc. qui sont les derniers domaines de notre observation – et de là j'arrive à attribuer cette qualité de conscience aux agrégations de matière toujours plus primitives – et finalement à ce qu'on se plaît à appeler l'atome ou la particule la plus petite de la matière.

De telles réflexions élargissent le cercle de la solidarité *avec la nature* que je ressens et me font considérer l'étroit « nationalisme » humain que pour le produit de l'ignorance et de l'arrogance théologiques dont il faut se débarrasser. Si nous sauvons la nature, nous nous sauvons nous-mêmes – et pour être complets il nous faut bien plus une partie correspondante et proportionnée de la nature que trop de notre réplique ou répétition, les autres hommes. La question se pose entre beaucoup d'hommes et plus de nature – et peu d'hommes et la nature avec eux. Ce sera alors la lutte des capables contre les nombreux (ou que chacun aille de son côté) – qui vaincra ? Puisque je ne peux pas prévoir le résultat de cette lutte, j'ai encore une mince lueur d'espoir – je ne désespère donc pas.

[...]³

Bien des salutations, M. N.

Comme on l'a lu, la lettre de Nettlau fait part de l'appauvrissement terrible de la nature par l'humanité envahissante de nos jours et de l'indifférence des partis avancés qui croient ne pas pouvoir en tenir compte (à remarquer que l'auteur ne fait aucune différence entre partis). Cet appauvrissement de la nature s'accompagne du « gouvernementalisme », quels que soient ceux qui composent le gouvernement. Nettlau s'en prend alors à la conception de l'ouvrier, chez les socialistes et syndicalistes. S'ensuit une véritable critique de tout le mouvement de propagande, qui ne se rend pas compte qu'il crée dix nouveaux ennemis pour un seul nouvel ami. Seule solution : une rupture totale avec le passé. Suit alors un parallèle avec les ouvrages théoriques de la nouvelle religion chrétienne, certes bien plus attrayants que le déroulement réel, pas toujours exaltant, de son histoire. Un parallèle

³ Le dernier paragraphe de la lettre concerne les travaux de Nettlau sur Bakounine.

entre histoire du socialisme (au sens large du terme) et celui de la chrétienté. Certes, il comprend fort bien que les ouvriers veuillent améliorer leur sort, mais, ce faisant, ils oublient complètement le socialisme et tous les syndicalismes, réformistes ou révolutionnaires, se valent.

On regrettera évidemment de ne pas savoir ce que James Guillaume aurait pensé de tout cela.

Comme on l'a dit, il nous reste à donner quelques informations sur l'auteur de l'article du *Figaro* qui avait retenu l'attention de Nettlau. Ce n'est pas un inconnu, il s'agit d'Abel Bonnard (1883-1968), un écrivain, poète et journaliste, collaborateur à de nombreux journaux, auteur de récits de voyage. Il sera élu à l'Académie française en 1934 et, devenu maurrassien, il se rapprochera du Parti populaire français de Jacques Doriot qu'il soutiendra activement. Mais surtout, il a laissé le souvenir d'avoir été appelé, le 18 avril 1942, par Pierre Laval, à devenir le dernier ministre de l'Éducation nationale dans le ministère de Pétain qu'il suivit à Sigmaringen. Parvenu à s'échapper par avion, le 2 mai 1945, il gagna Madrid. Interné quelques mois avant de recevoir l'asile politique, il fut condamné à mort par contumace en France. En 1958, il décida de se présenter au nouveau procès qui lui était intenté à Paris. Arrêté à sa descente d'avion, il fut aussitôt relâché et autorisé à séjourner en différents lieux de repos. On était loin des rigueurs de 1945 et, finalement il ne fut condamné qu'à 10 ans de bannissement à partir du 20 mai 1945 (donc une peine déjà effectuée!). Il retourna en Espagne où il mourut.

Nettlau a-t-il connu la carrière de celui qu'il avait si ardemment approuvé en 1911 ? Dans les années d'entre-deux-guerres, il avait dû restreindre au maximum ses déplacements et, absorbé par ses recherches sur l'Espagne, il n'a certainement guère suivi de près la politique française. Plus tard, son genre de vie misérable, au moment de l'occupation allemande de la Hollande, l'a probablement coupé de tout ce qui pouvait se passer en France. Cependant il se tenait au courant des grands événements – il y a des cartes des fronts militaires et quelques notes sur les mesures des occupants à Amsterdam. Mais, même s'il aurait peut-être pu apprendre les fonctions d'Abel Bonnard à Vichy, ce nom lui aurait-il rappelé l'auteur de l'article de 1911 ?

CHRONIQUES

L'ENNEMI DE MON ENNEMI ? IL Y A CENT ANS, LE PROCÈS DES BOMBES DE ZURICH

Le lundi 16 juin 1919, Louis Bertoni arrive en gare de Genève après plus de treize mois de détention à Zurich avant son acquittement*. C'est jour de grève générale à Genève : les revendications portent sur l'application de la journée de huit heures, le contrôle des loyers et... l'organisation de la réception de Bertoni, le rédacteur depuis 1900 du double journal *Le Réveil anarchiste / Il Risveglio anarchico*. On lit le lendemain dans le *Journal de Genève* :

Une foule considérable, composée surtout de badauds attirés par le roulement du tambour des grévistes et la vue des drapeaux s'était massée aux abords de la gare. Lorsque le camarade Bertoni paraît au bas de la rampe de la gare, entouré par la délégation, des hourras retentissent et une bousculade se produit. Le barrage d'agents est alors retiré et le cortège peut se former sans trop de désordre. Tambours battants, il se rend alors, par le boulevard James-Fazy, le quai de la Poste et la Corraterie, au Bâtiment électoral. Plusieurs orateurs, Amiguet, du groupe anarchiste le Réveil, Brunner, de la Jeunesse socialiste, et Bertoni prirent la parole et furent très violents. La sortie, ainsi que la soirée, se passèrent dans le plus grand calme.

Quelques jours plus tôt, un procès s'est tenu à Zurich contre 28 inculpés ; quatre d'entre eux ont déjà été expulsés et sont jugés par contumace, quelques-uns sont des agents de puissances étrangères, les autres sont tous anarchistes ou proches d'anarchistes. Plus d'un an auparavant, on a trouvé des bombes et du matériel de guerre immergés dans la Limmat, on a vu la charrette de l'épicier italien qui les y transportait ; la police a arrêté des dizaines d'anarchistes et de socialistes (dont plusieurs déserteurs ou réfractaires étrangers) à Zurich, puis à Genève ; belle occasion de perquisitionner les locaux, d'expulser nombre d'étrangers, d'envoyer les réfractaires dans des camps. Les discours révolutionnaires prononcés depuis la Révolution russe et lors du 1^{er} Mai 1918 attisent l'intérêt du juge d'instruction

*Je remercie pour leurs conseils et leurs relectures Gianpiero Bottinelli, Werner Portmann, Davide Turcato et mes corédacteurs des *Cahiers*.



Auf der Allmend. Die in Zürich gefundenen Bomben werden zur Explosion gebracht.
Die Fontaine bei Sprengung unter Wasser.
Phot. F. Nünlist. Kant. Volkzeit-Photograph.

La police fait exploser dans la Sihl les bombes trouvées à Zurich ;
l'explosion provoque un jet d'eau.
Photographie F. Nünlist, sans doute tirée d'un journal contemporain.

du district de Zurich, Otto Heusser, qui rêve d'écraser un soulèvement¹ ; entre-temps a lieu la grève générale de novembre 1918, la bourgeoisie voit partout des bolchevistes et des anarchistes armés jusqu'aux dents. Certains inculpés vont rester un an en prison, avant d'être innocentés pour la grande majorité d'entre eux.

Le procès a été largement cité et commenté dans la presse. Les actes de l'instruction remplissent deux boîtes d'archives², qui ne disent toutefois pas tout. L'histoire a été racontée de plusieurs points de vue :

¹ Voir Flurin Condrau, « Die Heusser-Saga. Wie die Vaterländischen mit dem Roten Zürich umsprangen », in *Schnüffelstaat Schweiz*, Zurich, Limmat, 1990 ; <https://buchundnetz.com/online-buch/schnueffelstaat-schweiz>, qui montre bien le rôle sulfureux de ce procureur.

² Archives fédérales suisses, Berne : E21/14363 à 14387, Bomben- und Waffenfunde im Lettenkanal Zürich.

celui des autorités et de l'armée³, celui des anarchistes⁴, celui des indépendantistes indiens⁵, voire en tentant de croiser les points de vue⁶. Des articles récents ont suscité mon intérêt et ma curiosité ; je regrette presque d'être en désaccord sur plusieurs points avec leurs auteurs ! Relier toutes ces personnes en faisant la part des choses n'est pas tâche facile, mais révèle des éléments et des personnages inattendus.

L'espéranto de la révolution

Lorsque la guerre menace puis éclate, plusieurs militants indiens viennent séjourner en Suisse et à Berlin. Ils ont fait des études universitaires, disposent d'argent, savent plusieurs langues, publient des revues. Leur mouvement est multiforme, nationaliste, révolutionnaire, parfois proche des socialistes et des anarchistes. Shyamji Krishnavarma (1857-1930) est l'aîné d'entre eux, rédacteur du *Indian Sociologist, Organ of Freedom, and Political, Social, and Religious Reform*, il a vécu à Londres et à Paris. Har Dayal (1884-1939), lorsqu'il vivait aux États-Unis, a été actif parmi les Industrial Workers of the World, syndicalistes révolutionnaires, en Californie, il y a fondé le Bakunin Institute puis le Parti Ghadar (« Mutinerie ») et le journal homonyme en 1913, correspond avec les anarchistes Emma Goldman et Alexander Berkman. Vivendranath Chattopadhyaya dit « Chatto » (1880-1937) a étudié les langues et la littérature, il est rédacteur des journaux *Bande Mataram* et *Talvar* ; expulsé de Suisse en décembre 1915, sa demande de pouvoir y retourner est repoussée en mars 1918 ; il sera « l'âme » du club

³ Ueli Wild, *Zürich 1918. Ordnungsdienste der Schweizer Armee im Frühjahr und im Sommer 1918 in Zürich*. Frauenfeld, Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift, 1987 (thèse, 1985-1986), pp. 44-64.

⁴ Notamment Gianpiero Bottinelli, *Louis Bertoni : une figure de l'anarchisme ouvrier à Genève*, Entremonde 2012 ; Furio Biagini, « *Il Risveglio* », 1900-1922 : storia di un giornale anarchico dall'attentato di Bresci all'avvento del fascismo, Manduria, Lacaia, 1991.

⁵ Harald Fischer-Tiné, « The Other Side of Internationalism : Switzerland as a Hub of Militant Anti-Colonialism, c. 1910-1920 » in *Colonial Switzerland. Rethinking Colonialism from the Margins*, Cambridge Imperial and Post-Colonial Studies, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2015.

⁶ Ole Birk Laursen, « The bomb plot of Zurich : Indian nationalism, Italian anarchism and the First World War », in *Anarchism, 1914-18: Internationalism, Anti-Militarism and War*, ed. Ruth Kinna, Matthew Adams, Oxford UP, 2016. Voir aussi, du même auteur, « Anti-Colonialism, Terrorism and the 'Politics of Friendship' – Virendranath Chattopadhyaya and the European Anarchist Movement, 1910-1927 », *Anarchist Studies* 27/1, 2019.

indien de Berlin pendant quelques années. Abdul Hafiz (1882-1964) est chimiste, spécialiste en munitions et en explosifs, c'est bien utile. Chempakaraman Pillai (1891-1934), responsable du International Pro India Committee à Zurich puis du Indian Independence Committee à Berlin, est le protégé de Sir Walter Strickland, un baron écossais excentrique, riche et vaguement anarchiste. Autant d'acteurs de ce qui sera appelé la « conspiration indo-allemande ».

Les indépendantistes indiens ont noué des liens avec les Allemands dès avant le début de la guerre. L'ennemi de mon ennemi est mon ami : l'Allemagne pourra vouloir les soutenir contre l'impérialisme britannique. « La guerre pourrait être une occasion en or pour l'Inde... Les Allemands ont beaucoup de sympathie avec nos mouvements pour la liberté, parce qu'eux et nous avons un ennemi commun (les Anglais). À l'avenir, l'Inde pourra aussi profiter de leur aide », écrit Har Dayal dans la revue *Ghadr*⁷. Et Chatto d'insister⁸ : « *Aucun* Indien ne travaillera comme agent allemand, car nous considérons tous les Européens comme des ennemis de l'Asie. Mais nous acceptons toute aide amicale de l'étranger pour nous libérer du joug britannique. » Ils jouent là un jeu dangereux.

En pleine guerre, ils vont en effet entrer dans un réseau d'agents, voire d'agents doubles, sans que l'on sache avec précision qui est le jouet de qui, ou quand les alliances se renversent. Dès qu'ils acceptent un financement de l'Allemagne, celle-ci ne manque évidemment pas de leur demander des services en échange.

Et puis, bien sûr, manier des armes et des explosifs est toujours dangereux. Chattopadhyaya aurait voulu faire assassiner nombre de personnalités pour frapper l'opinion : Lord Kitchener, qui voudrait être vice-roi des Indes, l'Aga Khan, les ministres italiens Sonnino et Salandra, des têtes couronnées ; déjà Har Dayal, dans ses lettres à Alexander Berkman en 1915, demandait qu'il lui envoie des contingents d'hommes décidés⁹ ; il écrivait que la bombe « est l'espéranto de la révolution ».

⁷ Cité par Emily C. Brown, *Har Dayal, Hindu Revolutionary and Rationalist*; Tucson, University of Arizona Press, 1975.

⁸ AFS, E4320B#1978/121#832, Chattopadhyaya, Virendranath, 31.10.1880 (Personalbogen). Lettre de mars 1918. (Ma traduction, comme pour les autres documents d'archives.)

⁹ Ses deux lettres, qui ont été interceptées, sont citées en entier par Thomas J. Tunney, *Throttled! The detection of the German and anarchist bomb plotters in the United States*, Boston, 1919. L'inspecteur de police Tunney (ou son porte-plume) appelle élégamment la conspiration « the Hindu-Boche Failures ».

Certes les anarchistes ont fait leurs preuves en la matière, mais ils n'y vont pas à tort et à travers et savent que l'exécution d'un homme d'État provoque plus souvent une répression démesurée qu'une insurrection victorieuse. Bertoni et ses amis se sont dits solidaires de Gaetano Bresci, le tyrannicide qui a abattu le roi d'Italie en 1900 ; sans être du tout non violents, c'est à la façon d'un Tolstoï qu'ils jugent son acte :

Si les meurtriers des souverains agissent sous l'influence d'une indignation personnelle, provoquée par les souffrances d'un peuple opprimé, ce dont ils jugent coupables un Alexandre, un Carnot, ou un Humbert, ou s'ils agissent par un sentiment de vengeance, leurs actes, pour si immoraux qu'ils soient, sont compréhensibles¹⁰.

La « propagande par le fait » des anarchistes n'a rien à voir avec l'usage immodéré d'explosifs ou les assassinats aveugles, c'est d'abord l'expression d'une révolte collective, moins souvent un acte individuel. La fameuse résolution du congrès de Londres en 1881, sur l'application des sciences chimiques et techniques à l'action révolutionnaire, souvent attribuée à Pierre Kropotkine, avait été formulée par un féroce partisan de leur usage, Eduard Nathan-Ganz, qui fit une brève carrière dans l'anarchisme avant de se reconvertir dans l'escroquerie¹¹. La résolution avait été adoptée malgré des réticences ; elle témoigne de « l'impatience révolutionnaire » fréquente à l'époque. Mais Kropotkine comme d'autres se repentirent bientôt et trouvèrent d'autres formulations pour parler d'action directe et de propagande par le fait.

Le rôle attribué à Bertoni

Peu avant l'entrée en guerre de l'Italie, en avril 1915, Chattopadhyaya rend visite au Tessinois Louis Bertoni à Genève.

[II] déclara qu'il appréciait la propagande faite par Bertoni et ses amis, mais émit l'avis qu'il serait bon de l'intensifier en dénonçant plus particulièrement l'Angleterre et en agissant sur l'élément italien. L'Indien laissa entendre que pour une propagande ainsi élargie, le

¹⁰ Léon Tolstoï, *Tu ne tueras point* (juillet 1900). Allusion à Alexandre II de Russie, tué par une bombe en 1881, au président français Sadi Carnot, poignardé en 1894, et au roi d'Italie Umberto I.

¹¹ Voir Heiner Becker, « The mystery of Dr. Nathan-Ganz », *The Raven* 6, 1988.

groupe révolutionnaire indien, dont il était membre, ne manquerait pas de prêter son appui financier. Bertoni répondit à l'Indien, en qui il croyait voir un camarade, que le *Réveil* paraissait depuis tantôt quinze ans sans subside particulier, et que rien dans la situation financière du journal ne nécessitait une aide autre que celle des lecteurs et amis qui lui étaient fidèles depuis sa parution. Si vous disposez d'argent, finit par lui dire Bertoni, gardez-le pour la propagande à faire dans votre pays, il vous sera certainement plus utile qu'à nous. L'Indien insista encore en demandant à Bertoni si son refus était motivé par le fait qu'il ne voulait rien accepter d'un homme de couleur. Bertoni répéta ses raisons et ajouta qu'il n'avait pas de préjugés de race ; finalement ce dernier partit en laissant cent francs sur la table. Cette somme figura dans les comptes du *Réveil* qui parut aussitôt après, soit le 30 mai 1915, sous la mention : camarades Hindous, 100 francs. Après la parution du *Réveil* l'Indien revint et laissa voir son dépit de ne pas avoir été compris : ce n'était pas l'honnête propagande anarchiste faite depuis quinze ans par le *Réveil* que l'homme de couleur voulait aider, mais c'est Bertoni qu'il voulait acheter. Voyant qu'il s'était trompé de porte, il cessa ses visites¹².

Bertoni se pose des questions, qu'il communique bien vite à Errico Malatesta¹³. Celui-ci, qui réside à Londres, a-t-il eu des contacts avec des révolutionnaires indiens ? Rien ne l'atteste. Bertoni met son correspondant en garde : « *Non vorrei che, valendosi di me, tu riponessi in costui la massima fiducia. Figurati che disastro se finisse col risultare che ci siamo lasciati turlupinare al punto di far il giuoco di questi o di quei governante !* »¹⁴

Il n'est pas impossible que Bertoni ait donné à ses interlocuteurs indiens des noms ou des adresses d'anarchistes italiens de Zurich, notamment celle de son vieil ami Arcangelo Cavadini. Il se peut aussi qu'Indiens et Italiens se soient rencontrés par le réseau de Pillai ; un membre du Pro India Committee, l'agent britannique Erwin Briess, est celui qui fait l'intermédiaire entre Bertoni et Chatto¹⁵. Chatto,

¹² *Le Réveil communiste-anarchiste*, n° 501, 23 novembre 1918.

¹³ Lettre de Luigi Bertoni à Malatesta, 18 avril 1915, déposée au procès. Copie d'une main inconnue ; Archives CIRA, Fonds Bertoni, correspondance.

¹⁴ « Je ne voudrais pas que, s'ils se réclament de moi, tu leur accordes toute ta confiance. Imagine le désastre s'il s'avérait que nous nous sommes fait entourlouper au point de faire le jeu de l'un ou l'autre gouvernement ! »

¹⁵ Lettre de Briess (pour Chattopadhyaha) à Bertoni, 3 juin 1915 ; Archives CIRA, Fonds Bertoni, correspondance.

emprisonné à Berne en novembre 1915 en vue de son expulsion, écrit qu'il a « fait la connaissance du célèbre anarchiste Luigi Bertoni à Genève. Je m'intéresse à tous les mouvements révolutionnaires »¹⁶. Selon une autre hypothèse, les contacts auraient été établis par Har Dayal, qui séjourne à Genève quelques mois en 1914 avant de partir pour Berlin ; mais seuls les rapports des services britanniques l'évoquent, notamment ceux de Briess, et il semble au contraire qu'il n'ait pas eu de relations avec les anarchistes de Genève. Chatto est venu le voir à deux reprises, en novembre 1914 et janvier 1915, et il n'est pas impossible que Har Dayal lui ait parlé des anarchistes genevois dont la présence dans la ville ne pouvait passer inaperçue.

Quoi qu'il en soit, les relations entre militants indiens, suisses et italiens se bornent à une ou plusieurs livraisons de littérature de propagande, d'explosifs et d'autres substances dangereuses, à des hypothèses d'attentats, avant de tourner court. Chattopadhyaya et Hafiz, à l'origine de toute l'histoire, sont expulsés à la fin de 1915 ; quelques personnages de notre affaire restent impatients et séduits par la disponibilité des armes allemandes, mais ils vont échouer dans leurs tentatives de les faire passer en Italie et se rendre compte de l'impasse, Cavadini le premier ; reste à savoir que faire du matériel stocké.

Dans les groupes anarchistes zurichois circule un petit manuel de fabrication d'explosifs, intitulé ironiquement *La salute è in voi*. Il s'agit d'une brochure publiée aux États-Unis en 1906, sans doute fondée sur un traité du chimiste anarchiste Ettore Molinari, et dont on retrouve la trace lors de diverses affaires d'explosifs¹⁷. Contrairement à d'autres, elle ne pousse pas à l'utilisation de la chimie ; elle est pleine de recommandations de prudence, et ne dit rien sur les cibles éventuelles. Le rêve de tout faire sauter pour hâter la révolution n'est plus guère de mise en 1915 ou 1918, avec la guerre mondiale et la révolution en Russie. À Zurich, la quasi-totalité du matériel est éliminée sans avoir servi.

¹⁶ Lettre de Chattopadhyaya au juge d'instruction, 20 novembre 1915 ; dossier Indian National Party, AFS: E21/14253.

¹⁷ Thomas J. Tunney, *op. cit.* ; Robert D'Attilio, « *La salute è in voi*: the anarchist dimension », in *Sacco-Vanzetti: developments and reconsiderations*, Boston Public Library, 1982. Le titre, « Le salut est en vous », reprend celui d'un ouvrage de Tolstoï, détournement d'une citation de l'évangile de Luc (« le royaume de Dieu est en vous »). La brochure a été récemment rééditée avec la version italienne de l'article de D'Attilio (Rovereto, El Rùsac, 2017).

ISTRUMENTI

Una bilancia usata	L. 8.—
Un termometro	„ 2.50
Misure	„ 3.—
Matracci di vetro	„ 6.—
Tre imbusti di vetro e tre bacchette di vetro	„ 2.—
Lampada a spirito	„ 1.—
Un mastello di legno di 30 o 35 litri	„ 3.—
Spese varie e impreviste	„ 20.50

TOTALE L. 46.—

Raccomandiamo a coloro che si vogliono mettere a questi lavori, di procurarsi prima di tutto il denaro necessario; altrimenti arrischiano di doversi fermare a mezza strada, di tirar le cose in lungo ed esporsi inutilmente.

Raccomandiamo agli stessi di non trascurare nessuna delle precauzioni necessarie per non attirare l'attenzione della polizia, di non mettersi in vista colla propaganda pubblica, di non farsi vedere coi compagni conosciuti, e di non lavorare mai nelle case soggette ad essere perquisite.

Soprattutto raccomandiamo non mettersi a fabbricare esplosivi per il gusto di fabbricarli. Tutto ciò che si può avere bello e fatto, è inutile, è stupido il volerlo fare da sé, quando non si ha la pratica ed i mezzi che hanno quelli del mestiere. Nei posti in cui si può avere la dinamite—e oggi la si può avere quasi dappertutto—perchè mettersi a fabbricarla?

Bisogna poi che fra i diversi esplosivi, le diverse bombe, ecc., ognuno scelga le cose che per lui sono più facili e più pratiche ricordandosi sempre che: **E' meglio una cosa piccola fatta, che una grande restata in proposito.**

— 13 —

stessa: si legano bene con fil di ferro intorno alla rotaia, si mette capsula e miccia, si copre con terra e la mina è pronta. Questa produce una rottura di mezzo metro. Per avere rotture più estese non v'è che preparare parecchie di queste mine, a debita distanza e munirle di miccie di eguali qualità e lunghezza; e raccogliere insieme i capi delle miccie, in modo che dando fuoco alle miccie lo scoppio è contemporaneo in tutti i punti. Spesso è vantaggioso per far saltare gli SCAMBII, cioè i punti dove s'incrociano diverse linee. Per mettere fuori d'uso una locomotiva o una macchina a vapore qualsiasi, basta far scoppiare 3 o 4 petardi in un tubo interno della caldaia.

BOMBE

Sono recipienti di metallo pieni di materia esplosiva, che scoppiando si rompono in pezzi e feriscono i circostanti. Possono avere qualunque forma, ma la sferica è più efficace. Per farle scoppiare si può adoperare una capsula con miccia che brucia rapidissimamente tanto da aver giusto il tempo per accenderle e lanciarle. Si può anche applicarvi tutto a l'intorno dei luminelli con capsule o altri apparecchi, in modo che per l'urto della caduta il fulminato scoppi e faccia scoppiare la carica della bomba, come in quelle all'Orsini.

La bomba fa tanto più effetto quanto più il metallo è resistente, sempre che la carica abbia la forza di farla scoppiare. Quindi il miglior metallo è il ferro o l'acciaio, poi il rame, l'ottone, il bronzo, quindi la ghisa ed infine lo zinco solo o legato con stagno; il piombo non serve. **LO SPESSORE DELLE PA-**

— 39 —

Deux pages de *La Salute è in voi*, reproduites in Tunney, *op. cit.*

Dès la découverte des objets compromettants dans le canal du Letten, le 22 avril 1918, les arrestations se sont succédé: boulangers, marchands de primeurs, autant d'Italiens qui ont des sympathies pour le socialisme ou l'anarchisme, et des anarchistes genevois, des proches, des logeuses... Cavadini se suicide en prison le 26 avril; certains inculpés sont vite libérés, d'autres ont déjà été expulsés, la plupart des autres sont blanchis; seuls quatre hommes seront condamnés au procès de juin 1919. La police trouve encore quelques caisses d'explosifs, des brownings, du matériel dangereux; mais une caisse qui a été confiée à Briess ne suffit pas à l'accuser, tant il est généreux en informations contre les personnes qu'il surveille et les milieux qu'il infiltre.

L'instruction, le procès

Bertoni va alors devenir le principal inculpé : la cause « Cavadini et consorts » change de nom après la mort de celui-ci et s'intitule désormais « Ministère public contre Bertoni et consorts ». L'acte d'accusation porte, pour tous les inculpés, sur la violation de la loi sur les substances explosives (délits contre la sûreté publique) et la violation de la neutralité de la Suisse, affaire fédérale s'il en est¹⁸. Il reste toutefois géré à Zurich par le juge de district Otto Heusser, nommé pour l'occasion juge d'instruction fédéral extraordinaire sur son insistance.

L'affaire doit être située dans le contexte des mouvements révolutionnaires, des grèves et des manifestations de 1917 et 1918. À Zurich en particulier¹⁹, des manifestations contre la guerre ont eu lieu en novembre 1917, la répression y a fait plusieurs morts ; des publications antimilitaristes y circulent. La police distingue mal les bolchevistes des « communistes anarchistes ». Lorsque les autorités, qui sont sur les dents, découvrent que deux militants du groupe radical Forderung, Toni Waibel et Hans Itschner, se sont réfugiés à Genève pour échapper aux poursuites et qu'ils ont été hébergés en banlieue chez un réfractaire français anarchiste, Lucien Guiboud, l'occasion est trop belle de lier toutes ces affaires entre elles. Des contacts ont été pris avec un artificier genevois, Louis Crétin ; lui aussi se suicide en prison, bien qu'il n'ait pas effectué les travaux que lui auraient demandés des anarchistes : il a d'autres fabrications à se reprocher, du matériel de guerre notamment²⁰. Là entre encore en scène un personnage mal défini, Albert Weil, qui porte plusieurs pseudonymes et a plusieurs lieux de résidence ; il a aussi de l'argent et aurait demandé à Bertoni de faire l'intermédiaire pour payer Crétin. Bertoni affirme tranquillement qu'il ne dira jamais au juge s'il l'a fait ou non.

Bertoni n'est pas toujours tranquille, lors des interrogatoires. Le 15 août 1918, quand on lui demande une nouvelle fois s'il a donné aux Indiens l'adresse de Cavadini, il s'exclame : « C'est une infamie ! » Plus tard, lorsque le juge informateur affirme avoir des preuves : « C'est un désastre complet. Je suis la victime de moi-même. » Le 10 décembre,

¹⁸ *Feuille fédérale*, 21 avril 1920, Rapport du Conseil fédéral sur sa gestion en 1919, p. 280 et suiv.

¹⁹ Pour le témoignage d'un acteur contemporain, voir Fritz Brupbacher, *Zürich während Krieg und Landesstreik* (1928), rééd. Winterthur, 2013.

²⁰ *Feuille fédérale*, 20 avril 1921, Rapport du Conseil fédéral sur sa gestion en 1920, p. 398.

Grande Salle Communale de Plainpalais

MARDI 4 JUIN 1918
à 8 h. 30 du soir

MEETING

Les bombes de Zurich
L'arrestation de Bertoni

ORATEURS Alfred AMIGUET — Paul GOLAY, de Lausanne
J. HUMBERT-DROZ, de Chaux-de-Fonds — E. BRUNNER

CORDIALE INVITATION A TOUS

Fédération des Syndicats ouvriers. — Union ouvrière.
Groupe du „Réveil“. — Jeunesse socialiste.

Dessiné — Imprimerie des Usines ouvrières.

Affichette pour un meeting de soutien à Bertoni. IISG Amsterdam.

il a repris son calme : « Les Indiens ne m'ont donné aucune adresse et je ne leur en ai point communiquée. » Les deux premières phrases sont citées en français dans un rapport rédigé en allemand. « Victime de moi-même » : se reproche-t-il d'avoir été généreux, d'avoir fait confiance à des personnes peu recommandables ?

La moins recommandable est sans aucun doute Erwin Briess. Né en Moravie en 1886, celui-ci est arrivé enfant à Zurich avec sa famille, qui s'est naturalisée. Il a étudié l'indologie à Zurich, à Vienne et à Prague ; cherchant un poste en Inde, il a été recruté par les services anglais en 1913 et envoyé à Paris ; il revient à Zurich l'année suivante quand s'y fonde le comité Pro India, et parvient à en devenir vice-président. Son nom apparaît peu dans les documents, c'est un professionnel du renseignement qui s'est bâti un réseau solide.

Depuis le printemps 1918, Briess a toutefois passé plusieurs mois en prison avec les autres inculpés, mais il parle si volontiers et fournit tant d'informations qu'il est libéré à la fin de décembre sur un non-lieu, pour devenir le principal témoin à charge lors du procès de juin 1919. La lecture de ses divers interrogatoires montre que le juge Heusser prend tout ce qu'il déclare pour argent comptant ; il l'apprécie au point

de l'embaucher à son service, avant de se faire remettre à l'ordre par le Ministère public de la Confédération.

Deux ans plus tard, alors que Briess réside à Genève, il est interrogé par la police, sans doute dans une affaire de routine²¹ :

Je m'occupe depuis huit ans, déclare-t-il, de fournir des renseignements à la police officielle de Londres, des renseignements portant surtout sur les agitations anarchistes et bolchevistes, je les transmets par la voie diplomatique (Consulat d'Angleterre de Genève) ou par la poste, tantôt à Paris, tantôt à Londres [...] Je certifie avoir travaillé également pour l'état-major suisse et pour M. le Procureur de la Confédération M. Stämpfli, toujours concernant les menées bolchevistes et anarchistes, je recevais les ordres directement de M. le major Iselin, qui était le chef de ce service à l'état-major suisse, cela se passait pendant l'année 1919. [...] Actuellement ma seule occupation est de fournir des renseignements à la police anglaise et quelquefois à la police de Zurich [...].

Le Département fédéral de l'intérieur le démentit illico : M. Briess « ment en déclarant qu'il a "travaillé" pour le procureur de la Confédération, il n'a jamais été engagé par nous. Il a été inculpé dans l'affaire des bombes de Zurich, puis après il a été un certain temps aux services de M. Heusser, mais aussitôt que nous l'apprîmes nous demandâmes à ce qu'il fût remercié, ce qui fut fait sur le champ. »

Contre les anarchistes et les bolchevistes, Heusser a trouvé un allié de qualité ; ses conclusions sur l'enquête, datées du 13 décembre 1918, reprennent littéralement la plupart des « informations » reçues de Briess. Peu importent les incohérences, les fausses pistes, les contradictions, les invraisemblances. Donnons deux exemples.

Briess déclare que Chatto « appartient au courant le plus extrême des anarchistes », qu'à Paris il a été « membre organisé du groupe anarchiste L'Anarchie et ami intime des bandits en auto », la bande à Bonnot, et lié aux principaux « chefs anarchistes ». Le rapport final de Heusser donne Chatto pour « geistiger Urheber », inspireur du complot ; à Paris il aurait été intime de Mauricius et de Jean Grave, peut-être s'est-il présenté à Bertoni de la part de Grave, comme l'affirme Briess. Or, au congrès anarchiste d'août 1913 à Paris, un conflit éclaté entre Grave, de la tendance communiste anarchiste, rédacteur

²¹ AFS, E4320B#1990/133#237. Déclaration citée en français par la Direction de police, Genève, 15 mars 1921. Réponse du DFI en français, 29 mars 1921.

des *Temps nouveaux*, et Mauricius, individualiste et anti-organisateur, un temps rédacteur de *l'anarchie*, mais résolument opposé à Bonnot. L'épisode a eu des échos dans la presse. Pour Briess, qui dit avoir assisté à ce congrès, ce sont là deux noms faciles à retenir ; comme s'il confirmait un fait connu. Chatto déclare seulement qu'il a été membre d'un groupe anarchiste à Paris avant 1913, mais c'est la version de Briess que retient Heusser, ce qui lui permet d'imaginer un vaste complot anarchiste aux ramifications internationales. Faute d'avoir été informé à temps, ce n'est qu'après la fin du procès que Chatto proteste auprès de la cour de cassation « contre les fausses allégations de l'agent anglais sans scrupules Briess » et contre sa condamnation par contumace²² ; aucune suite n'a apparemment été donnée.

En été 1915, Abdul Hafiz confie à Briess une caisse reçue d'Allemagne, qu'il ouvre en sa présence ; Briess déclare qu'il s'est étonné d'y trouver des explosifs, croyant qu'elle renfermait de la littérature de propagande. La caisse est déplacée chez Hafiz, et c'est toujours le seul Briess qui raconte plusieurs rencontres entre eux deux et Arcangelo Cavadini, voire d'autres anarchistes, pour échafauder des projets d'attentats : la « mise à l'écart » des ministres Salandra et Sonnino, l'explosion de la gare de Milan, de la Banque nationale à Rome et d'une poudrière à Gênes. On peut supposer que Briess n'a pas critiqué les velléités de Cavadini de déclencher une insurrection en Italie ; Cavadini est mort, Hafiz expulsé, aucun des deux ne peut confirmer ou infirmer le contenu de ces entretiens.

Heusser affirme que leur véracité est confirmée par des aveux et d'autres témoignages, qui ne sont toutefois guère concluants. Le seul reproche que la Cour pourrait faire à Briess, c'est d'avoir informé les autorités anglaises des préparatifs d'attentats, et non la police zurichoise, en laquelle il dit n'avoir aucune confiance. Mais comme il a agi pour empêcher des crimes, on lui garantit l'impunité. Voilà l'homme hors de cause, et transformé en témoin à charge. Son rôle est notoire. Dans sa défense au procès²³, Bertoni commente :

Prenons maintenant le dossier, et nous verrons qu'au cours de l'enquête le vice et la trahison seulement ont trouvé grâce.

²² AFS, E4320B#1978/121#832*, copie d'une lettre de Chattopadhyaya datée de Stockholm, 23 juin 1919.

²³ Publiée dans *Le Réveil communiste-anarchiste* n° 515, 21 juin 1919.

Un agent provocateur, mouchard au service du Consulat italien et de la police à Zurich, est immédiatement libéré. Un autre prévenu l'est de même en s'engageant à livrer l'un de ses amis. Un troisième, Suisse et soi-disant docteur en philosophie, mais qui l'est plutôt en fripouillerie, après avoir été tour à tour au service de l'Allemagne et de l'Angleterre, peut-être des deux à la fois, se sauve on ne sait pas bien comment.

Il ajoute une note dans la version publiée, à propos de ce troisième larron :

Après le procès, j'ai appris par plusieurs accusés et témoins que M. Briess a été vu souvent travaillant à l'instruction avec M. Heusser, alors qu'il était à n'en pas douter le principal coupable. Je m'abstiens de qualifier ce fait absolument prouvé.

Bientôt Heusser ne peut plus employer « officiellement » son agent, comme on l'a vu, mais il reste en lien avec lui. En 1943, après des années mouvementées où il a fait du journalisme, dirigé un cabaret, fondé un institut de « cosmopsychologie » et d'astrologie, Briess a besoin d'un emploi. Heusser, qui dirige alors le pénitencier de Regensdorf, s'adresse au Dr Amann, responsable de la section Lutte contre le marché noir au Département fédéral de l'économie, pour recommander celui dont il a beaucoup apprécié le travail, et envoie un mot amical à Briess²⁴. Celui-ci ne sera pas embauché : la place n'est sans doute guère indiquée pour un homme qui a été inculpé à plusieurs reprises pour escroquerie !

De sérieux malentendus

Tant Ole Birk Laursen que Harald Fischer-Tiné, cités au début de cet article, situent les liens entre militants indiens et anarchistes italiens dans un cadre amical, « *politics of friendship* », « *affective communities* » selon leurs termes²⁵. Tant Har Dayal que Chattopadhyaya savent certes se faire des amis, séduire par leurs qualités, montrer un intérêt sincère pour d'autres courants révolutionnaires. Et le milieu anarchiste zurichois, dont les différents groupes se retrouvent souvent dans des cafés

²⁴ AFS, E4320B#1990/133#237. Lettre d'Otto Heusser du 6 juillet 1943.

²⁵ Ils reprennent là une notion proposée par Leela Gandhi, *Affective Communities: Anticolonial Thought, Fin-de-Siècle Radicalism, and the Politics of Friendship*, Duke University Press, 2006.

choisis, a sans doute comme bien d'autres cercles des affinités qui vont au-delà de l'action militante. Il n'empêche que les contacts entre eux en Suisse ont été fugaces, et entachés de malentendus.

Les échanges d'idées ont été cordiaux, espérons-le. Mais les objectifs et les tactiques diffèrent sérieusement. Les Allemands placent leurs pions, soutiennent qui peut déstabiliser les Anglais ; les militants indiens veulent faire peur à la couronne britannique par des séries d'attentats ; les anarchistes rêvent de susciter une insurrection contre la guerre et le régime en Italie... La même histoire a été racontée de plusieurs manières, comme je l'ai évoqué plus haut ; or ni la version de l'accusation ni le récit des anarchistes ne donnent les bonnes clés. L'examen du rôle d'Erwin Briess et des liens qu'entretient avec lui Otto Heusser semble jeter une nouvelle lumière sur cette affaire, dans le cadre de la chasse aux « communistes ».

Il n'y a pas qu'en Suisse que se pratique cette chasse : qu'on pense à la « peur du rouge » américaine (*Red Scare*), pendant ces mêmes années, où l'on retrouve les mêmes éléments, complots supposés, matières explosives, emprisonnements et expulsions de révolutionnaires.

★

En prison, après cinq mois passés au secret absolu, Louis Bertoni lit, mange plus que de coutume (selon le rapport du médecin de la prison), il écrit des lettres, s'exerce à des vers de mirliton. À peine libéré, il tient près de Zurich une « conferenza nel bosco », comme il l'écrit dans son agenda²⁶. Dès son retour à Genève, il reprend la publication régulière du journal et ses tournées de conférences ; le *Réveil* publie sa défense dans son numéro du 21 juin, *Il Risveglio* peu après. L'épisode a été rude, il laisse des souffrances, la défense des compagnons malmenés par le juge Heusser ou internés dans des camps redevient prioritaire. Il n'y a apparemment plus d'allusion aux Indiens dans le journal. Quant à Chattopadhyaya, il deviendra militant du Parti communiste allemand et de la Ligue contre l'impérialisme, avant d'être exécuté en 1937 lors des purges en URSS.

²⁶ Agenda 1918, Fonds Bertoni, CIRA. Il utilise le même agenda jusqu'en mai 1918, puis depuis juin 1919 ; les jours de semaine y sont donc décalés pour le deuxième semestre.

En 1919, 123 personnes ont été expulsées du territoire suisse pour propagande anarchiste et antimilitariste, ainsi que pour services de renseignements prohibés et autres atteintes à la sécurité publique²⁷. La Fédération patriotique suisse²⁸, fondée cette même année pour « soutenir les autorités » contre les menaces de révolution et dont Otto Heusser est un membre fort actif, n'y est sans doute pas étrangère.

MARIANNE ENCKELL

²⁷ *Feuille fédérale*, 21 avril 1920, Rapport du Conseil fédéral sur sa gestion en 1919, p. 287.

²⁸ Une brève présentation dans le *Dictionnaire historique de la Suisse*, www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17416.php

APRÈS LE CENTENAIRE DE LA GRÈVE GÉNÉRALE DE 1918

La fin de l'année 2018 a été marquée par le centenaire de la seule grève générale que la Suisse ait connue, un anniversaire auquel les *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* ont contribué dans un volume publié en commun avec la revue *traverse*¹. Cette commémoration a mis en évidence les anciens ateliers CFF de la gare d'Olten, un lieu symbolique qui renvoie évidemment au comité d'Olten qui a dirigé la grève, mais aussi à sa centralité ferroviaire au cœur de la Suisse. Un spectacle, *1918.ch*, dans lequel se mêlaient toutes les langues du pays, y a été joué pendant quelques semaines vers la fin de l'été, complété à tour de rôle par les interventions d'une vingtaine de troupes cantonales; et c'est aussi à Olten que s'est tenue le 10 novembre une commémoration organisée par l'Union syndicale suisse, le Parti socialiste suisse et la Société Robert Grimm, au cours de laquelle des personnalités socialistes et du monde syndical ont rendu hommage à cette mobilisation du passé en la présentant comme annonciatrice, voire fondatrice, de toutes les conquêtes sociales ultérieures. D'autres manifestations ont aussi été mises sur pied dans des régions ou des cantons. L'espace culturel a pour sa part été investi avec en particulier deux expositions muséales temporaires présentées respectivement à Bienne, dans une perspective régionale, et à Zurich, au Musée national suisse. Deux films documentaires très différents ont été produits et diffusés par la télévision publique. Enfin, ce centenaire a été l'occasion de plusieurs initiatives éditoriales qui ont partiellement renouvelé notre connaissance de cet événement en examinant notamment son déroulement dans des régions encore peu étudiées. Ces publications ont interrogé les significations de la Grève générale de 1918 à partir de ces nouvelles connaissances, mais aussi en fonction des regards sur ce passé qui ont émergé dans le contexte contemporain².

¹ «La Grève générale de 1918. Crises, conflits, controverses. Der Landesstreik 1918. Krisen, Konflikte, Kontroversen», *traverse*, Zurich, Chronos, n°2, 2018 & *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, Lausanne, AÉHMO & Éditions d'en bas, hors-série.

² Une sélection de références bibliographiques incluant les publications récentes est présentée à la fin de cet article.

L'histoire du mouvement ouvrier en Suisse a ainsi connu un bref moment de visibilité, certes réjouissant, mais qui risque de se révéler éphémère. Il est donc utile de faire un rapide bilan de ce centenaire pour en tirer quelques enseignements pour l'avenir. Il peut être proposé autour de trois tendances générales : le regard rétrospectif du mouvement syndical et socialiste sur la grève, les interprétations parfois caricaturales auxquelles elle a donné lieu et la relative discrétion d'une réflexion historique portant sur l'incertitude des protagonistes de ce mouvement social et la relative fragilité du fait qu'il soit advenu.

Des visions contrastées de la grève et de son issue

D'une manière générale, ce centenaire ne s'est pas distingué d'autres commémorations dans la mesure où il a été largement conditionné par des préoccupations du présent, à l'image des syndicats qui ont valorisé la grève et son rôle en organisant et en publiant dès l'année précédente, en 2017, un colloque sur la Grève générale, les actes de ce colloque, *Centenaire de la grève générale. Origines, conflits, conséquences*, et un ouvrage sur les *Grèves au 21^e siècle*. Dans ce cadre, des informations importantes ont été diffusées sur l'histoire de cet événement et sa signification pour aujourd'hui, mais sans insister autant qu'il aurait fallu sur la distinction dans le temps long entre les grèves de conquête qui ont marqué les débuts de l'histoire des luttes ouvrières et les grèves défensives, pour maintenir des acquis ou limiter des dégâts sociaux face à des fermetures ou des délocalisations d'entreprises, ou face à des licenciements collectifs. Ce sont pourtant bien des grèves de ce type qui surviennent le plus souvent aujourd'hui, sauf dans des cas particuliers comme les grèves des femmes des 14 juin 1991 et 2019 en Suisse.

Qu'en a-t-il été des principaux initiateurs de cette commémoration, en l'occurrence le Parti socialiste et les syndicats ? En ce qui les concerne, notamment au cours du colloque de 2017 et des commémorations de 2018, mais nous verrons que c'était aussi le cas dans l'exposition de Zurich, la grève a été présentée comme un moment de conflit et de durcissement des rapports sociaux ayant été à l'origine d'un certain nombre de changements qui correspondent grosso modo aux revendications portées par la grève : semaine de 48 heures, Assurance vieillesse et survivants, droit de vote et d'éligibilité des femmes, par exemple ; sauf que pour certaines de ces revendications, le temps passé jusqu'à leur conquête a été tellement long qu'il devient discutable de voir leur origine dans la Grève générale de 1918, comme si de longues luttes bien plus décisives n'avaient pas été indispensables

entre-temps. En réalité, il n'est pas aisé de distinguer, dans ces affirmations de causalité, d'une part ce qui revient à la mobilisation sociale du moment particulier de 1918 et, d'autre part, ce qui s'est imposé au fil du temps en correspondant à l'évolution de la société, parfois aux intérêts de la bourgeoisie ; et surtout ce qui a découlé de mobilisations sociales ultérieures. Bien sûr, c'est aussi le caractère fondamental, basique et légitime des revendications des grévistes de 1918 qui explique qu'elles aient fini, dans d'autres circonstances, et parfois bien plus tard, par être conquises et mises en application.

Le récit téléologique d'une grève emblématique et fondatrice qui aurait ouvert la voie à toutes les conquêtes sociales ultérieures du monde ouvrier n'est donc pas complètement convaincant. En revanche, le geste collectif de rupture et d'affirmation de soi du mouvement ouvrier en Suisse au cours de ces journées de novembre 1918, avec sa masse de 250 000 grévistes dans tout le pays, a sans doute eu des effets dans le sens d'une reconnaissance de son existence et de son rôle dans la société. Il a aussi marqué les esprits comme par exemple dans des cortèges du 1^{er} Mai à Zurich au cours des années cinquante, quand la grève était rappelée en association avec la conquête de la semaine de 48 heures. De ce point de vue, les organisations politiques et syndicales d'aujourd'hui n'ont pas eu tort de revendiquer cet héritage positif de la Grève générale de 1918. Cette reconnaissance a toutefois aussi contribué plus tard à une intégration du mouvement ouvrier au sein des institutions bourgeoises, un processus incarné par l'Accord de paix du travail de 1937, puis par l'Assemblée fédérale élisant un, puis deux socialistes au Conseil fédéral. Par ailleurs, une fanfaronnade sans nuances nous ferait passer à côté d'une autre réalité : le fait que l'issue immédiate de la grève a d'abord été une lourde défaite avec une solide réaction conservatrice de la classe dominante helvétique.

Cette réalité est soulignée par Hans Ulrich Jost aussi bien dans sa postface de 1988 à la réédition de l'ouvrage de Willi Gautschi que dans sa récente contribution au volume associant le revue *traverse* et les *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*. Jost montre ainsi que cette grève a dans un premier temps débouché sur une répression des plus ferme, sur un tournant conservateur extrêmement puissant dont l'élément narratif fondamental, qui n'a finalement été déconstruit par Gautschi qu'un demi-siècle plus tard, a consisté à prétendre que ce mouvement avait été une insurrection bolchévique, et donc étrangère, évitée de justesse. Selon Jost, deux secteurs de la société helvétique ont en réalité été les principaux bénéficiaires de cette crise sociale. Il s'agit

de la place financière et du monde paysan organisé. Selon cette interprétation, qui n'enlève rien par ailleurs à la dimension d'affirmation symbolique du mouvement ouvrier à travers sa mobilisation de masse, les milieux dominants de la Suisse ont su tirer profit de cette crise sociale pour raffermir leur pouvoir et la stabilité de l'économie, et pour s'attirer la bienveillance du monde paysan sur des bases conservatrices. Cette réalité ne devrait pas être négligée; d'autant moins que l'affirmation dans le contexte de la grève d'un courant politique agraire particulièrement conservateur mènera beaucoup plus tard, et dans un tout autre contexte, à l'affirmation de l'UDC blochérisée, le parti d'extrême droite que nous connaissons aujourd'hui.

Une confrontation d'extrémistes, nouvelle version du mythe de la grève comme révolution importée

En cette année de centenaire de la Grève générale, Christoph Blocher, qui ne s'intéresse nullement à la vérité historique, n'a pas manqué de répéter à qui voulait bien l'entendre la fable ultra-conservatrice qui associe la Grève générale de 1918 à un complot bolchévique manqué de justesse. C'est une légende qui a particulièrement bien fonctionné dans les esprits bourgeois au cours des années qui ont suivi la Grève générale, à laquelle d'aucuns avaient d'ailleurs pu croire dans l'incertitude du moment; mais c'est une légende qui ne résiste plus à la moindre analyse sérieuse.

Il est toutefois intéressant de relever que de nouvelles interprétations un peu différentes, mais tout aussi discutables, sont apparues au cours de ce centenaire. Elles ont utilisé l'image de la Grève générale comme une sorte de repoussoir, un moment cathartique qui aurait débarrassé la Suisse de l'écueil de ses extrêmes en la mettant définitivement sur les rails de la politique de concordance et de la prévalence de postures considérées comme raisonnables. Le film documentaire diffusé à la télévision suisse et réalisé en Suisse alémanique par Hansjürg Zumstein, *Grève générale 1918. La Suisse au bord de la guerre civile*, a ainsi mis en scène une opposition frontale entre Robert Grimm et Emil Sonderegger en se concluant par l'attitude plus modérée du premier au cours de la Seconde Guerre mondiale et par l'image d'un Sonderegger qui s'est discrédité dans le mouvement frontiste. Nous avons déjà montré combien ce film brouillait les esprits³.

³ Dans la critique que nous lui consacrons dans le numéro précédent des *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*.

Une même tendance s'est exprimée, quoique de manière plus nuancée, dans l'exposition temporaire présentée au Musée national suisse de Zurich en collaboration avec les Archives sociales suisses. Une vitrine de l'exposition évoquait bien les différentes interprétations, y compris récentes, de cette grève. Mais le narratif principal de l'exposition défendait de fait une vision qui mériterait d'être discutée. Sans négliger pour autant l'idée d'un mouvement social à partir duquel des conquêtes sociales fondamentales se seraient développées, cette vision était explicitée dès l'un des premiers cartels décrivant la Grève générale de 1918 :

Suite à une intervention militaire massive, la grève est interrompue au bout de trois jours. Néanmoins, certaines interventions des grévistes sont acceptées au cours des années suivantes, ouvrant ainsi la voie au partenariat social.

Plus loin, le cartel consacré aux conséquences de la grève allait dans le même sens :

Si la grève générale entraîne, à court terme, un durcissement des divergences en matière de politique intérieure, elle est aussi à l'origine d'un certain nombre de changements, tels que la première élection du Conseil national à la proportionnelle déjà en 1919, l'introduction de la semaine de 48 heures la même année, ainsi que le projet d'une assurance vieillesse et survivants.

À long terme, elle ouvre la voie à la démocratie de concordance en Suisse. En 1943, Ernst Nobs, qui avait écopé d'une peine de prison de quatre semaines en raison des articles publiés dans le journal *Völkrecht*, est le premier socialiste élu au Conseil fédéral.

Au-delà de cette interprétation générale, l'exposition de Zurich mettait surtout en exergue des personnages emblématiques comme Robert Grimm et le général Ulrich Wille, ou comme deux femmes qui ont marqué la lutte ouvrière contre la vie chère, Rosa Bloch-Bollag et Anny Klawa-Morf. Les documents qu'elle donnait à voir avaient leur pertinence, même s'ils auraient pu ne pas être seulement suisses alémaniques.

Dans le fond, s'il était certes utile et important de faire connaître cette grève de 1918, ses revendications, son déroulement, ses causes sociales, la violence de ses adversaires et les différents enjeux politiques qu'elle a soulevés en son temps, et si des recherches sont sans doute encore à développer en la matière, il est quand même dommage d'avoir montré une grève avec si peu de protagonistes et d'imprévu : si peu

de protagonistes parce que les 250 000 ouvriers et ouvrières qui ont cessé le travail y avaient peu la parole ; si peu d'imprévu parce que le récit téléologique qui va de la vie chère au partenariat social élude forcément beaucoup des incertitudes qui étaient au cœur de cette mobilisation. Nous y reviendrons

Dans une certaine mesure, le spectacle multilingue *1918.ch* présenté à la fin de l'été sur l'ancien site industriel de la gare d'Olten a été caractérisé lui aussi par cette tendance au lissage des faits du passé, mais d'une manière plus nuancée et moins perceptible compte tenu du foisonnement de personnages et de touches locales qu'il présentait, chaque soirée étant complétée par des apports scéniques d'un ou deux cantons intervenant à tour de rôle. En outre, le spectacle donnait bien davantage l'impression d'un mouvement populaire de masse avec la multitude de ses figurants.

Deux autres initiatives liées à ce centenaire se sont révélées intéressantes et l'auront marqué utilement en donnant la priorité à la restitution des faits.

Le film documentaire *1918. L'affrontement de la Grève générale*, de Frédéric Hausammann, n'est pas tombé dans le piège des reconstitutions artificielles et il a mobilisé un grand nombre de documents d'archives pour construire un récit situé de manière prépondérante en amont des trois journées de grève générale. Il fournit donc des informations très utiles sur le contexte et les dynamiques de ce mouvement.

L'exposition *1918. Guerre et paix* consacrée à la période de la guerre et aux aspects régionaux de la Grève générale proposée par le Nouveau Musée de Bienne a montré de son côté une très riche documentation à travers laquelle elle a su faire parler des protagonistes du mouvement. Des portraits de figures locales, des correspondances et des documents d'archives ont permis aux visiteurs de prendre la mesure des enjeux sociaux de l'époque, mais aussi des sentiments contrastés suscités par la guerre dans une région située en pleine frontière linguistique.

Une vision après coup qui gomme les incertitudes

Il n'est jamais évident qu'une commémoration permette de développer un véritable travail d'histoire même si c'est chaque fois une bonne occasion de le faire. Les initiatives commémoratives se situent toujours dans le présent, et ce sont bien les questions du présent qui déterminent l'orientation de ce rappel du passé et les réflexions qu'il suscite. Il n'en a ainsi pas été autrement pour ce centenaire de la Grève générale de 1918 survenant dans un contexte très difficile pour

les luttes syndicales, la protection des travailleuses et travailleurs, et la défense des solidarités.

Au cœur du travail d’histoire, il y a l’idée de reconstruire les présents du passé, de prendre la mesure des univers mentaux, des expériences, des espoirs et des doutes de celles et ceux qui, dans leur propre présent, ont agi dans notre passé. Or, cette dimension d’incertitude ou, pour le dire autrement, le caractère toujours imprévu de ce qui advient et qui aurait pu ne pas advenir, a bien de la peine à exister dans les regards commémoratifs. Pourtant, une grève qui émerge n’est pas réductible à des causalités fermées qui pourraient l’expliquer, elle comprend toujours aussi une part de contingence et d’inexpliqué. Par exemple, quand les historiens Tobias Straumann et Rudolf Jaun ont contesté, dans la *Neue Zürcher Zeitung* du 25 janvier 2018⁴, le caractère simpliste de l’interprétation de la Grève générale par des causes socio-économiques alors que la dégradation des conditions de vie avait connu son apogée avant la première moitié de 1918, ils s’en tenaient à un déterminisme qui négligeait la complexité, et peut-être aussi la part d’irrationalité, du déclenchement des mouvements sociaux. Des mobilisations antérieures, notamment au Tessin, vont certes dans le sens de leur objection. Mais il n’en reste pas moins que le surgissement inattendu, et d’ailleurs imparfait, de cette grève à l’échelle nationale, qui constituait bien sûr un objectif déclaré du Comité d’Olten, n’allait vraiment pas de soi sur le moment. Et la manière dont les dirigeants de la grève ont très vite cédé aux menaces qui leur étaient adressées illustre aussi cette fragilité.

Quand un appel à une grève est lancé, quand la question se pose jour après jour de sa reconduction et de sa durée, les dynamiques de la mobilisation sont toujours complexes et souvent inattendues, notamment parce qu’elles incluent bien davantage que les militants organisés. Combien de grèves nécessaires n’ont-elles pas eu lieu pour combien qui semblent avoir surgi comme par effraction ? Il y a là de l’incertitude, et il y en avait beaucoup en novembre 1918 ; une incertitude qu’il n’est pas bon d’effacer, ou de négliger, après coup, qui plus est dans un présent social non moins incertain, si l’on veut que le passé fasse sens pour le présent.

C’est là, justement, que la priorité donnée aux documents d’archives et à la parole des acteurs et actrices du passé révèle toute son importance.

⁴ Cité dans l’introduction de «La Grève générale de 1918. Crises, conflits, controverses», *op. cit.*, p. 16.

Pour ne prendre qu'un seul exemple, on sait que la Grève générale du 12 au 14 novembre 1918 avait été précédée par un appel à une grève générale de protestation le samedi 9 novembre. Or, il a été impossible de la mettre sur pied à Genève dans les délais très courts du lancement du mot d'ordre. C'est la raison pour laquelle le secrétaire du Comité d'action ouvrier de Genève, Charles Hubacher, s'est adressé le 10 novembre au secrétaire de l'Union syndicale suisse, Charles Schürch, pour expliquer et justifier l'absence de mobilisation à Genève à ce moment-là :

Maintenant, je voudrais que tu rendes le Comité d'Action d'Olten attentif, qu'à la prochaine occasion il faut absolument qu'il tienne mieux compte de la situation à Genève. Nous n'avons ni quotidien, ni imprimerie, et, il nous est matériellement impossible de déclencher un pareil mouvement en l'espace de 12 heures. Il faut que nous soyons avisés au moins 48 heures à l'avance, autrement nous nous trouverons dans la même situation qu'aujourd'hui.⁵

Quelques jours plus tard, alors qu'une grève s'était effectivement déroulée à Genève dans le cadre de la mobilisation nationale déclenchée le 12 novembre, c'est encore une fois l'incertitude qui a marqué son dernier jour, le 14 novembre, dans les rues du quartier de Saint-Gervais. En effet, le *Journal de Genève* avait annoncé au plus vite, dans une édition spéciale, la décision du Comité d'Olten de mettre fin à la grève, mais les grévistes non seulement avaient beaucoup de peine à le croire, mais ont fait aussi valoir, une fois toutes les informations reçues, que la reprise de travail n'entrerait en force que le lendemain matin. Les violences de cette journée étaient ainsi inscrites dans ce climat de confusion qu'il est souvent difficile de faire prendre en compte dans les récits commémoratifs.

Les ouvrages qui ont été publiés à l'occasion de ce centenaire ont sans doute amélioré notre connaissance du déroulement de cette grève, notamment pour certains cantons et régions. Ils n'ont toutefois pas rendu obsolètes, comme le soulignent les auteurs de l'introduction au volume publié conjointement par *traverse* et les *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, des études antérieures comme celles du volume collectif introduit par Marc Vuilleumier en 1977. Qui plus est, si ce moment de visibilité a connu certaines limites, le devenir ultérieur

⁵ Collège du travail, «La Grève générale à Genève: quatre documents», <https://www.collegedutravail.ch/greve-generale-documents/>, consulté le 31 mai 2019.

de notre connaissance de cette histoire et surtout de sa diffusion dans l'espace public et auprès des nouvelles générations peut nous préoccuper.

Le spectre d'une régression de l'histoire sociale et critique

La commémoration de la Grève générale de 1918 est terminée. Mais que va-t-il en être de son histoire et de sa transmission dans la période à venir? Que va-t-il rester des apports de cette commémoration, notamment dans les écoles? Le syndicat SSP/VPOD a eu la bonne idée de publier un dossier de sources, *La Grève générale de 1918. Histoire d'un événement fondateur du XX^e siècle en Suisse. Matériaux pour l'enseignement*. Mais il est vraisemblable que les moyens d'enseignement d'histoire pour l'école obligatoire qui vont être bientôt distribués dans toute la Suisse romande ne traiteront guère, et pas sérieusement, de cette thématique d'histoire sociale. En outre, comme nous l'avons souligné, quelque chose a manqué dans cette évocation après coup de la Grève générale de 1918, c'est son caractère inattendu, improbable, imprévu; c'est surtout l'incertitude dans laquelle étaient plongés ses protagonistes; c'est le rôle de son contexte, avec à la fois la fin d'une terrible guerre alentour, les effets délétères de la misère et une poussée de grippe espagnole qui ne connaissait pas de frontières.

Nous disposons désormais d'une série de documents, d'ouvrages, d'articles, de films documentaires, en ajoutant à celui de Frédéric Hausammann celui, bien plus ancien et destiné à des publics scolaires, que Jacqueline Veuve avait réalisé avec l'historien Philippe Schwed. Avec ces matériaux, et sans doute d'autres qui pourraient ou viendront les compléter, il s'agit aussi de promouvoir et assurer la transmission aux nouvelles générations d'une connaissance de ce mouvement social et de ses significations qui puisse contribuer à défataliser les réalités sociales et politiques du présent. Mais l'enjeu est aussi de ne pas laisser marginaliser une histoire sociale et populaire de l'Europe et de la Suisse suffisamment attentive aux points de vue des subalternes, sans perdre de vue pour autant les rapports et les mécanismes de pouvoir auxquels ils sont par ailleurs confrontés.

CHARLES HEIMBERG

Références bibliographiques

1918. *Guerre et paix – Krieg und Frieden*. Textes pour l'exposition, Bienne, Nouveau Musée de Bienne, 2018.
- Vania Alleva & Andreas Rieger (éd.), *Grèves au 21^e siècle*, Zurich, Rotpunktverlag, 2017 (ouvrage disponible aussi en allemand et en italien).

- Laurent Andrey, «La commémoration des “sombres journées de novembre 1918” à Fribourg: un instrument de propagande anticommuniste», in Michel Caillat & al. (dir.), *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse – Geschichte(n) des Antikommunismus in der Schweiz*, Zurich, Chronos, 2009, pp. 95-108.
- Thomas Buomberger, «Rhétorique de combat, peur de la révolution et gardes civiques. La grève générale de novembre 1918», in Roman Rossfeld, Thomas Buomberger & Patrick Kury (éd.), *14/18. La Suisse et la Grande Guerre*, Baden, Hier und Jetzt, 2014, pp. 336-365.
- 100 Jahre Landesstreik! Ursachen, Konfliktfelder, Folgen – Centenaire de la grève générale. Origines, conflits, conséquences*, Interventions du colloque du 15 novembre 2017, Berne, Union syndicale suisse, 2018.
- Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918*, Zurich, Chronos 1988 (2^e éd. ; 4^e éd., 2018).
- «La Grève générale de 1918. Crises, conflits, controverses. Der Landesstreik 1918. Krisen, Konflikte, Kontroversen», *traverse*, Zurich, Chronos, n° 2, 2018 & *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, Lausanne, AÉHMO & Éditions d'en bas, hors-série.
- La Grève générale de 1918. Histoire d'un événement fondateur du XX^e siècle en Suisse. Matériaux pour l'enseignement*, Lausanne, Syndicat des Services publics, 2018.
- «La Grève générale à Bienne et dans le Jura bernois», *Intervalles. Revue culturelle du Jura bernois et de Bienne*, n° 11, automne 2018.
- Frédéric Hausammann, *1918: l'affrontement de la Grève générale*, film documentaire, 2018.
- Charles Heimberg, «Cent ans après la Grève générale de 1918, pourquoi et comment parler de l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse romande», suivi de «La Grève générale de 1918 en Suisse: un documentaire qui brouille les esprits», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, Lausanne, AÉHMO & Éditions d'en bas, n° 34, 2018, pp. 53-65.
- Charles Heimberg, «La garde civique genevoise et la grève générale de 1918, un sursaut disciplinaire et conservateur», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 44-3, n° 3, 1997, pp. 424-435.
- Hans Ulrich Jost, «L'importance de la Grève générale dans l'histoire de la Suisse», in *À tire d'ailes. Contributions de Hans Ulrich Jost à une histoire critique de la Suisse*, Lausanne Antipodes, pp. 187-203 [édition originale en allemand: 1988].
- Jean-Claude Rennwald & Adrian Zimmermann (dir.), *La Grève générale de 1918 en Suisse. Histoire et répercussions*, Neuchâtel, Livreo Alphil, 2018.
- Roman Rossfeld, Christian Koller & Brigitte Studer (Hg.), *Der Landesstreik. Die Schweiz im November*, Baden, Hier und Jetzt, 2018.
- Jacqueline Veuve, *La Grève générale de 1918*, film documentaire produit par TV-CO, Genève, 1972.
- Marc Vuilleumier & al., *La Grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, Grounauer, 1977.

ARCHIVES DE L'AÉHMO: LE FONDS DU MDE ET DE LA FOBB

Les archives du Mouvement démocratique des étudiants (MDE) sont un fonds précieux pour qui souhaiterait étudier la gauche en Suisse romande au tournant des années 60. Constituées de 11 boîtes conservées par l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AÉHMO), elles sont relativement modestes mais ont bénéficié d'un travail de mémoire consciencieux, comme en témoignent les quelques notes laissées par l'archiviste anonyme. Remplissant à l'origine deux «cartons à bananes», elles ont été remises en 2002 par deux anciens militants, Bernard Antenen et Sylvain Goujon, à l'historien Pierre Jeanneret, qui les a à son tour versées à l'AÉHMO.

Cette synthèse, en s'appuyant sur l'article que Pierre Jeanneret a consacré à ce mouvement¹, se propose de présenter brièvement quelques axes d'études favorisés par l'existence de ce fonds.

L'orientation première du MDE, socle de sa constitution en 1956, est le syndicalisme étudiant: si Jeanneret insiste sur le fait que le mouvement s'en est tenu au stade de «l'affirmation verbale militante», il souligne également les pressions qu'il a exercées sur les associations estudiantines locales et nationales. Celui ou celle qui souhaiterait approfondir ce champ d'action trouvera une correspondance relativement étendue avec des représentants de l'Association générale des étudiants de l'Université de Lausanne (AGECITE), de l'Association générale des étudiants de l'École polytechnique de l'Université de Lausanne (AGEPUL) ou encore de l'Union des étudiants de Suisse (UNES). Cette question transparaît également dans la correspondance à l'interne entre militant·e·s du MDE, dans leurs bulletins (tirés en moyenne à 550 exemplaires selon Jeanneret), ainsi que dans leurs nombreux contacts avec des associations étudiantes à l'international. Jeanneret précise toutefois, et c'est observable dans l'examen des documents conservés, que cet axe sera relégué dès 1960 au profit de l'anticolonialisme, moteur du MDE entre 1960 et 1962, année où le mouvement commence à s'essouffler (en effet, si le MDE n'est dissous qu'en 1964, le volume d'archives témoigne de cet affaiblissement).

¹ Pierre Jeanneret, «Le Mouvement démocratique des étudiants», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* 21, Éditions d'en bas et AÉHMO, 2005, pp. 43-85; accessible en ligne: www.e-periodica.ch/digbib/view?pid=cmo-001:2005:21#5

Jeanneret indique que, sans le MDE, le «*problème algérien*» [serait] resté plus longtemps ignoré de nos concitoyens, et notamment du milieu étudiant, que le MDE a sorti de la léthargie». En effet, ces archives gardent les nombreuses traces de l'organisation par le mouvement de divers mobilisations et événements : manifestations, conférences, articles. Si l'Algérie est au cœur de l'engagement anticolonialiste du MDE, celui-ci se rapprochera également de mouvements anticolonialistes des territoires portugais ; une proportion non négligeable de la correspondance tend à l'indiquer. Plus tard, au milieu des années 60, un des membres du MDE, Sylvain Goujon, ira même rejoindre le Front national de libération de l'Angola – une enveloppe constituée de documents personnels retrace cet engagement. Les nombreux contacts et la formation politique acquise dans le cadre de son investissement dans le MDE ont probablement été structurants.

Tout ceci vaudra aux militant·e·s leur fichage par la Bundespolizei : certain·e·s exigeront l'accès à leur dossier lorsque le scandale éclatera et des copies de certains éléments sont conservées dans ces boîtes. Les fiches s'avèrent utiles pour établir une chronologie de divers événements organisés par le MDE.

Jeanneret note que l'engagement anticolonial des militant·e·s du MDE les ont amenés à adopter une posture «*critique* » vis-à-vis du «*communisme officiel*», qui se révèle pour le moins prudent sur la question. La diversité des trajectoires politiques des ancien·ne·s du MDE peut donner un indice sur l'ouverture d'esprit et la pluralité des opinions qui y avaient cours. Il ne faut pas en déduire que le MDE se détourne du mouvement communiste : il enverra des délégués à l'Est à l'occasion de divers forums de jeunesse, festivals et autres congrès télévisés par l'Union soviétique, ce qui est largement documenté dans les fonds (correspondance, bulletins de congrès, prises de parole manuscrites, etc.). Malgré tout, cette pluralité cultivée génère un discours politique qui s'avère assez éloigné de ce que l'on trouvera plus tard du côté de la Ligue marxiste révolutionnaire ou de Rupture maoïste par exemple, en ne cherchant pas à s'établir comme «*vérité*». Son caractère est en effet moins définitif et le mouvement ne s'engage pas dans des attaques à l'égard de mouvements qui lui sont proches. Toutefois, certain·e·s membres du MDE se rapprocheront peu à peu du POP («*surtout dans les deux dernières années de [l']existence*» du MDE, selon Jeanneret) et il pourrait être intéressant de contextualiser cette nouvelle proximité dans une histoire plus large et d'observer une

éventuelle mutation des textes diffusés dans les bulletins, afin de produire une histoire de l'idéologie du MDE. La première crispation explicite et documentée se matérialise dans le procès-verbal d'une assemblée générale de janvier 1961 déjà, alors qu'une crise mène des militant·e·s du MDE membres du POP et celles et ceux qui ne le sont pas à s'affronter autour d'une collaboration avec un groupe d'étude du Parti socialiste.

Ce fonds permet également d'étudier plus spécifiquement la trajectoire de militant·e·s du MDE, puisque l'un de ses membres et archivistes, Sylvain Goujon, a collecté de nombreuses informations (principalement des coupures de presse) ultérieures à la dissolution du mouvement, parfois jusque dans les années 2000. Toutefois, cette collecte a la faiblesse de ne concerner que les membres devenus des personnages publics (Anne Cunéo, Michel Thévoz, Michel Contat...), à des échelles certes variables. Quant à la disparition du MDE, en 1964, elle est selon Jeanneret davantage une dispersion de ses militant·e·s parmi diverses tendances de gauche (LMR, Rupture, POP, Parti socialiste...). Si ce fonds ne permet pas d'étudier cela en profondeur, il en fournit quelques pistes.

Le fonds d'archives reçu par l'AÉHMO a d'abord été intitulé par erreur «fonds Gérard Delaloye», ce qui introduisait une confusion avec le fonds de papiers personnels de ce dernier; mais il arrive que des références aux sources le désignent ainsi. Il s'intitule désormais Fonds MDE. Le contenu des boîtes avait fait l'objet d'un classement à une date indéterminée (des listes informatiques tirées sur papier ne sont pas identifiables, et souvent fautives). Les enveloppes ont été conservées dans leurs boîtes d'origine, ce qui explique pourquoi l'inventaire comporte souvent une double cote (ajout de la cote de récolement). Cet inventaire est accessible en ligne sur le site de l'AÉHMO, et comprend notamment la liste de toute la correspondance conservée. Le travail a été effectué en mai et juin 2019, grâce à un financement de l'Université de Lausanne.

<https://archives.aehmo.org/index.php/fonds-mouvement-democratique-des-etudiants>

MARGAUX LANG

avec la collaboration de Marianne Enckell

Le fonds FOBB

Suite au récolement effectué par Roger Steinmann², nous avons procédé à des éliminations avec l'accord de l'archiviste d'Unia : le contenu de la plupart des boîtes a été allégé, les doublets supprimés ainsi que les éléments étrangers (non seulement les trombones et élastiques : on a trouvé dans des boîtes des pochettes d'allumettes publicitaires, des boulons, des disquettes dont le contenu avait été imprimé, etc.). Suppressions et regroupements ont réduit le fonds à 1300 boîtes environ au lieu de 1740. Il n'a pas été procédé à son reconditionnement ni à aucun reclassement. L'inventaire est disponible sur la page des archives de l'AEHMO :

<https://aehmo.org/fonds-archives/fonds-federation-des-ouvriers-du-bois-et-du-batiment>

Les collections photographiques, composées de tirages argentiques en noir et blanc, de quelques liasses de photos en couleurs et de quelques enveloppes de négatifs (une trentaine de boîtes en tout), feront l'objet d'un traitement particulier. Une demande de financement pour la numérisation partielle sera déposée auprès de la fondation Memoriav, en coopération avec Unia et les Archives sociales suisses.

² Roger Steinmann, « Récolement du fonds FOBB/SIB des archives de l'AEHMO », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* 34, Éditions d'en bas et AEHMO, 2018, pp. 43-49.

« ESSAYEZ CHEZ GRETLER ! »

HOMMAGE À ROLAND GRETLER

(1937-2018)

Après mon entrée en fonction aux Archives sociales suisses, j'ai effectué une tournée dans différents centres d'archives iconographiques en Suisse. À la suite de visites dans différents lieux plutôt paisibles, je me suis retrouvé un jour devant la porte du Panoptique sur l'histoire sociale (Panoptikum zur Sozialgeschichte) de Roland Gretler, au quatrième étage de l'école de la Kanzlei à Zurich. Ici, tout était différent : pas d'ordinateur, pas de station de numérisation, pas d'inventaire ; pour tout cela, il y avait Roland Gretler ! Il me reçut et, après quelques minutes, j'étais embarqué par les explications et anecdotes qu'il donnait au sujet d'une image qu'il avait tirée d'une des innombrables armoires.

Son panoptique était le résultat de décennies d'efforts visant à enrichir l'histoire du mouvement ouvrier et d'autres mouvements sociaux par un fonds iconographique qui leur serait dédié. Pour sauver de l'oubli et de la destruction des fonds photographiques remarquables, Gretler a arpenté les marchés aux puces et les brocantes, rendu visite aux organisations militantes, activé son propre réseau. Ainsi, pour ne mentionner qu'un exemple, de nombreuses œuvres de l'Arbeiter Fotografenbund de Zurich ont atterri par chance au Panoptikum. Ce groupement avait été fondé à la fin des années 1920 pour documenter par la photographie son propre milieu de vie.

Stimulées par l'esprit de collectionneur assidu de Gretler, les archives n'ont cessé de grandir. À côté des photographies et des affiches, l'archiviste s'intéressait aussi aux tracts, pamphlets et aux objets et créa une grande bibliothèque d'albums-photo. Mais seul lui savait ce que contenait exactement son Panoptikum. Ce matériel était en tout cas extrêmement attractif, comme en témoignent les nombreuses publications d'histoire qui mentionnent son fonds comme source pour leur iconographie. L'activité de Gretler a d'ailleurs été largement connue du grand public après une exposition à succès à Saint-Gall en 2013.

Dans un certain sens, les Archives sociales suisses se sont toujours trouvées en concurrence avec le Panoptikum de Gretler. Nous pêchions dans les mêmes bassins, même si nous le faisons avec des méthodes



Roland Gretler à Zurich, le 7 mai 1994. Photographie Olivia Heussler.

et une situation de départ complètement différentes. L'avance de la collection de Gretler sur les fonds iconographiques des Archives sociales a été régulièrement démontrée ces dernières années dans de nombreux domaines. Lorsque nous n'arrivions pas à nos fins, il nous restait seulement une astuce : « Essayez chez Gretler ! » Il reste à espérer que son œuvre sera conservée et qu'elle reçoive enfin la reconnaissance officielle qu'elle mérite.

STEFAN LÄNZLINGER

(Sozialarchiv-Info, 2018)

Traduit de l'allemand par Alexandre Elsig

Note des éditeurs : Au printemps 2019, le site du Panoptikum a annoncé la dissolution de cette structure et le versement des fonds à diverses archives et collections.

LE « MAITRON » POUR TOUS

Depuis décembre 2018, presque toutes les 180 000 notices biographiques du « *Maitron* », *Dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social*, sont librement accessibles en ligne, sur le site <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr>. Le chantier est encore en cours : les balises permettant d'élaborer des biographies collectives (périodes, lieux, type de militantisme, professions...) restent lacunaires, les doublons doivent être fusionnés, les hyperliens (renvois à d'autres notices) vérifiés.

Les deux premières séries de volumes imprimés, allant des origines à 1871, voulaient « extraire le mouvement ouvrier de son obscurité initiale en faisant un relevé exhaustif de tous les militants » connus ou inconnus. Pour la troisième série, 1871-1914, des critères plus restreints ont été retenus : tous les délégués à un congrès national socialiste ou syndical ; les militants de « familles » parentes : syndicalistes chrétiens, coopérateurs et anarchistes ; les intellectuels et artistes « qui se comirent un temps, parfois très bref, aux côtés de révolutionnaires ». Maurice Agulhon regrettait alors « que ce volume qui honore ainsi Barrès d'une mention ne comporte pas le nom de Maria Blondeau, une ouvrière qui trouva la mort à Fourmies un certain 1^{er} mai 1891 »¹. Elle a désormais une brève notice.

Les critères ont en effet évolué, la version en ligne permettant un accroissement hyperbolique et un travail collaboratif. Apparaissent désormais des noms trouvés dans la presse militante, sur des affiches, dans des listes de souscription... Le *Maitron* s'est aussi ouvert à l'international, avec des volumes imprimés consacrés à l'Autriche, à la Grande-Bretagne, au Japon. Pour le *Dictionnaire des anarchistes*, nous avons retenu les militants et militantes en milieu ou pays francophone ; *La Sociale en Amérique* retient les noms de francophones aux États-Unis ; le dictionnaire Afrique, en cours d'élaboration, comporte aussi des notices en anglais ; pour la Belgique, les notices ne se limitent pas aux francophones.

C'est aussi que les sources ont bien changé de nature. Lorsque Marc Vuilleumier rédigeait il y a près de cinquante ans des notices biographiques sur les réfugiés de la Commune en Suisse, il indiquait souvent

¹ Compte rendu, *Annales*, 1974, n° 6.

«Arch. fédérales Berne, Suisse. Flüchtlinge. Carton 53»; la cote est aujourd'hui plus précise mais bien plus compliquée. En France, tout l'état civil est accessible en ligne, département par département, commune par commune, et les sites généalogiques sont foison. Des catalogues de bibliothèques aux inventaires d'archives, des journaux et revues aux thèses et travaux, toute cette documentation permet quasiment de rédiger des notices en pantoufles devant son écran d'ordinateur.

Mais la curiosité et la persévérance des rédacteurs et rédactrices du *Maitron* ne s'arrêtent pas là. La plupart sont bénévoles, militants eux-mêmes, souvent retraités, et se regroupent dans des associations régionales ou thématiques. Et l'ouverture du site a entraîné une déferlante de compléments et de corrections apportés par des généalogistes, des descendants, des spécialistes, dont certain·e·s peuvent participer directement à la rédaction.

MARIANNE ENCKELL

(paru dans le *Bulletin du CIRA* 75, 2019,
www.cira.ch/publications-fr)

L'IMPOSITION DIRECTE SUR LES FORTUNES ET LES RESSOURCES DANS LE CANTON DE NEUCHÂTEL (1848-1917)

Étude sur les débats politiques et les enjeux socio-économiques liés à l'introduction de l'impôt progressif en 1917. Résumé du mémoire de maîtrise ès lettres en Histoire sous la direction du professeur Sébastien Guex, soutenu à l'Université de Lausanne, session de juin 2018.

«La formule de l'impôt progressif est celle de l'avenir.»¹

Mon mémoire en histoire s'inscrit dans un courant appelé la sociologie financière, représenté notamment par le professeur Sébastien Guex, qui a supervisé ce travail. Ce mémoire se donne pour tâche générale de parcourir l'histoire des révisions fiscales du canton de Neuchâtel de 1848 à 1917.

Théoriquement, le thème des impôts étudiés de manière historique n'épargne presque aucun aspect de la société. En effet, si l'on veut comprendre «où est pris l'argent?» et «à quoi il sert?», on s'aperçoit que l'ensemble des champs sociaux est concerné. L'imposition n'est finalement qu'un «bras de fer» de plus dans la lutte des classes d'un pays moderne. Mais c'est une lutte particulièrement centrale, puisque de lui dépend le fonctionnement même de l'État.

Le premier impôt moderne apparaît à Neuchâtel en 1848 (date du début de la période étudiée), car une Révolution éclate et la République de Neuchâtel est instaurée. 1917 clôt cette recherche parce que c'est cette année-là que l'impôt progressif est mis en place de manière durable². Ce dernier principe de la progression que nous connaissons

¹ Archives de l'État de Neuchâtel, Grand Conseil : AEN 3GC – 4.83, le libéral Paul Robert, *Séance du 28 novembre 1917*, p. 704.

² La différence entre l'impôt progressif et l'impôt proportionnel (ce dernier étant l'impôt présent durant toute la seconde moitié du XIX^e siècle) est un aspect central dans ce travail. L'impôt proportionnel signifie que le même taux est exigé, quelles que soient la fortune ou les ressources des citoyens. Alors que le taux de l'impôt progressif augmente au fur et à mesure que la fortune ou les ressources augmentent, dans des proportions fixées par la loi.

encore aujourd'hui est un enjeu majeur de cette période dans tous les pays occidentaux. C'est notamment une revendication de longue date des mouvements ouvriers.

Ce travail est divisé en trois parties. La première se consacre au premier impôt du canton qui est provisoire (un an). En résumé, les radicaux souhaitent éviter toute révolte sociale juste après la prise du pouvoir et équilibrer les finances de la nouvelle République. En 1848, ils optent alors pour un impôt progressif, chose particulièrement exceptionnelle. Mais juste après cette première année extraordinaire, ils appliquent un système d'impôt proportionnel. La deuxième partie retrace alors toutes les réformes fiscales durant ce demi-siècle d'impôts proportionnels, jusqu'à l'impôt de 1903 – période étayée ici par l'exemple du projet de loi de 1876. Enfin, la troisième partie s'intéresse à ce changement juridique d'envergure qu'est la loi de 1903. Le gouvernement tente alors de donner plus de moyens au fisc pour éviter la fraude. Pourtant, cela ne fonctionne que moyennement et la guerre demande des moyens considérables, ce qui mène à la modification de 1917, dans laquelle le principe de la progression est introduit.

Un demi-siècle de révisions fiscales : l'exemple du projet de 1876

Le simple fait que la population augmente durant cette période rend un certain nombre d'infrastructures de plus en plus nécessaires. L'État choisissant d'intervenir dans la mise en place de certains domaines (par exemple les transports), il est obligé d'adapter sa fiscalité.

La crise des années 1870 qui touche assez fortement Neuchâtel, notamment l'horlogerie, va pousser les autorités à choisir un moyen de prélever l'argent dont il a besoin de manière « moins dure » pour les plus démunis, là encore dans un souci d'éviter des perturbations sociales. Fatalement donc, c'est la progression qui revient sur le devant de la scène. En fait, les radicaux de gauche n'ont jamais vraiment cessé de prôner ce système d'imposition. Émile Tripet, directeur des finances à l'origine du projet de loi déposé fin 1875, se réfère même à l'impôt de 1848 en disant : « Il est regrettable que ce système n'ait pas continué dans les limites sages et raisonnables ; aujourd'hui on y serait habitué et les choses se feraient toutes seules ; on l'aurait perfectionné ; les classes seraient réglées et tout irait pour le mieux. »³

³ AEN 3GC – 4.35, « Rapport du CE sur le projet de loi sur l'impôt direct, par M. le Directeur des Finances », *Séance du 16 novembre 1875*, p. 142.

Les débats sont denses : on parle déjà de fuites de capitaux si la fiscalité est trop sévère, on dénonce la fraude et les sommes importantes qui échappent au fisc, mais finalement les députés réussissent à se mettre d'accord sur un projet de loi. La Constitution devant être changée pour réformer de cette façon la fiscalité du Pays, c'est le peuple qui s'y oppose, par ignorance probablement, et dans la crainte d'être plus imposé que ce qu'il ne l'était déjà.

1917 : introduction définitive du principe de progression

Après la tentative avortée de 1876, l'idée d'un impôt progressif est toujours présente. Je ne m'attarderai pas ici sur le changement qu'a représenté la loi de 1903, mais uniquement sur sa modification importante de 1917. En comparaison avec d'autres révisions, celle de 1917 est très rapide (le projet est approuvé en moins d'un mois). Il s'agit en effet d'une discussion de longue date et ce qui importe essentiellement à ce moment-là est la possibilité d'introduire l'impôt progressif, toutes les tentatives précédentes de l'État pour augmenter ses recettes ayant avorté. Le principe de l'impôt progressif n'est donc adopté qu'en dernier recours.

Lors de la dernière votation populaire avant la modification, en juillet 1917 (qui propose une augmentation du prix du sel et une augmentation de l'impôt direct), toutes les propositions soumises au vote sont rejetées massivement. Pour cette raison, le rôle des socialistes est important, car ils sont les seuls à appeler à voter contre lors de ce scrutin. Cela leur procure un certain pouvoir, et les libéraux et les radicaux comprennent qu'ils ne peuvent plus se contenter de minoriser les socialistes au gouvernement.

Peu après, durant les débats législatifs en novembre, la fraude et la fuite des capitaux sont de nouveau des sujets centraux. Le socialiste Paul E. Graber affirme à ce propos que « les riches n'ont pas eu besoin de l'impôt progressif pour dissimuler, puisque huit cents millions échappent actuellement à l'impôt dans notre canton »⁴.

Enfin, si cette loi est finalement acceptée (les socialistes collaborent et ne lancent pas de référendum), les taux de progression appliqués sont toutefois particulièrement faibles, surtout si l'on se souvient du premier impôt de 1848. Dans cette loi, les taux marginaux supérieurs sont fixés à 4,20% pour les ressources et 4,50‰ pour les fortunes,

⁴ AEN 3GC – 4.83, E.-Paul Graber, *Séance du 28 novembre 1917*, p. 711.

alors qu'en 1848, les taux marginaux supérieurs étaient respectivement de 10% et 10‰. Les socialistes ne sont cependant pas dupes, Graber déclare à plusieurs reprises qu'ils ne peuvent « [...] admettre une caricature de l'impôt progressif »⁵. Pourtant, si les socialistes choisissent de ne pas s'y opposer, c'est pour deux raisons : premièrement, ce combat de longue date représente un acquis certain. Et deuxièmement, de la réforme de l'impôt dépend une augmentation des salaires des fonctionnaires. Graber précise ainsi, selon le procès-verbal de la séance du Grand Conseil : « [...] bien que ses propositions aient été rejetées, [il] ne lancera pas de référendum contre le nouveau décret, afin de ne pas porter préjudice aux finances de l'État et à la situation des fonctionnaires. En revanche, le parti socialiste se réserve de reprendre ses propositions par la voie de l'initiative populaire »⁶. Cela marque donc aussi pour le Parti socialiste neuchâtelois le renforcement d'une politique réformatrice et la confirmation des limites que cette dernière implique.

APOLLINE ANOR

⁵ AEN 3GC – 4.83, E.-Paul Graber, *Séance du 5 novembre 1917*, p. 551.

⁶ AEN 3GC – 4.83, E.-Paul Graber, *Séance du 28 novembre 1917*, p. 724.

COMPTES RENDUS

Roman Rossfeld, Christian Koller et Brigitte Studer (éd.),
Der Landesstreik. Die Schweiz im November 1918,
Baden, Hier und Jetzt, 2018,
456 pages

C'est un fort volume sur la grève générale que proposent les éditions Hier und Jetzt, près de 500 pages, richement illustrées. Après une introduction générale, seize contributions sont réparties en cinq parties, centrées sur les questions sociales, sur la situation politique, sur les perspectives de classe et de genre, sur les différences régionales et enfin sur la narration et les mémoires de l'événement. Même s'il s'enferme dans une vision assez cloisonnée de l'événement, anniversaire oblige, le livre est riche : il complète, et parfois renouvelle, nos connaissances sur plusieurs points, parce que nombre de contributions sont basées sur des travaux en archives et qu'elles amènent donc du matériel original, loin des commentaires généraux assez convenus que l'on a beaucoup entendus en cette année de commémoration.

L'introduction rappelle que la grève générale est, plus qu'un événement exceptionnel, le moment fort d'une séquence de fortes turbulences sociales qui va des années 1917 à 1919 – mais l'ouvrage lui-même en tient peu compte –, avant de focaliser sur les événements de novembre, et de terminer par un état de la question qui pointe quelques lacunes et appelle, sans grande originalité, à une histoire des émotions ou une his-

toire transnationale pour de futures recherches.

Ouvrant la première partie, Maria Meier revient dans sa contribution sur l'argument d'une amélioration de la situation matérielle à la veille de la grève, récemment soulignée par quelques historiens. Cette amélioration est faible, ponctuelle, très mal répartie. De fait, les grèves bâloises de 1919 sont menées avec les mêmes revendications sur la vie chère... Occasion de rappeler ici que pour la Suisse, la Grande Guerre ne se termine pas en 1918, mais en 1919 : c'est seulement à ce moment-là que le blocus allié est levé et que le Conseil fédéral envisage de renoncer aux pleins pouvoirs. Poursuivant cette réflexion sur la paupérisation des milieux ouvriers, Reto Zitelmann documente la question du logement, aussi importante dans le processus de paupérisation que celle toujours évoquée de l'approvisionnement : les loyers ont augmenté, le bois de chauffage est hors de prix... Matthias Ruoss s'intéresse aux discussions autour de l'État social qui s'engagent à ce moment-là, avec notamment la participation des organisations paysannes et féminines, et il conclut sur l'idée qu'un véritable changement de paradigme intervient dans les années vingt, les assurances sociales paraissant dès lors comme un aspect de la société salariée, même si leur actualisation attendra le lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Dans la seconde partie, Dorothe Zimmermann rappelle que la crainte d'une révolution est bien répandue dans les milieux bourgeois, que les

gardes civiques ne sont pas une réponse à la grève mais qu'elles l'ont souvent précédée, et elle montre combien cet antisocialisme se perpétue au sein d'une association comme la Fédération patriotique suisse. Sebastian Steiner explique comment les pleins pouvoirs permettent au Conseil fédéral d'élargir le champ d'application de la justice militaire, en y soumettant des faits qui jusque-là ne relevaient pas d'elle. Olivier Schneider détaille quant à lui le jeu parfois ambigu des socialistes face aux pleins pouvoirs. Dans un premier temps, ils ont pu espérer que ces derniers pourraient servir à imposer certaines mesures aux milieux économiques. Cet espoir déçu les poussera à des actions extra-parlementaires. On retrouve ici la thèse d'une grève générale comme le résultat de la non-intégration des socialistes au pouvoir.

La troisième partie du livre porte sur les différences de classes et de genre. Roman Rossfeld montre combien la peur a dicté son action aux partis bourgeois, une peur aux visages multiples qui, pour être irrationnelle, n'en est pas moins réelle, mais qui, pour en être réelle, n'en est pas moins par ailleurs instrumentalisée dans le combat pour l'exclusion des socialistes des responsabilités du pouvoir – et l'on pense ici à la philosophe Simone Weil expliquant la rage antisocialiste de la bourgeoisie par le fait qu'elle ne se pardonne pas d'avoir été effrayée par des gens qu'elle considère comme inférieurs. Katharina Herrmann revient sur la question du rôle des femmes dans la grève générale. Elle rappelle que, dans un premier temps, c'est le problème de l'approvisionnement qui fait descendre les femmes dans la rue, et non des consi-

dérations politiques. Lors de la grève générale, certaines femmes se trouvent dans les manifestations mais la plupart sont dans son ombre, à garder les enfants et veiller que les grévistes ne boivent pas. Du côté bourgeois, l'engagement féminin est fort aussi, en soutien aux soldats mobilisés et aux victimes de la grippe. Le désir de quelques-unes de dépasser les antagonismes de classe pour fédérer les femmes sur la question du suffrage ne débouchera sur rien. Enfin, dans une contribution neuve et très stimulante, Juri Auderset et Peter Moser cassent la vision paresseuse si souvent utilisée d'un « bloc paysan », déconstruisant les clichés pour montrer la complexité du monde rural, au niveau sociologique comme au niveau idéologique, ses divisions, son ambivalence aussi, en phase avec le prolétariat lorsque sont évoquées la protection du travail, une rémunération juste et la limitation du capitalisme, mais en phase avec la bourgeoisie dans la défense de la propriété. L'article ouvre de nombreuses pistes intéressantes sur un monde rural peu connu des historiens du mouvement social.

Portant sur les différences régionales, la quatrième partie est assez surprenante. Non que les contributions de Peter Heim sur Olten, de Thomas Buomberger sur Winterthur, de Max Lemmenmeier sur Saint-Gall ou d'Andreas Thürer sur le Tessin ne soient pas de qualité, et il est évident que l'histoire locale permet d'affiner nos connaissances sur le déroulement de la grève, mais cette façon d'effacer la Suisse romande d'un livre qui se veut synthèse nationale laisse songeur.

Dans la dernière partie, Christian Koller revient sur un sujet déjà bien travaillé, la peur de l'étranger et son

utilisation dans le discours anti-gréviste, en ne citant jamais les articles pionniers de Gérald et Silvia Arlettaz, ce qui en dit long sur le caractère très alémanique de ce livre, mais aussi sur certaines mœurs académiques. Patrick Kury s'intéresse à la grippe, la plus grande catastrophe démographique de l'histoire de la Suisse moderne, et marque les étapes de son instrumentalisation. Lors de la première vague de l'épidémie, en été, presse bourgeoise et presse socialiste se retrouvent pour dénoncer les lacunes du service sanitaire de l'armée – donnant aussi au clan Wille l'occasion d'une revanche sur le colonel Carl Hauser, chef du service sanitaire, qui, quelques mois plus tôt, avait émis de sérieux doutes sur les capacités intellectuelles du vieux général. Lors de la deuxième vague, en novembre, le discours bourgeois change complètement, faisant cette fois des socialistes les principaux responsables des victimes de la grippe. Pour clore le livre, un article de Daniel Artho détaille les deux récits, opposés et très émotionnels, qui se mettent en place rapidement dès la fin de la grève générale : le récit bourgeois, aux relents conspirationnistes, d'une tentative révolutionnaire suscitée et soutenue par les bolcheviques russes, le récit social-démocrate, au ton justificateur, d'une grève née des conditions de vie difficiles de la classe ouvrière et qui n'aurait jamais eu de finalité révolutionnaire. On le sait, le premier a longtemps dominé, et il est régulièrement réactivé dans certains milieux, tandis que le second s'est imposé depuis l'ouvrage de Gautschi paru en 1968 – et on relèvera au passage que c'est encore la thèse principale de l'ouvrage...

En portant attention à des acteurs nouveaux, en approfondissant certaines thématiques, en nuanciant le processus par des analyses locales, ce livre enrichit notre connaissance de la grève générale. Mais on attend toujours l'ouvrage qui sortirait de la fétichisation de ces trois jours, qui à la fois examinerait la question dans une séquence chronologique plus étendue – qui permettrait notamment de réintégrer les régions considérées comme périphériques, en prenant par exemple en compte la grève générale de Chippis (1917), ou la tentative de grève générale de Fribourg (1917), et inclurait les grandes grèves de 1919 – et la penserait dans une perspective plus large.

ALAIN CLAVIEN

Jean-Claude Rennwald, Adrian Zimmermann (dir.), avec des contributions de Laurent Andrey, Mathias Reynard et Julien Wicki, *La Grève générale de 1918 en Suisse. Histoire et répercussions*, Neuchâtel, Livreo-Alphil, 2018, 159 pages

L'année du centenaire, de nombreux articles et ouvrages ont été consacrés à la grève générale. Parmi ces derniers, le cahier spécial associant *traverse* et l'AÉHMO se voulait, lui, à la pointe de la recherche universitaire. Il manquait peut-être, dans cette abondante bibliographie, un bref ouvrage de synthèse s'adressant à un large public. C'est le pari tenu par les cinq auteurs de la publication éditée dans la collection Focus, qui a cette vocation de bonne vulgarisation.

La première partie du livre montre bien que la grève générale n'a pas

éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. L'accent est mis sur les difficultés économiques qui touchent une grande partie de la population, notamment les familles des soldats mobilisés. On assiste donc, tout au long de cette année 1918, à des manifestations populaires contre la vie chère, mais aussi contre le militarisme. Est-il besoin de dire que les auteurs balaient la thèse du « complot bolchevique », abandonnée en tout cas depuis 1968 par les historiens sérieux ? Sans doute en revanche le contexte international a-t-il joué son rôle : révolution russe d'octobre 1917, effondrement militaire et institutionnel des Empires centraux en novembre 1918.

Le déroulement de la grève générale elle-même est décrit avec précision et sobriété. On ne reviendra pas ici sur les faits : ils sont connus... même si une importante partie de la population ignore tout, aujourd'hui, de cet événement majeur de l'histoire suisse contemporaine. On constate que le comité d'Oltén est rapidement dépassé par les aspirations de la base. Sur la thèse de la « capitulation », considérée comme honteuse par l'extrême gauche, les auteurs se montrent nuancés.

Les pages les plus originales de ce petit livre sont consacrées à l'ampleur et au vécu de la grève dans les différentes régions de Suisse romande. Dans l'Arc jurassien, la grève est massivement suivie dans les villes horlogères. À Delémont, elle est surtout le fait des cheminots, la plupart alémaniques. À Genève et dans le canton de Vaud francophiles, l'atmosphère est plutôt à la fête de la victoire des Alliés. Mais contrairement à ce qui avait été longtemps prétendu, la grève n'en est point absente. À Genève, elle mobilise surtout les tramelots et

les cheminots. Elle reste certes marginale dans un canton de Vaud encore très agricole. Le chapitre consacré au Valais se révèle particulièrement intéressant. Il propose une excellente synthèse du processus d'industrialisation et de syndicalisation dans ce canton resté longtemps isolé, rural et conservateur. Ce qui a permis à la grève de 1918 d'y déployer aussi ses effets, dont la presse réactionnaire de l'époque donne une image caricaturale. Le canton où la grève a le moins de succès est Fribourg, alors très catholique et conservateur. C'est là que l'État-major va chercher les troupes mobilisées contre les grévistes et déployées à Berne. Et les soldats victimes de la grippe espagnole seront longtemps perçus comme des héros, une mythologie exploitée notamment par les groupes fascistoïdes autour de Jean-Marie Musy et Gonzague de Reynold.

Dépasant le cadre strict de la grève générale de novembre 1918, le livre offre quelques bonnes pages sur l'histoire passée et présente des grèves en Suisse. Enfin, sortant de nos frontières, il donne un aperçu de quelques mouvements de grèves emblématiques et particulièrement importants dans le monde. Sait-on par exemple que, le 2 septembre 2016, une grève mobilisa 150 à 180 millions de travailleurs en Inde ?

En bref, la publication de *Livreo/Alphil* constitue une bonne première approche de la grève générale perçue, malgré son caractère exceptionnel en Suisse, non comme un phénomène unique, mais s'inscrivant dans l'histoire longue des mouvements ouvriers et populaires, pour lesquels la grève apparaît bien comme l'arme suprême du combat.

PIERRE JEANNERET

Francesca Falk, *Gender Innovation and Migration in Switzerland*,

Palgrave, 2019, 96 pages

disponible à l'adresse :

<https://doi.org/10.1007/978-3-030-01626-5>

Dans ce livre disponible en *open access*, Francesca Falk propose de relire l'histoire des transformations socio-politiques relatives au genre, ou plus précisément à l'émancipation des femmes, sous l'angle migratoire. En clair, de renverser les mécanismes d'analyse : au lieu de chasser les lunettes du genre pour explorer l'histoire des migrations, il s'agit de « migrantiser » l'histoire du genre, en particulier ici de la *gender innovation*, un concept que l'auteur emploie pour parler des transformations socio-politiques qui affectent les relations de genre.

Falk traite ici quatre thématiques de l'histoire contemporaine : la division sexuelle du travail, les crèches, les hautes écoles et la question du suffrage féminin. Si certains passages sont moins convaincants, c'est que ce livre est avant tout un essai : s'appuyant moins sur des archives que sur une importante revue des travaux existants – la bibliographie, malheureusement disponible uniquement en notes de bas de page, est considérable – l'ouvrage avance de nombreuses hypothèses, que l'historienne se propose de travailler ultérieurement.

Le premier thème est sans doute le plus convaincant. Nul doute que les mouvements migratoires, émigration ou immigration, ont une influence sur la structure du travail. L'émigration saisonnière des Tessinois, au 19^e siècle, oblige les femmes restées à la campagne à s'occuper de lourds travaux,

ce qui peut amener à remettre en question une division des tâches considérée comme naturelle, par exemple. De même, la participation helvétique aux missions religieuses, dans les colonies, vient bouleverser les opportunités et restrictions que connaissent les femmes au début du 20^e siècle en Suisse. Mais, comme le reconnaît l'auteur, ici les privilèges des unes se retrouvent à l'intersection des discriminations de genre qu'elles vivent et de la triple subordination (race, genre, mais aussi classe) des colonisées. Dans ces deux cas, si la migration vient troubler certaines normes de genre, elle n'est toutefois pas forcément un moteur d'émancipation ni de révolte. Il manque ainsi une analyse en termes de pouvoir : certes, la division sexuelle du travail est impactée par la migration, mais remet-elle vraiment en question les hiérarchies de genre, de classe et de race ?

L'exemple des crèches est sans doute le plus prometteur des quatre champs observés par Falk. Elle avance l'hypothèse que les travailleuses immigrantes ont été un moteur pour le développement des structures extrascolaires. Souvent obligées de cumuler travail salarié et soin des enfants, elles auraient été plus légitimes que les femmes suisses dans leurs demandes de prises en charge, contribuant ainsi à normaliser un phénomène encore mal considéré dans les années de l'après-guerre. Il reste toutefois à étudier plus précisément ce phénomène et surtout à le comparer à la situation des familles ouvrières sans passé migratoire. Dans celles-ci également se pose la question de la prise en charge des enfants, et probablement que nombre d'entre elles n'ont

pas non plus à disposition un réseau familial de soutien.

Quant à l'entrée des femmes dans les hautes écoles en Suisse et leurs droits politiques, la démonstration s'avère plus délicate à mener. Bien avant la plupart des pays voisins, les portes des universités s'ouvrent aux femmes dès la seconde partie du 19^e siècle. La majorité des étudiantes sont alors des étrangères et elles forment le quart des effectifs estudiantins avant la Première Guerre mondiale. Falk estime que l'on omet trop souvent de parler des origines étrangères des premières professeures ou chercheuses, ou de leurs longs séjours à l'étranger. Elle souligne également qu'on les trouve nombreuses dans les associations de défense des droits des femmes, mais que l'historiographie passe trop souvent sous silence leurs expériences de migration (y compris de migration intérieure, un aspect cependant moins convaincant de son argumentation) qui jouent pourtant selon elle un rôle essentiel dans la formation politique de beaucoup d'activistes. En effet, la dimension transnationale comme la migration jouent un rôle dans cette histoire. Pourtant, dans ces deux cas, l'étranger a également fait office de repoussoir, en particulier dans le cas des débats relatifs à la reconnaissance du droit de vote des femmes. Falk en est consciente et le montre avec l'exemple particulier d'un débat au Conseil national en 1958. Le député libéral J. Chamorel souligne le risque de voir des étrangères récemment mariées à des Suisses – et naturalisées ainsi automatiquement – obtenir subitement le droit de vote, un risque pour la démocratie selon lui. Dans ce même débat, d'autres députés agitent également

la perfection de la démocratie suisse qui n'aurait nul besoin d'une innovation étrangère comme les droits politiques des femmes.

Ainsi, la migration, si elle n'est pas forcément agente d'innovation ou de progrès social, est en revanche présente dans tous les domaines de la société et vient participer, d'une manière ou d'une autre, à définir, redéfinir, troubler, les frontières du genre. Elle s'invite dans tous les débats, des crèches au droit de vote, facilitant certaines prises de conscience ou faisant office d'argument contre le changement. En cela, Falk réussit son pari en démontrant que le passé peut être «migrantisé»: il ne s'agit pas d'écrire une histoire de plus des migrations, mais de se départir d'un «biais sédentaire» et de rendre visible cette réalité sociale dans tous les domaines.

Si Falk n'est pas la première à plaider pour une intégration du volet migratoire à l'histoire suisse, non comme un addendum, mais bien comme un paramètre usuel, elle montre ici concrètement comment cette perspective peut s'envisager dans le cadre de l'histoire des femmes – le genre étant ici réduit finalement à la perspective de l'émancipation des femmes. À vrai dire, le trait est parfois poussé, mais le livre fait réfléchir, et c'est bien le but de l'autrice. Elle illustre à quel point l'histoire suisse est traversée par la migration, et le fait que celle-ci influence donc non seulement l'économie ou la politique, mais aussi les relations sociales. Une réalité historique encore difficilement acceptable dans un pays où les débats politiques se focalisent malheureusement encore souvent sur la nouveauté ou le danger de la migration.

PAULINE MILANI

Jean-Luc Portmann, *Histoire de l'objection de conscience en Suisse au 20^e siècle. Aspects historiques, politiques et juridiques*,

Neuchâtel, édition à compte d'auteur, 2017, 345 pages

Jean-Luc Portmann a été secrétaire du Centre Martin Luther King (CMLK) de Lausanne à la fin des années 1980. Il était notamment conseiller pour des (potentiels) objecteurs au service militaire. Atteint dans sa santé, comme il l'indique au début de son livre, il a toutefois rassemblé l'énergie nécessaire pour réaliser cette contribution sur l'histoire de l'objection de conscience en Suisse au 20^e siècle.

L'auteur base son propos à la fois sur des sources et des travaux historiques. Pour les premières, il a surtout mobilisé les archives du CMLK, pour partie déposées dans son centre de documentation à Lausanne et pour partie à la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds. Il utilise essentiellement des brochures, des dossiers spéciaux et des articles de la presse militante, autrement dit des sources publiées, et très peu de sources internes. Jean-Luc Portmann fait également usage de textes de lois et de publications parlementaires (Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale, Feuille fédérale). La liste des travaux historiques, référencés en bibliographie, est fournie, quoique datée pour certaines contributions.

L'auteur a fait un effort considérable pour présenter une histoire générale de l'objection de conscience en Suisse au siècle dernier. Son livre est divisé en trois parties. La première dresse un panorama du phénomène jusqu'en 1924. Après un survol sur l'Antiquité, l'auteur se concentre sur

les communautés religieuses qui, au 19^e siècle, alimentent traditionnellement les rangs des objecteurs (anabaptistes, mennonites, amish), avant de présenter, en deux chapitres, l'impulsion donnée à l'objection au début du 20^e siècle par quelques figures marquantes, qui contribuent à politiser le phénomène et à créer un débat autour d'un possible service civil. La deuxième partie de l'ouvrage traite des parcours d'objecteurs pendant la guerre froide. L'auteur pose tout d'abord le cadre général de l'objection sur cette période : interventions parlementaires à Berne, révisions importantes du Code pénal militaire, situation générale de l'objection de conscience en Europe, positions des Églises protestante et catholique sur ce sujet, actions d'institutions et d'organisations internationales en faveur des objecteurs. Puis il se penche sur les alternatives au refus de servir (sortie par la voie médicale, service sans arme), avant d'aborder le parcours judiciaire et carcéral des objecteurs suisses, pour terminer par une présentation critique de la catégorisation faite par la justice militaire entre « objecteurs de conscience » reconnus et « réfractaires ». Enfin, la troisième partie se penche sur les débats et les luttes pour l'instauration d'un service civil, et se focalise sur la période qui va de la fin des années 1960 jusqu'à l'introduction de la Loi sur le service civil en 1996. L'auteur présente dans cette partie les jalons les plus importants jusqu'à 1996 : initiative de Münchenstein, rejetée en votation populaire en 1977, et celle « Pour un authentique service civil basé sur la preuve par l'acte », rejetée également en 1984. Un tournant s'amorce avec l'électrochoc de la votation du 26 no-

vembre 1989, quand un tiers des Suisse-sse-s acceptent l'initiative du Groupe pour une Suisse sans armée. Un arrêté fédéral pour l'introduction d'un service civil est finalement accepté largement en votation populaire en 1992, ouvrant la voie à l'élaboration d'une loi en ce sens et son entrée en vigueur en 1996. L'auteur termine cette partie par des considérations sur l'évolution du service civil et de ses modalités de 1996 à 2009.

Malgré l'effort relevé ci-dessus, l'ouvrage présente deux problèmes de fond importants. Le premier, symptomatique dans la bibliographie où les sources et les travaux historiques sont mélangés, réside dans le fait que l'auteur les traite de la même façon et au même niveau, dénotant par là un manque de recul critique par rapport aux premières, qui sont prises au mot. Le deuxième concerne la dimension diachronique, souvent absente. Ainsi, le propos peut porter sur plusieurs décennies tout en étant basé sur des sources d'une période très limitée, sans que l'auteur questionne un éventuel changement sur ce laps de temps ni n'interroge la validité d'appliquer un raisonnement sur une période donnée en utilisant des sources potentiellement anachroniques.

Si cet ouvrage ne répond pas assez aux exigences méthodologiques de la discipline historique, il n'en reste pas moins que l'auteur a réalisé un travail d'ampleur. La lecture du livre peut ainsi être conseillée à des profanes, qui pourront y trouver une introduction générale au thème de l'objection de conscience face au service militaire en Suisse sur la période contemporaine.

NIELS REBETEZ

Florian Eitel, *Anarchistische Uhrmacher in der Schweiz*, Bielefeld, transcript, 2018, 628 pages

Quand j'ai écrit une petite histoire de la Fédération jurassienne, il y a bien longtemps, j'avais lu quelques livres, feuilleté des journaux de la Première Internationale, consulté des archives à l'Institut international d'histoire sociale à Amsterdam. Une page de bibliographie, deux douzaines de notes en bas de page.

La thèse publiée de Florian Eitel comporte une bibliographie de 33 pages serrées et un nombre incalculable de notes ; il a aussi eu accès à de riches sources en ligne. Mais ce n'est pas là l'essentiel : c'est la démarche de l'auteur qui compte – avec son patient travail de dépouillement de registres et de plans – et sa manière originale de raconter l'histoire des horlogers du Vallon, de réfléchir sur la naissance du mouvement anarchiste.

Il nous emmène d'abord au cœur de Saint-Imier et de Sonvilier, en cinq chapitres : l'espace, le marché, les frontières, les réseaux, le temps, toutes ces dimensions sont en pleine transformation, dans le dernier tiers du XIX^e siècle, et préfigurent l'avènement de la mondialisation. Des immeubles se construisent dans les bourgades, et le train arrive en 1874, reliant petit à petit La Chaux-de-Fonds à Bienne et aux grandes lignes de chemin de fer ; la photographie en témoigne. Le marché des montres est confronté à la concurrence américaine, des usines s'installent, les machines modifient les conditions du travail à domicile traditionnel ; la mobilité de la main-d'œuvre en témoigne. Le temps ancien était donné

par la liturgie sonnée par l'horloge de l'église ; en 1840 le clocher porte fièrement quatre horloges aux quatre points cardinaux, panoptique financé par la bourgeoisie qui rehausse son pouvoir en même temps qu'elle rehausse le clocher. Et lorsque l'Observatoire de Neuchâtel unifie l'heure légale, en 1874, le principal industriel de Saint-Imier, Ernest Francillon, n'entend pas se faire déposséder de son pouvoir : « L'heure de la Fabrique est exactement de 5 minutes en avance sur le Régulateur municipal », assène le règlement de la fabrique Longines.

La deuxième partie de l'ouvrage entonne une mélodie nouvelle. On se retrouve au Congrès international de Saint-Imier, le 15 septembre 1872, où quinze délégués, dissidents de l'Association internationale des travailleurs, et nombre d'assistants vont fonder « l'Internationale antiautoritaire ».

C'est d'abord des militants qu'il est question. Pour les membres de la Fédération jurassienne, des bribes de biographies font le lien avec les métiers, les origines et les classes de revenus détaillés dans la première partie. Les « *altgediente Revolutionäre* » sont mieux connus, de même que les exilés de la Commune de Paris qui ont trouvé refuge en Suisse et les délégués venus d'Italie ou d'Espagne. Mais on rencontre aussi dans les rues de Saint-Imier une petite cohorte de jeunes russes ; les sept femmes sont étudiantes en médecine à Zurich.

Les quatre résolutions adoptées vont devenir, au cours des années suivantes, une sorte de charte du mouvement anarchiste – on trouve les textes jusque sur wikipedia, en français. Florian Eitel emprunte ici le langage du médecin : les considérants posent le diagnostic des mala-

dies dont souffre l'Internationale, pour ensuite proposer des remèdes : la conclusion d'un pacte d'amitié et de solidarité, en vue de l'organisation de la résistance et de la destruction de tout pouvoir politique.

Mettant en garde contre les interprétations téléologiques de ces textes, l'auteur n'y échappe pas totalement et n'évite pas toujours les anachronismes lorsqu'il se réfère à des travaux ultérieurs, notamment dans la recherche des « racines » de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire. Le chapitre suivant est plus original, qui examine la diffusion et la réception des résolutions : réunions, congrès régionaux, journaux (et leurs imprimeries), correspondances, conférences, jusqu'aux actions directes comme les grèves ou les manifestations font connaître le sens du pacte de Saint-Imier de par le monde. Le développement des sociabilités et des réseaux est évidemment concomitant. Une jolie erreur de lecture, due sans doute à une coquille typographique, évoque « le lieu qui unit les travailleurs du monde entier » (p. 368 ; il s'agit évidemment du lien) et entraîne des digressions un peu biaisées sur l'intrication entre le local et le « global » ; erreur vénielle, qui n'enlève rien à la démonstration, fondée sur le dépouillement de très nombreuses sources.

La troisième partie nous ramène au Vallon, ce « laboratoire du fédéralisme anarchiste » (p. 429). Pendant une dizaine d'années s'y activent des sociétés de résistance, des mutuelles, s'y développent des pratiques culturelles originales. Ce n'est pas là que se forment les syndicats les plus importants, ni que se mènent les grèves les plus combatives, ni encore que se

lancent des tentatives d'insurrection. Mais sur des bases très concrètes on élabore les possibilités de la société future, qui passe par le refus de la politique traditionnelle, donc la rupture avec le Parti radical. Avec les limites que l'on peut imaginer : l'organisation se limite pratiquement aux ouvriers horlogers et non aux autres métiers, les femmes y ont peu de place et de visibilité. Mais on s'adresse aux « compagnons », « ouvriers illustres des pays qu'on appelle étrangers... À bas les frontières » (cit. p. 469).

La construction d'une communauté passe par la presse et la correspondance, ainsi que par les éléments visuels, décors et surtout photographie. Les petites photos cartonnées au format de cartes de visite s'échangent et circulent, on en trouve dans quantité de fonds d'archives, de dossiers de police, pas toujours identifiées. Il faut examiner l'avers et le revers pour découvrir les traces d'un photographe méconnu de Saint-Imier, Sylvain Clément, membre actif de la Fédération jurassienne.

Et puis, on chante ! Bien sûr, en Suisse on chante partout, de l'école à l'armée, les airs sont connus, de nouvelles paroles s'y adaptent, des couplets s'improvisent. Florian Eitel a repéré onze chansons spécifiques créées entre 1869 et 1877. Elles disent la condition ouvrière, la répression, la lutte ; elles exaltent l'internationalisme, le drapeau rouge, la solidarité. Solidarité mise en pratique lors de procès, de grèves, ici et ailleurs : on envoie des souscriptions aux compagnons, on met en garde ceux qui pourraient être recrutés comme briseurs de grève.

Tout cela contribue à construire une représentation de la révolution

sociale et du monde nouveau. En bons positivistes, les anarchistes pensent que la connaissance, la maîtrise de la statistique notamment, rendront inutiles les gouvernements, caduc l'État. La commune sera une cellule de base de la grande fédération universelle ; la Commune de Paris a montré l'exemple. Les images météorologiques ne manquent pas, « l'aurore d'un jour nouveau », « *il sole dell'avvenire* ».

Pour nous y préparer, lisons l'ouvrage de Florian Eitel ! Un gros livre, et cher, mais il est accessible en téléchargement sur le site de l'éditeur. C'est la version retravaillée d'une thèse universitaire, un peu alourdie (à mon goût) de considérations théoriques et de concepts parfois curieux ; on pourra choisir plutôt de partager la vie des ouvriers horlogers du val de Saint-Imier, il y a 150 ans, de partager leurs révoltes et leurs espoirs.

MARIANNE ENCKELL

Paolo Barcella, Alessandro Moreschi, Mattia Pelli, Gabriele Rossi & Nelly Valsangiacomo, *Scioperare nel Duemila. Le Officine ferroviarie di Bellinzona e la memoria operaia*, avec le dvd du documentaire *Giù le mani* de Danilo Catti, Rome, Donzelli Editore, 2018, 166 pages

Cet ouvrage collectif publié en Italie rend compte d'une double expérience d'histoire sociale en Suisse. Il évoque à la fois l'importante grève des ateliers mécaniques des Chemins de fer fédéraux à Bellinzona (7 mars-8 avril 2008) et le travail de documentation

immédiate en vue de son histoire et de sa mémoire qui a été assuré par des membres de la Fondation Pellegrini-Canevascini. Cette grève d'environ 430 ouvriers qui a été largement soutenue dans le canton du Tessin, et à l'issue de laquelle les emplois menacés ont été en principe préservés, avait donné lieu d'emblée à des publications, notamment dans les *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* de 2008 où Gabriele Rossi évoquait déjà les traces de la grève. Mais cet ouvrage en offre un portrait plus complet qui intègre la parole de nombre de ses protagonistes.

Introduit par Paolo Barcella avant une synthèse de l'histoire des grèves en Suisse proposée par Nelly Valsangiacomo, l'ouvrage est ensuite prolongé par une évocation chronologique, rédigée par Gabriele Rossi, de l'histoire des ateliers CFF de Belinzone depuis le percement de la ligne du Gothard au XIX^e siècle jusqu'à 2018. Alessandro Moreschi et Mattia Pelli présentent pour leur part les sources recueillies pendant une grève qu'ils qualifient à juste titre de cantonale et dans lesquelles sont inclus le rôle et les paroles des femmes. Ils soulignent notamment l'intérêt du recueil de sources orales pour des moments clés comme la journée du 7 mars 2008 ou pour tout le déroulement de la grève, recueil qui débouche sur une pluralité de récits factuels mais aussi personnels, avec de l'émotion et de l'incertitude. L'appui massif de la société tessinoise, le sentiment d'avoir enfin pu mettre un frein à une succession d'attaques contre le monde du travail et le rôle des assemblées de grève dans la dynamique du mouvement figurent parmi les thèmes qui sont mis en évidence.

Et il est aussi question des manières dont les uns et les autres ont vécu la fin de la grève et ce qui l'a suivie.

Une seconde partie, rédigée par Paolo Barcella et Nelly Valsangiacomo, reconstruit un récit de ce canton en grève à partir des sources orales susmentionnées. Elle fait donc parler des acteurs publics de la grève et d'autres qui restent anonymes. Les thématiques qui sont mises en évidence à travers leurs propos sont ici particulièrement significatives, notamment les tensions avec la fédération nationale du syndicat, la rupture qu'a représenté la cessation de travail, les craintes de certains pour leur avenir et leur situation économiques, l'importance des soutiens extérieurs, la colère, la dignité et leur expression collective. Toutefois, comme le déclare la femme d'un ouvrier, après la grève, les incertitudes sont demeurées et la sécurité n'était pas encore au rendez-vous.

Un dernier chapitre donne la parole, sous la forme d'un entretien, à Danilo Catti, l'auteur du film documentaire dont le dvd est fourni avec le livre.

Comme la contribution de Gabriele Rossi le montre dans sa dernière partie, l'issue positive de cette grève défensive contre une restructuration menaçant l'emploi de plus d'une centaine de salariés était des plus fragile. Le récent rejet, en mai 2019, d'une initiative cantonale issue du mouvement de grève ouvre désormais la porte au transfert des ateliers CFF dans un nouveau centre à Castione, un peu plus au nord. Du point de vue des initiants et des anciens grévistes, ce projet n'est malheureusement pas sans risque pour l'emploi.

En fin de compte, cet ouvrage offre une synthèse originale de l'histoire de la grève de Bellinzone non seulement en nous restituant l'essentiel des faits, mais aussi en rendant compte du magnifique travail de production de traces qui a été réalisé au moment même de cette lutte sociale. Le recueil de témoignages et sa restitution synthétique donnent ici une dimension inédite à notre regard sur ce mouvement social survenu dans la Suisse du XXI^e siècle. Et il serait regrettable, compte tenu de l'importance de cette grève pour l'histoire sociale de ce pays, que ce livre ne soit pas rapidement traduit et diffusé dans toute la Suisse.

CHARLES HEIMBERG

Adrian Knoepfli, « Wir sind da und bleiben da ». Von Klassenkampf zur Recherche: Hundert Jahre Schaffhauser Arbeiter-Zeitung, 1918-2018, Schaffhouse, Verlag am Platz, 2018, 190 pages

Acteur marquant de la presse ouvrière suisse, la *Schaffhauser Arbeiter Zeitung* (SAZ) est toujours là, bien vivante, sous la forme d'un hebdomadaire local critique qui, fidèle à son passé et malgré les mutations de ces dernières années, a conservé dans son titre les deux fameuses lettres «AZ». Elle a célébré en novembre passé son centième anniversaire et, pour l'occasion, a demandé à un historien, Adrian Knoepfli, de raconter son histoire. Une histoire ancrée dans le terroir local, mais qui peut se lire avec profit au sud du Rhin aussi.

Née au lendemain de la grève générale, la SAZ épouse la vie mouvementée du mouvement ouvrier

local : d'abord socialiste, elle se proclame communiste en 1921 puis dissidente en 1930 – une majorité de la section schaffhousoise refusant la bolchévisation du parti pour devenir la *Kommunistische Partei-Opposition*, le journal se voit pris entre une stalinienne *Rote Arbeiter Zeitung* (1930-1932), soutenue par le bâlois *Vorwärts*, et une socialiste *Schaffhauser Tagwacht* (1929-1933), soutenue par le zurichois *Völkrecht*. Mais les deux nouveaux venus ne tiennent pas la distance, redonnant à la SAZ son monopole de seul journal ouvrier dans le canton. La feuille mène les combats qu'il faut, contre le nazisme, contre les fronts, contre la grande bourgeoisie industrielle locale, contre la censure fédérale aussi, si sensible à maintenir de bonnes relations avec l'Allemagne nazie. Elle mène une vie modeste, enfermée dans un modèle classique de courroie de transmission du parti, toute velléité d'élargir l'horizon se heurtant au veto de l'ancienne génération – dans les années 60 encore, Bringolf convoque à l'Hôtel de Ville de Schaffhouse le rédacteur qui se serait permis une remarque critique sur un élu socialiste... Les mentalités changent pourtant, et le paysage médiatique également, avec l'arrivée du *Blick*, la diffusion rapide de la télévision, les ambitions du quotidien zurichois *Tages-Anzeiger*, mettant la SAZ et plusieurs autres journaux socialistes sous pression. En 1970, au terme de difficiles négociations, on met sur pied l'AZ-Ring : une collaboration entre dix journaux socialistes, avec une rédaction centrale à Zurich qui fournit les pages internationales et suisses. L'expérience ne dure que trois ans, tous les titres perdent des

lecteurs. En 1973, l'AZ-Ring disparaît, en même temps que le *Völkrecht*.

La SAZ se tourne alors vers une collaboration avec un journal bourgeois, la *Badener Tagblatt*, qui fournit les pages internationales, suisses et sportives ; de son côté l'imprimerie de la SAZ augmente son chiffre d'affaires en accueillant la *Winterthurer AZ*. La situation financière ne s'améliore guère, malgré diverses réorganisations, le contenu du journal non plus, malgré les coups de boutoir de la rédaction... En 1986, une crise ouverte permet enfin de sortir des vieux schémas : une nouvelle génération de journalistes – Bernard Ott, Hans-Jürg Fehr et Werner Buchter – étoffe l'offre du journal et commence à privilégier l'enquête plutôt que le compte rendu de séances d'associations socialistes. Les jeunes qui prennent alors le pouvoir peuvent compter sur un mécène qui mettra deux fois un million de francs sur la table, ce qui permet, au passage, d'informatiser la rédaction. Cela ne suffit pourtant pas : en 1998, le journal, exsangue, se résout à passer au rythme hebdomadaire, imposant à l'imprimerie un gros manque à gagner. Entre-temps, les derniers titres socialistes ont rendu l'âme, la *Basler AZ* en 1992, l'*Ostschweiz AZ* en 1996, la *Berner Tagwacht* en 1997 alors que cette même année la *Winterthurer AZ* devient une simple *Stadtblatt* hebdomadaire.

Depuis vingt ans, l'hebdomadaire schaffhousois s'accroche et il a fini par trouver ses abonnés. Face aux *Schaffhauser Nachrichten*, il se démarque par des enquêtes dérangelantes, mettant à jour les petites combines locales, et cette indépendance plaît. Mais l'assise financière du journal

n'est pas assurée et il doit compter sur l'appui de mécènes qui fournissent régulièrement l'argent nécessaire à sa survie. Signe encourageant, depuis quelques années, les abonnements sont à la hausse...

Écrit dans un style vif, même s'il est parfois un peu long sur certaines querelles locales et un peu court sur certains arrangements financiers, le livre de Knoepfli ne cache pas le décalage grandissant entre le journal et ses lecteurs, entre la rédaction et les pontes du parti, entre l'imprimerie ouvrière et l'éditeur, et la résistance des vieux patriarches rouges face à tout changement. La sortie de crise schaffhousoise tient du miracle : sans le mystérieux mécène des années 1980, le journal serait mort. Ce n'est donc pas un modèle, même si le travail à la fois opiniâtre et optimiste de quelques-uns démontre toute l'importance du facteur humain pour la perpétuation d'un titre indépendant.

ALAIN CLAVIEN

Urs Hardegger, *Spanische Erde : vier Schweizer gegen Franco*, Zurich, Th. Gut Verlag, 2019

En mai et juin 1938, le *Tages-Anzeiger* a publié en feuilleton le journal d'un volontaire suisse en Espagne, dans le camp républicain. Le quotidien ne donnait pas le nom de l'auteur : il s'agit d'Edi Gmür, un jeune Zurichois parti comme beaucoup d'autres pour diverses raisons, pour soutenir une belle cause, mais aussi parce qu'il n'avait pas de travail, que sa femme était partie, que la vie n'avait pas de sens. Peu avant Noël 1936, il a loué une Mercedes pour deux jours

et embarqué trois copains, avec lesquels il est arrivé à Barcelone le 26 décembre. Les quatre jeunes gens sont enrôlés dans la centurie des anarcho-syndicalistes allemands, qui va rejoindre le front aragonais avec le Groupe international de la colonne Durruti. Gmür obtient d'être démobilisé début août 1937 et rentre en Suisse par petites étapes; la Mercedes l'a précédé, rapatriée par les soins du consul Gonzenbach. Comme tous les volontaires suisses, il est condamné à plusieurs mois de prison qu'il subit de mars à août 1938.

Le feuilleton du *Tages-Anzeiger* a été réédité en 1986 dans un volume collectif; je l'ai publié en français avec le journal d'un volontaire yverdonnois, Albert Minnig (*Pour le bien de la révolution*, Lausanne, CIRA 2006), complété par le manuscrit du journal de Gmür qui diffère un peu de la version en feuilleton.

Urs Hardegger en a fait un beau roman, très documenté, truffé de citations du journal et complété par plus de 80 brèves notices biographiques. Il a refait le parcours en Espagne d'Edi Gmür, sur le front aragonais et les lieux de combats meurtriers, comme l'ermitage de Santa Quiteria. Il s'est mis dans la peau de son personnage, souffrant de la malaria, pleurant ses copains morts au combat, puis, en prison, reprenant la rédaction de son journal. Jusqu'à présent, on ne savait pas pour quelle raison il existait deux versions, le manuscrit et le feuilleton; Urs Hardegger fait l'hypothèse intéressante d'une réécriture, complétant par des souvenirs qui reviennent, des noms, des épisodes, supprimant quelques passages trop personnels. Des personnages zurichois apparaissent,

les familles d'Edi et de ses compagnons, des collègues, des footballeurs admirés... La seule part de fiction porte sur les réflexions et les états d'âme du personnage principal. Son roman précédent, *Es gilt die Tat* (2017), était construit de la même manière, sur la base d'une solide documentation historique. Il porte sur les mouvements ouvriers et les troubles à Zurich en novembre 1917.

C'est une jolie manière de donner à lire des documents historiques. La chronologie émietlée peut être un peu difficile à suivre, mais des dates viennent à l'aide des lectrices. L'auteur ne donne pas de leçon, ne fait pas un cours sur la révolution espagnole (ou la révolution russe dans l'autre ouvrage cité); espérons qu'il donnera envie d'en savoir plus sur les époques remémorées.

Je mettrais volontiers dans la même catégorie le roman de Pierrette Frochaux, *La fille du cabinotier* (Lausanne, Plaisir de lire, 2019), qui se fonde sur une riche documentation familiale réunie avec patience et présentée telle quelle dans un ouvrage précédent. À la différence des livres de Hardegger, il s'agit ici de la vie d'une famille ouvrière à Genève sur une plus longue période: trois générations, de la fin du XIX^e siècle à la Deuxième Guerre mondiale. Mais là aussi la vie du personnage principal est inscrite dans la vie des petites gens et des grands événements.

MARIANNE ENCKELL

Quelques publications récentes à signaler

Hadrien Buclin, *Les intellectuels de gauche. Critique et consensus dans la Suisse d'après-guerre (1945-1968)*, Lausanne, Antipodes, 2019.

Lukas Emmenegger, *Die Verwendung von Radiumleuchtfarbe in der Schweizer Uhrenindustrie (1907-1963). Historischer Bericht im Auftrag des Bundesamtes für Gesundheit*, Masterarbeit, Bern, 2018.

«L'engagement des femmes des classes populaires en France depuis 1945», sous la dir. de Ingrid Hayes et Magali Della Sudda, *Le Mouvement social*, octobre-décembre 2018.

Lucas Federer, Gleb J. Albert, Monika Dommann (dir.), *Archive des Aktivismus: Schweizer Trotzki:innen im Kalten Krieg*, Zurich, Intercom Verlag, 2018 (Æther 02).

David Häni, *Kaiseraugst besetzt! Die Bewegung gegen das Atomkraftwerk*, Basel, Schwabe Basel, 2018.

André Holenstein, Patrick Kury, Kristina Schulz, *Schweizer Migrationsgeschichte. Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Baden, hier und jetzt, 2018.

«Internationalisme au féminin, de la guerre d'Espagne au Rojava», dossier coordonné par Edouard Sill, *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique*, janvier-mars 2019.

Sandro Marcacci, *L'eau, le sale, la peur*, Lausanne, Éditions d'en bas, 2019.

Werner Portmann, Heinz Gabathuler (dir.), *Zukunft mit Geschichten, 100 Jahre VPOD Sektion Zürich Kanton*, Zurich, VPOD, 2018.

AÉHMO

L'association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AÉHMO) a pour but de mieux faire connaître l'histoire économique, sociale et politique de la Suisse romande et en particulier celle du mouvement ouvrier, par le biais de colloques, de conférences, d'expositions, de publications.

Elle s'intéresse aux sujets les plus variés : partis politiques, syndicats, presse, salaires, conditions de travail, relations hommes-femmes, vie quotidienne, activités culturelles et sportives, etc., sous un aspect critique, permettant d'appréhender les lumières et les ombres de l'histoire du mouvement ouvrier. Elle recueille et conserve des documents de toute nature, textes manuscrits ou imprimés, photos, affiches, enregistrements, concernant l'histoire du mouvement ouvrier.

Ces documents sont déposés au Service des manuscrits de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne, CH-1015 Dorigny; ils peuvent être consultés en faisant la demande à l'AÉHMO (info@aeemo.org).

Devenez membre !

En adhérant à l'Association, en la soutenant financièrement, en lui confiant les documents que vous détenez, vous participez à son effort de construire une mémoire collective du mouvement ouvrier.

Membres individuels: CHF 30.-*

Membres collectifs: CHF 100.-*

*y compris la livraison du Cahier annuel

AÉHMO, case postale 5278, CH-1002 Lausanne

www.aeemo.org

Compte PostFinance 10-24143-0

IBAN CH90 0900 0000 1002 4143 0

Les *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* peuvent être consultés et téléchargés sur le site [e-periodica](http://e-periodica.ch) des revues suisses en ligne, un an après leur parution :

www.e-periodica.ch/digbib/volumes?UID=cmo-001

APPEL À CONTRIBUTIONS

«Engagement religieux et monde ouvrier» Appel à contributions pour les *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* 36/2020

Peu présentes dans l'historiographie du mouvement ouvrier en Suisse, les organisations à tonalité catholique et protestante ont pourtant occupé une place importante dans l'encadrement des milieux populaires tout au long du XX^e siècle. La défense du monde ouvrier et des catégories subalternes est-elle incompatible avec l'engagement religieux? Bien des exemples, encore peu étudiés à ce jour, semblent indiquer que l'histoire du mouvement ouvrier a aussi été façonnée par des organisations militantes protestantes et catholiques.

De nombreux travaux pour la France et la Belgique retracent l'histoire de l'Action catholique en soulignant la manière dont cette forme d'encadrement de la classe ouvrière donne progressivement lieu à des réappropriations par les travailleurs eux-mêmes. Or, la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) a sans doute joué un rôle important en Suisse, notamment à Genève, dans la politisation de centaines de jeunes catholiques. Certains d'entre eux s'engageront ensuite dans des mouvements exigeant une amélioration des conditions matérielles d'existence des catégories les plus démunies, comme en témoigne la genèse de l'Association de défense des locataires (ASLOCA) et du Mouvement populaire des familles (MPF). On peut également mentionner le syndicalisme chrétien qui, en Suisse romande, voit l'abandon progressif du corporatisme et l'essor d'une composante influencée par le courant autogestionnaire, comme en témoigne la Confédération romande du travail (CRT).

Côté protestant, les travaux du théologien de gauche Klauspeter Blaser¹ sur les relations étroites entre le socialisme religieux français de Paul Passy et la fondatrice lausannoise de la Fédération romande des socialistes chrétiens, Hélène Monastier (1882-1976), ou entre le pasteur zurichois Leonhard Ragaz (1868-1945), fondateur de la Religiös-Sozialistische Vereinigung der Deutschschweiz², et le Mouvement Blumhardt en Allemagne méritent aussi d'être valorisés dans ce nouveau cahier. Et c'est sans compter des acteurs importants du socialisme en Suisse tels que le pasteur Jules-Humbert Droz (1891-1971) qui joue un rôle décisif lors de la fondation du Parti communiste suisse (PC) avant de s'engager au Parti socialiste (secrétaire central de 1946 à 1959). Proches ou issus de cette mouvance, se trouvent également des figures du pacifisme comme Pierre Cérésolle (1879-1945) et Willy Kobe (1899-1995) à Zurich, ou de l'objection de conscience comme le pasteur Michel Grenier, fondateur du Centre Martin Luther King en 1969 (aujourd'hui CENAC). Bien que minoritaires, contestés autant par les institutions religieuses que par certains acteurs concurrents dans l'espace militant, ces mouvements n'ont pas moins tenté, parfois avec succès, de s'inscrire dans le mouvement ouvrier. À ce titre, ils méritent d'être inclus à part entière dans son historiographie.

Quelques pistes et idées à explorer :

- Les transformations et conflits internes au sein du syndicalisme chrétien, et ses rapports avec les syndicats de l'Union syndicale suisse. On pense notamment à l'important fonds d'archives de la Confédération romande du travail (CRT) déposé récemment à la Bibliothèque cantonale universitaire de Dornigen (BCUD)³.
- L'histoire de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) depuis sa création jusqu'à ses crises internes à la fin des années 1960, avec parallèlement la création du Mouvement populaire des familles (MPF) et la défense du droit au logement (ASLOCA).
- L'essor et les luttes menées par les acteurs du socialisme religieux en Suisse et ses rapports avec ses voisins allemands et français.
- L'activité de groupes ou personnalités progressistes liés au judaïsme (par exemple les antennes suisses du Bund ou du Poale Zion).
- La mouvance pacifiste chrétienne et son évolution de la lutte pour la paix à l'antimilitarisme en passant par l'objection de conscience.
- La genèse de certains services d'aide sociale et leur inscription contextuelle (CSP, Caritas, etc.) et plus généralement les conceptions du monde ouvrier formulées par les institutions religieuses, tant catholique que protestante.
- Les organisations de sensibilité ou d'origine religieuses qui, au début des années 1970, se sont impliquées dans le cadre des luttes anti-impérialistes et des grèves ouvrières.

Nous invitons les auteurs intéressés à transmettre un résumé de leur article (env. 400 mots) d'ici décembre 2019 aux responsables de ce futur numéro :

Gilles Descloux (gilles.descloux@unil.ch)

Hadrien Buclin (hadrien.buclin@unil.ch)

Marianne Enckell (marianne.enckell@gmail.com)

¹ Klauspeter Blaser, « La tradition du socialisme chrétien : aperçu historique – mouvements et figures – débats et enjeux », *Autres Temps. Les cahiers du christianisme social* 61, 1999, pp. 71-78 ; « Le Mouvement Blumhardt et le socialisme religieux en Suisse et en Allemagne », *Autres Temps* 63, 1999, pp. 61-72 ; « L'héritage socialiste-chrétien dans la théologie du XX^e siècle, successeurs ou succédanés ? », *Autres Temps* 68, 2000, pp. 101-114.

² Willy Spieler, Stefan Howald, et Ruedi Brassel (éd.), *Für die Freiheit des Wortes: neue Wege durch ein Jahrhundert im Spiegel der Zeitschrift des religiösen Sozialismus*, Zurich, TVZ, 2009.

³ Voir le site internet de l'AÉHMO, section Fonds d'archives.

<https://aehmo.org/fonds-archives/fonds-de-la-confederation-romande-du-travail-crt>

